

# LES TRAVAILLEURS INTÉRIMAIRES

NOTRE DOSSIER PAGES 11 à 16

# **lutte** **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 424 - 16 octobre 1976 - prix : 3 F

**Mitterrand  
aux  
patrons :  
Oui au  
profit !** P. 7

## **Barre est sensible aux protestations de la Bourse**

**Des travailleurs  
il n'entendra  
que la force !**

**Chine: lutte de clans**



**pour la succession de Mao**

P. 5

**Le P. C. Italien soutient les mesures d'austérité.  
Mais les travailleurs ne les acceptent pas! P. 24**

## SOMMAIRE

### DANS LE MONDE

- Page 4 :  
— Espagne : la droite s'organise en vue des élections.  
— Italie : la colère des victimes de Seveso.  
Page 5 :  
— Liban : « négociations » sur fond de massacre.  
— Chine : lutte de cliques pour la succession de Mao  
Page 6 :  
— Thaïlande : le retour de l'armée au pouvoir.  
— Rhodésie : les mouvements nationalistes en rivalité pour la succession de Ian Smith.

### EN FRANCE

- Page 7 :  
— Le PSU rallie l'Union de la gauche... une fois de plus !  
— Quand Mitterrand s'adresse aux patrons.  
Page 8 :  
— En bref... du côté de ceux qui nous gouvernent.  
— Victimes de la misère.  
Page 9 :  
— Giscard en Iran : une démarche payante.  
— La petite guerre du nucléaire.  
— Les transports bisontins en grève  
Page 10 :  
— Lu avec intérêt :  
● La révolte des paysans marocains.  
● La répression contre les trotskystes en Chine.  
— Contre la violence dans les rangs révolutionnaires !  
Pages 18 et 19 :  
— Dans les entreprises.  
— Travail saisonnier dans la région de Bourges.  
— Vallourec (Noisy-le-Sec) : une claquette pour la direction.  
— Chantiers de France (Dunkerque) : pugilat à la CFDT.  
Page 20 :  
— 63<sup>e</sup> Salon de l'automobile : un ton de circonstance.  
— Le gouvernement veut faire casquer les motards.  
— L'exposition La France aux quatre coins du monde : les colonialistes hués.

### DOSSIER

- Pages 11 à 16 :  
**LE TRAVAIL TEMPORAIRE**  
— Des trafiquants d'hommes... à l'image du système capitaliste.  
— Le marché de l'intérim.  
— Pourquoi le travail temporaire ?  
— Imposer les mêmes droits et les mêmes garanties pour tous les travailleurs.

### DIVERS

- Page 21 :  
— Films : La carrière d'une femme de chambre, de Dino Risi; L'innocent, de Visconti.  
— Théâtre : La belle Héloïse, d'Offenbach.  
Pages 22 et 23 :  
— Livres : Je suis un fedayin, de Mahmoud Issa; Le têtard, de Jacques Lanzmann; La révolution suédoise, de Gabriel Ardant; Le premier maître, de Tchinghiz Aitmatov; Le papivore, d'Henri de Grandmaison.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :  
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :  
SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# courrier des lecteurs

## « Je viens de lire Lutte Ouvrière »

Chers camarades,

Je viens de lire Lutte Ouvrière. Cette lecture m'emplit de courage et de forces, pour lutter contre le patronat, afin d'obtenir de meilleurs salaires et des améliorations de travail. Je travaille dans un entrepôt de fruits et légumes. Avec un camarade, nous avons organisé la lutte, mais nous avons rencontré des obstacles, par le manque d'information qui ne permettait pas à ceux qui travaillaient avec moi de comprendre la lutte et la raison d'adhérer au combat du syndicat. Je suis communiste, mais je n'accepte pas toujours les idées et les décisions de Georges Marchais. Je ressens l'envie de lutter afin que les classes ouvrières du monde entier voient poindre une aube de liberté et de droits acquis. Je suis trotskyste pour ne plus subir les vexations et les excès de la politique policière et antidémocratique. Que soit la révolution !

C.M. - Doubs.

## Une bibliographie pour les dossiers

Chers camarades,

Il y a longtemps que je m'étonne de l'absence d'une bibliographie dans le dossier hebdomadaire de LO (sauf pour le féminisme). Il me paraîtrait pourtant très utile que vous indiquiez les livres à lire sur le sujet, et également ceux à ne pas lire, ou du moins avec précaution. Quelques lignes d'explication suffiraient. En effet, si le dossier est bon (c'est fréquent !), il doit donner envie d'approfondir la question, d'où...

Par exemple, sur la Chine, j'aurais souhaité voir conseillés les livres d'Harold Isaacs, de Jack Belden (et de Trotsky bien sûr). Quelques mots sur les romans de Malraux, sur la tartine de Macciochi (?) et pourquoi pas sur celle de Peyrefitte. Les références aussi de quelques textes « éclairants » de Mao. Une colonne aurait suffi. Salutations fraternelles

C'est vrai qu'une bonne bibliographie serait souvent utile en annexe à nos dossiers. Le seul problème, c'est que cela représente un peu de travail en plus. Mais nous sommes bien d'accord que cela en vaut la peine. Et nous ferons notre possible pour le réaliser.

## Bravo pour les cuisinières

Monsieur le secrétaire,

Je vous écris cette lettre pour vous parler de la fête de Lutte Ouvrière à Cournon, où j'ai passé deux jours avec mon mari. Nous nous sommes bien amusés malgré

la pluie et le froid. Ici tout le monde est très gentil. Le plus marrant, c'était le moment du repas de midi. Le plat du jour, le couscous que l'on a trouvé très bon, au moins ça c'est un plat consistant. Bravo pour les cuisinières et les pâtisseries ! C'est dommage, a dit mon mari, que la pluie ne s'arrête pas, sinon on serait resté plus longtemps le soir, parce que c'était sympathique. On était entre amis. Bravo pour les jeunes qui ont travaillé malgré le temps incertain !

P.L. (Issoire)

## Un engagé de la marine nous écrit pour témoigner

Lors de ma sortie du CET, où j'ai passé avec succès le CAP, mon intention était de travailler en Suisse, vu que j'habite à la frontière. (...) Ce qui me faisait donc plus de la moitié de ma paye en plus par rapport à mes camarades qui travaillaient en France. Suite au chômage qui grandissait en Suisse, (...) je fus donc licencié. (...) J'ai eu l'idée de m'engager dans la Marine nationale. Le jour où j'ai signé le contrat d'engagement, celui-ci indiquait que l'on pouvait le rompre durant les six premiers mois. Tout ceci est bien beau, mais ! Durant les six premiers mois, qu'est-ce qu'on voit de la marine ? Je vous répond honnêtement : RIEN DU TOUT.

Les deux premiers mois, vous passez un stage de formation militaire. Et les quatre autres, vous les passez dans les écoles spécialisées.

Donc la marine de guerre, la mentalité à bord, le travail à faire (qui est bien différent de ce qu'on apprend à l'école), pour tout ceci nous ne sommes absolument pas renseignés. Si vous n'avez pas résilié votre contrat durant cette période, il est trop tard après. Je fus embarqué sur le croiseur Colbert à Brest et je peux vous dire que je n'ai jamais autant astiqué de ma vie. (...)

J'ai demandé la résiliation de mon contrat. On m'a répondu qu'il était impossible de le faire sans

motifs valables, d'ordre civil ou familial, ou d'être mis à la porte par eux-mêmes. La dernière solution me paraît très bonne. Je décide donc de les emmerder jusqu'à la résiliation de mon contrat. (...)

Bien des jeunes croient, par la publicité mensongère de la Marine nationale, pouvoir obtenir un reclassement dans le civil.

Je me suis engagé trois ans et je peux vous dire qu'en sortant de ce bordel, je ne serai pas reclassé. (...)

J.P. G.

## Comment on soigne le chauvinisme parmi les soldats stationnés en Allemagne

(...) Dans la région de Spire en Allemagne, lors d'une manœuvre inter-régimentaire de l'armée française, un accident grave de la circulation a entraîné la mort d'un motard civil allemand, dans la nuit du 18 au 19 septembre dernier.

Comment cela s'est-il passé ? Un chauffeur du 10<sup>e</sup> régiment du Génie, qui revenait de cette manœuvre, a percuté à un croisement la moto du civil, qui fut tué sur le coup.

Responsabilité des chefs du convoi ? Responsabilité personnelle du chauffeur ? Nul ne le sait.

Toujours est-il que, dans les jours qui suivirent, des bagarres eurent lieu entre de jeunes Allemands et des bidasses français. Résultat : plusieurs blessés parmi les militaires français. Suite à cela, un climat violemment anti-allemand fut orchestré dans les casernes de Spire par la hiérarchie militaire. Il y eut une note de service dans ce sens et certains gradés envisageaient même sérieusement d'aller « casser du Boche ». (...)

I. L.

Susciter ou exciter le nationalisme est un des aspects de l'entreprise d'abrutissement de l'armée contre les jeunes. Ici, le prétexte est d'autant plus grossier que l'armée française porte tout de même sa part de responsabilité dans l'accident.

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**

pour une période de un an : prix 90 F.  
pour une période de six mois : prix 50 F.

**LUTTE DE CLASSE**

pour une période de un an : prix 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE**

pour une période de un an : prix 10 F.  
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Je joins la somme totale de : francs

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

# Barre est sensible aux protestations de la Bourse, des travailleurs, il n'entendra que la force !

Le franc accélère sa chute. Les valeurs boursières s'effondrent. Les événements viennent d'apporter un démenti immédiat à la prétention de Barre de combattre l'inflation et la crise économique.

En lançant des appels, tantôt désespérés, tantôt courroucés aux politiciens de sa propre majorité, aux bourgeois de sa propre classe, Barre souligne son impuissance.

Il est totalement impuissant devant la crise de l'économie, totalement impuissant devant l'effondrement de la monnaie, tout professeur d'économie qu'il soit. La crise est mondiale. Elle est celle de l'ensemble du système économique capitaliste. Les monnaies et les valeurs boursières chutent, simultanément ou successivement, dans l'ensemble du monde capitaliste.

Mais Barre est impuissant même face aux siens, face à sa propre classe. Les bourgeois n'ont confiance ni en la reprise économique, ni en la prétention de Giscard-Barre d'y parvenir. Ils n'ont que faire des appels à investir, à ne plus spéculer contre leur propre monnaie, à ne plus mettre leur argent à l'abri à l'étranger. Les capitalistes ne s'occupent pas d'intérêts généraux, pas même de ceux de leur propre classe, dès lors que ces intérêts généraux semblent contrecarrer leurs intérêts particuliers.

L'actuelle accélération des fuites de capitaux, de la spéculation sur les valeurs boursières, est-elle due au simple fait que l'on parle d'impôt sur le capital, ou la crainte de l'arrivée de la gauche au pouvoir ? Peu importe. La classe bourgeoise manifeste sa morosité, à sa façon. Et dans une situation de crise générale, le moindre mouvement d'opinion des détenteurs d'argent suffit pour, à son tour, aggraver la crise.

La bourgeoisie est en désarroi devant la crise de son propre système économique. Mais si elle ne peut rien contre la crise, elle pense pouvoir au moins la faire payer à la classe ouvrière, aux couches travailleuses. C'est ce qu'elle exige aujourd'hui de l'équipe Giscard-Barre. C'est ce qu'elle exigera

demain de ceux qui leur succéderont.

C'est à partir de cette constatation que la classe ouvrière doit élaborer sa propre politique.

La crise, c'est la guerre ouverte, déclarée, du capital contre le monde du travail. Plus la crise est grave, plus les capitalistes déploieront leur hargne, leur férocité pour détrousser, pour piller toutes les couches laborieuses; pour piller les ouvriers, pour piller aussi ceux des paysans, des petits commerçants ou artisans, qui vivent de leur travail, et pas de l'exploitation des autres. Et ils le feront avec l'aide de l'Etat qui est à leur service. Ils ne feront pas de sentiment. Ils réduiront le plus grand nombre à la misère, pour sauvegarder leurs capitaux et, si possible, leurs bénéfices.

Pour cela, ils utiliseront le mensonge et la ruse, tant que cela suffira. Ils utiliseront la force quand ce sera nécessaire. Il faut que les travailleurs le sachent. Il faut qu'ils s'y préparent. Et s'y préparer, c'est se donner un programme de revendications, dont la satisfaction est indispensable pour préserver les conditions d'existence de la classe ouvrière et des autres couches laborieuses face à la crise. S'y préparer, c'est aussi envisager les moyens permettant d'imposer ces revendications.

Les travailleurs ont besoin d'un salaire décent. Il faut imposer la garantie d'un salaire minimum d'au moins 2 500 F aujourd'hui.

Les travailleurs ont besoin de préserver leur salaire contre l'effondrement du pouvoir d'achat de la monnaie. Il faut imposer l'échelle mobile des salaires.

Les travailleurs ont besoin de leur gagne-pain. Il faut imposer l'interdiction de tout licenciement et la répartition du travail entre tous.

Ces revendications sont vitales. Et il n'est pas possible de les obtenir en respectant les intérêts des capitalistes. Le capital a plongé l'économie dans la crise. Il faut que les travailleurs imposent leur contrôle sur le capital, sur les usines, sur les machines, sur l'ensemble de l'économie.

Arlette LAGUILLER

## Farces et attrapes dans la majorité

Les onze députés de la majorité (dont dix UDR) qui ont déposé une proposition de loi pour imposer les fortunes de plus de deux millions de francs ont joué un tour pendable à Barre et, à travers lui, à Giscard.

D'abord parce que la discussion sur cette proposition de loi, dans et en dehors du Parlement, a de nouveau souligné la division de la majorité. Ensuite parce que la seule annonce d'une telle proposition — Barre lui-même l'affirme — a contribué à précipiter la fuite des capitaux donc à aggraver les avatars du franc et des valeurs boursières françaises. Ce qui n'arrange évidemment pas les affaires du Premier ministre, ni même finalement les intérêts de l'ensemble de la majorité.

L'initiative de la proposition de loi remonte plus haut que les députés

qui l'ont proposée. Chaban et Debré ont déjà donné de la voix pour réclamer un impôt sur le capital. Chirac lui-même, qui était hostile à ce type de mesure tant qu'il dirigeait le gouvernement, y trouve subitement un charme certain, depuis qu'il a pris ses distances par rapport à Giscard. L'impôt sur le capital est devenu désormais un cheval de bataille pour les ténors de l'UDR.

En partie pour couper l'herbe sous le pied de l'opposition réformatrice. Cette dernière présentait en effet cette mesure indolore, en vigueur dans plusieurs pays capitalistes, comme le fin du fin des mesures anti-capitalistes. Le fait que les députés UDR parmi les plus réactionnaires reprennent l'idée à leur compte en montre la portée.

Mais, autant et plus que contre

l'opposition de gauche, la démagogie de l'UDR est dirigée contre ses partenaires de la majorité, en particulier contre les Giscardiens. Dans la bataille électorale ouverte depuis longtemps, l'UDR tient à grappiller des voix du côté de ses rivaux. Tant pis pour les intérêts généraux de la majorité. Tant pis même pour les intérêts de la bourgeoisie.

Car si la mesure proposée d'impôt sur le capital est indolore, la démagogie qui est faite autour d'elle n'est pas sans danger. Les événements de ces derniers jours l'ont montré. Pour quantité de bourgeois bornés, l'idée même que l'on puisse envisager d'effleurier leurs capitaux est une idée scandaleuse. Ils viennent de le dire — et voilà la Bourse qui s'effondre, et Barre qui s'affole.

Renforcer la pagaille monétaire « par divertissement et par snobis-

me intellectuel » ! — fulmine Barre — est vraiment faire preuve d'une irresponsabilité inqualifiable pour des hommes politiques ! Il n'a certes pas tort, du point de vue de sa classe. Les politiciens de l'UDR sont en effet irresponsables en se livrant à la démagogie dans les conditions actuelles — même si ce n'est nullement le snobisme qui les motive, mais des calculs électoraux.

Mais après tout, les politiciens de l'UDR ne sont pas plus irresponsables en se livrant à la surenchère électorale que ne le sont les bourgeois eux-mêmes en s'affolant devant cette surenchère, quitte à précipiter la chute du franc. La bourgeoisie a simplement les politiciens qu'elle mérite; bornés, plus préoccupés de leurs intérêts particuliers que des intérêts généraux de leur classe.

Georges KALDY

## ESPAGNE :

# la droite s'organise en vue des élections

Samedi 9 octobre, à l'initiative de six anciens ministres de Franco, un nouveau parti politique de droite, l'Alliance Populaire, est né en Espagne. Il s'est constitué autour d'hommes comme Lopez Rodo, représentant de l'Opus Dei, Frederico Silva Munoz, dirigeant de la Démocratie Chrétienne, Manuel Fraga Iribarne, ancien ministre de Juan Carlos, Criz Martinez Esteruelos, Gonzalo Fernandez de la Mora.

Ces anciens serviteurs de Franco sentent bien le vent tourner et ne veulent pas être laissés pour compte dans l'évolution du régime. L'évolution engagée vers un régime parlementaire les oblige à faire peau neuve et à se regrouper de façon à pouvoir participer au jeu parlementaire et avoir du poids sur le plan électoral. Instruits par l'expérience du Portugal où, après le changement de régime, un grand parti de droite n'a pas pu être mis sur pied et où le terrain est donc resté libre pour les partis de gauche, la droite espagnole préfère prendre les devants.

Le manifeste de l'Alliance Populaire est d'ailleurs très

clair : il se prononce pour « la continuité et la réforme dans le but de prendre part de façon décidée à la vie publique et aux consultations électorales ». Il exprime aussi le désir de l'Alliance de jouer en Espagne le rôle des « conservateurs en Grande-Bretagne ou de l'UDR en France ». Notons tout de même que l'option « démocratique et réformatrice » proposée a ses limites, puisque le Parti Communiste et les « groupes terroristes et séparatistes » devraient rester hors la loi.

La formation de l'Alliance Populaire ne va pas mettre un terme à l'agitation de la droite espagnole, au contraire. Par exemple, le ralliement de Silva Munoz à l'opération Alliance Populaire a suscité une crise au sein de la Démocratie Chrétienne, dont la majorité se refuse à s'engager dans cette voie. Aussi, d'autres tentatives de regroupements risquent d'avoir lieu entre les courants qui restent en dehors de l'Alliance Populaire.

Ainsi, les anciens piliers du franquisme participent eux aussi à l'évolution du régime.

Car la constitution d'un ou deux grands partis de droite, qui soient capables de jouer le jeu parlementaire et aient le poids suffisant pour faire pièce aux partis de gauche, sur le plan électoral comme dans l'arène du Parlement, est indispensable au bon fonctionnement de ce type de régime. Car il est bien évident que, si la bourgeoisie espagnole a fait le choix de tenter de mettre sur pied un régime parlementaire, ce n'est pas pour mettre d'office les partis de gauche au pouvoir. Bien au contraire, il est certain qu'elle ne souhaite pas avoir simultanément à inaugurer le Parlement et un gouvernement de gauche. Dans le cadre de l'évolution en douceur qu'elle recherche, elle préfère faire appel à son ancien personnel politique, pour peu que celui-ci ait la bonne volonté de se mettre au goût du jour. C'est dire que les grandes manœuvres de la droite non seulement s'inscrivent dans le cadre de l'évolution du régime, mais peuvent même contribuer à accélérer celle-ci.

Dominique CHABLIS.

## BOMBE ATOMIQUE :

# Le danger vient des professionnels... et de ceux qu'ils servent

Comment construire une bombe atomique ? En cherchant les plans dans les revues scientifiques ! Un étudiant américain vient de le démontrer.

Après quatre mois de travail, il a reconstitué les plans d'une bombe atomique d'une puissance égale au tiers de celle qui a éclaté à Hiroshima en 1945. Et à ce qu'il paraît, les difficultés d'accéder aux ingrédients ne sont pas insurmontables. Que des amateurs puissent fabriquer des engins de mort dans une cave et ensuite menacer de s'en servir est plutôt inquiétant, bien que cela ne soit que du travail d'amateur.

Mais ce ne sont pas les amateurs qui représentent le danger, mais les professionnels, les militaires qui disposent de suffisamment de bombes A et H pour faire sauter la planète plusieurs fois. Surtout qu'ils n'arrêtent pas de perfectionner leurs bombes et même de les promener sans cesse dans les airs et sous les mers, pour être sûrs de pouvoir s'en servir !

C.C.

## LES NOSTALGIQUES D'HIROSHIMA

Les 9 et 10 octobre, à Harlington (Texas), l'armée américaine a fait une démonstration qui paraît incroyable tant l'idée en est odieuse : elle a reconstitué un bombardement atomique, tel celui qui a fait plus de 130.000 morts à Hiroshima en 1945.

Sans doute pour que cela fasse encore plus vrai, ce serait le général ayant piloté le bombardier d'Hiroshima qui était aux commandes à Harlington.

Ainsi, ce gigantesque massacre, l'état-major US a découvert qu'il pouvait encore servir et sa réédition — fictive bien sûr — a été organisée comme on monte un grand spectacle. 40.000 personnes ont payé leur place pour voir ce largage de bombes A et leur argent servira pour la sauvegarde... des avions de la Seconde Guerre mondiale !

Tout cela est ignoble. Aussi bien le spectacle que les faits monstrueux qui lui ont servi de modèle.

## ITALIE :

# La colère des victimes de Seveso

Dimanche dernier, à Seveso, après avoir forcé les barrières interdisant l'accès de la région contaminée, cinq cents sinistrés ont réintégré leurs maisons. Ce n'est qu'à la nuit qu'ils ont accepté d'évacuer les lieux, après que les autorités leur ont adressé plusieurs appels et que des incidents eurent lieu avec les carabiniers tentant de les refouler. Tous sont d'anciens habitants de la zone A, la plus touchée. Tous y possédaient leur petite maison, acquise au prix d'années d'économies et de restrictions. Depuis l'apparition du nuage de dioxine au-dessus de l'usine d'ICMESA, le 10 juillet dernier, ils ont été évacués et logés dans des motels de la région.

Oh, bien sûr, depuis cette date, bien des promesses ont été faites. Mais plus le temps passe et plus l'avenir devient incertain. A l'heure actuelle, les autorités italiennes avouent ignorer le degré exact de pollution. Bien mieux, elles estiment que, même en se mettant au travail dès maintenant,



il est hors de question de rendre la zone contaminée propre à une activité normale dans un avenir prévisible.

Alors, les sinistrés de la zone A sont excédés. Leur action, qui n'était pas sans risque, marque assez leur désespoir. Et il y a de quoi car, dans tout cela, personne ne paraît se préoccuper de leur sort.

Or c'est l'incurie criminelle du trust ICMESA qui a privé les sinistrés du peu de choses qu'ils possédaient. Et que leur répondra-t-on, s'ils réclament que le trust répare le mal qu'il a fait ? Que « la justice suit son cours »... Oui bien sûr, des procès il va y en avoir, et aussi des procès en appel. Mais combien de temps cela va-t-il durer ? Quand seront-ils indemnisés ? Quelles garanties ont-ils de l'être un jour ?

Pour que la population de

Seveso ait accepté le risque de retourner dans la zone dangereuse, il faut vraiment que la persistance des conditions d'assistés qui leur sont réservées depuis leur évacuation leur soit intolérable.

Alors même que l'on fait des victimes de Seveso des assistés, contrains de se contenter de la charité de l'Etat, les responsables de la société ICMESA continuent tranquillement à faire tourner leurs usines et rentrer leurs profits.

Le capital de la société, ses biens, ses usines, ses bâtiments doivent permettre l'indemnisation immédiate et la réinstallation des habitants de la zone sinistrée dans des conditions équivalentes à celles d'avant la catastrophe.

Et pas comme des assistés, mais comme des ayants droit !

François ROULEAU.

## USA :

# Une démocratie pour le cirque

Au hit parade des élections présidentielles américaines, la cote de Ford vient de faire un remarquable plongeon.

En déclarant au détour d'une phrase anodine qu'« il n'y avait pas de domination soviétique sur l'Europe de l'Est » et que « des pays comme la Yougoslavie, la Roumanie, la Pologne étaient indépendants », Ford s'est aliéné le soutien des Américains originaires de ces pays et d'une bonne partie de l'opinion qui y a vu une gaffe monumentale. C'est ainsi que dans les Etats de l'Illinois, de l'Ohio, du Michigan, de Pennsylvanie, où les minorités ethniques d'Europe orientale sont nombreuses, cet écart de langage risque de le mettre dans une situation très embarrassante.

Carter, son adversaire, s'est indigné. Non pas qu'il se soucie en quoi que ce soit du sort des peuples de l'Europe de l'Est. Non pas qu'il soit lui-même à l'abri du même genre de « gaffe ». Mais il s'agissait avant tout pour lui d'exploiter à fond le faux pas d'un adversaire qui a eu le tort d'oublier, un seul instant, d'enfourcher un cliché anti-communiste. Et Carter en a profité quant à lui pour se mettre au diapason des sondages... et des réflexes anti-communistes habituels. Mais bien entendu Ford et Carter défendent exactement la même politique, celle de l'impérialisme américain. Et s'ils font semblant de s'affronter dans des débats télévisés retransmis par toutes les chaînes de télévision à travers tous les Etats, c'est pure forme. Tout ce spectacle de cirque n'existe que pour faire croire qu'en matière de politique c'est le peuple souverain qui décide. En fait de souveraineté, la seule qu'on lui reconnaisse c'est celle de choisir, entre deux singes, lequel fait la meilleure grimace.

Sylvie FREJUS.

## "Négociations" sur fond de massacre

Depuis le mardi 12 octobre, une nouvelle offensive syrienne se développe dans le Sud-Liban, contre les forces de la Résistance palestinienne et de la gauche libanaise. Peu à peu, l'armée de Damas poursuit ainsi son opération d'écrasement et d'écrasement de la zone qu'elles tiennent. A sa suite, comme c'est maintenant devenu classique, les troupes de la droite chrétienne s'engouffrent et « règlent les comptes » à leur manière sanglante. Et comme si cela ne suffisait pas, les forces israéliennes apportent leur soutien logistique à l'opération. Elles bloquent les ports tenus par les forces palestino-progressistes, et même ar-

ment directement les milices chrétiennes.

Pendant que, sur le terrain, se déroule ainsi ce qui ressemble de plus en plus à une curée contre les forces de gauche et les Palestiniens, la comédie des « négociations » continue. A Chtaura, la localité de la montagne libanaise où se déroulent les pourparlers, un « accord » — un de plus — a été conclu entre les représentants palestiniens, le président de la République libanaise, Elias Sarkis, et les représentants syriens. Les Palestiniens s'engageraient à se retirer d'un certain nombre de positions qu'ils tiennent, en échange d'un retrait réciproque de la droite chrétienne.

Mais la droite chrétienne a déjà fait savoir qu'elle refusera de toutes façons de se retirer, tandis que, par contre, l'armée syrienne s'emploie à déloger effectivement les forces palestiniennes des positions en cause !

La comédie des négociations a pourtant son importance. Car c'est là que se prépare la « solution politique » de la guerre civile libanaise. La tentative d'écrasement militaire des forces de la gauche et des Palestiniens a besoin de se camoufler derrière la comédie de « l'arbitrage » de Damas. Quant à Elias Sarkis, le président de la République légale, il prépare, pour après la fin

de la guerre civile, la mise en place d'un régime qui ait l'apparence d'un régime de réconciliation entre musulmans et chrétiens.

Mais ce type de « solution » politique nécessite une chose : c'est qu'au préalable les forces militaires du rassemblement palestino-progressiste soient défaites. C'est pourquoi, plus que jamais, c'est sur le terrain que se joue l'issue de la guerre civile. C'est pourquoi, imperturbablement, l'armée syrienne poursuit son offensive. C'est pourquoi les « médiateurs » en tous genres, des divers gouvernements arabes au gouvernement français, la

laissent agir. Car ce n'est que sur la base de cet écrasement militaire des palestino-progressistes qu'ils pourront jouer, efficacement, la comédie de la « médiation ».

Voilà tout le soutien que la gauche et les Palestiniens peuvent attendre de ces « médiateurs ». Et cela juge aussi la politique d'Arafat et de Joumblatt, plus enclins à en appeler aux dirigeants arabes ou à Giscard d'Estaing qu'aux véritables alliés des masses libanaises et palestiniennes : les autres peuples du Moyen-Orient qui ont, à Damas ou au Caire, les mêmes ennemis qu'eux.

André FRY

# CHINE

## Lutte de cliques pour la succession de Mao

Moins d'un mois après la mort de Mao, la lutte pour le pouvoir semble faire rage au sein des hautes sphères de l'appareil d'Etat et du Parti Communiste Chinois. A l'heure où nous écrivons, la veuve de Mao, Chiang Ching, le second vice-président du parti, Wang Hungwen, le vice-Premier ministre, Chang Chun-chio, et l'écrivain Yao Wen-yuan auraient été arrêtés, peut-être exécutés. Il semblerait que le ministre de la Culture, Yu Hui-yung, et le neveu de Mao, Mao Yuanhsin, feraient également partie d'un lot d'arrestations qui pourraient comprendre plusieurs dizaines de personnes.

Aucune de ces informations n'a pour le moment été confirmée officiellement.

Cela est d'ailleurs bien significatif de la nature du régime chinois : ces révolutions de palais qui ne transpirent qu'après coup, l'absence de débat public et même d'informations sur les conflits qui se développent dans les milieux dirigeants, tout cela prouve, s'il en était encore besoin, que le régime n'est en rien démocratique et que, dans cette République qui se dit « populaire », la population n'a guère son mot à dire.

Du vivant de Mao, le régime politique reposait entièrement sur son arbitrage suprême. C'est lui et personne d'autre qui concentrait entre ses mains les rênes du pouvoir. Et il n'est guère étonnant que sa disparition entraîne une crise et une lutte acharnée de ses successeurs pour le pouvoir.

Evidemment, la mort de Mao n'a pas été une surprise : tout le monde, et lui-même, l'attendait, s'y préparait depuis quelques années. Mais il n'était pas possible à Mao de régler le problème de sa succession de son vivant. En effet il aurait pour cela été nécessaire de mettre en place de longue date un dauphin, qui aurait peu à peu concentré les pouvoirs entre ses mains et qui aurait peu à peu joui d'une autorité égale à celle de Mao. Or le propre de ces régimes, basés sur l'autorité suprême d'un seul homme, c'est justement de n'avoir qu'une seule tête et d'être incapable de faire place à un numéro deux qui aurait assez de poids pour être en mesure de contester l'arbitre suprême. Et de ce fait, Mao a régulièrement éliminé un certain nombre de personnages qui auraient peut-être pu un jour prétendre à ce rôle. Cela a été le cas ces

dernières années de Liu Shao-chi et de Lin Biao, par exemple.

Aujourd'hui que le « grand timonier » est mort, le régime n'est pas plus démocratique, mais il a perdu son arbitre. C'est pourquoi il y a crise, en attendant qu'un nouvel arbitre émerge. Et c'est pourquoi les luttes se font plus vives entre les candidats à la première place. Pour l'instant, il semble que Hua Kuo-feng, nommé officiellement au poste de président du Parti Communiste Chinois, l'ait emporté. Mais il est bien loin de jouir de l'autorité incontestée dont jouissait Mao et il n'est pas dit que demain ce ne sera pas lui qui sera éliminé à son tour.

Tous ces remous n'impliquent pas pour autant un changement de la politique chinoise. Rien ne permet de dire qu'au-delà de la lutte de personnes, des politiques différentes s'affrontent.

Ceux qui voient aujourd'hui dans le triomphe de Hua Kuo-feng un facteur favorable au rapprochement avec les USA semblent oublier que la rupture Chine-USA n'a jamais été le fait de la Chine, mais bien une politique délibérée de la part des USA, et que le rapprochement annoncé par Nixon n'a

jamais suscité de contestation au sein du personnel politique chinois.

Mais le plus frappant, c'est cette unanimité de la presse pour présenter les dirigeants écartés comme une tendance de « gauche », « radicale », plus liée aux intérêts de la population laborieuse, face à la tendance « modérée » de Hua Kuo-feng. C'est passablement ridicule.

Car ces hommes, dont l'ascension politique date de la Révolution culturelle, ont gagné leurs galons dans une lutte acharnée contre les aspirations des travailleurs à mieux vivre, contre leur résistance à refuser les mesures draconiennes d'austérité imposées à l'époque par le régime. Il ne faut pas se fier aux mots, mais bien plutôt comprendre la réalité sociale qu'ils recouvrent. La Révolution culturelle n'avait de « révolution » que le nom : cela a été au contraire une gigantesque mise au pas de la classe ouvrière et de la population laborieuse dans son ensemble.

Non, la lutte actuelle n'est pas une lutte entre une gauche plus ou moins liée aux masses et une droite visant à renforcer le rôle de l'armée. C'est d'ailleurs par l'intermédiaire de cette même armée que ceux qu'on présente comme les

dirigeants de la gauche ont organisé et encadré la petite bourgeoisie estudiantine des villes lancée contre les travailleurs pendant la Révolution culturelle. Les clans en présence ne représentent en rien des couches sociales différentes. Et en particulier aucun ne représente la classe ouvrière.

Et on ne peut même pas dire que ces dissensions internes constituent pour le régime une faille par laquelle risqueraient de s'engouffrer des mouvements populaires et une remise en cause par les travailleurs du régime lui-même.

Celui-ci semble suffisamment solide pour traverser la crise, et le calme de la population, soulignée par tous les témoins, n'est sans doute pas qu'une apparence. Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'il ne pourrait y avoir, dans les jours qui viennent, des mobilisations commandées d'en haut pour plébisciter après coup le nouvel homme fort du moment. La rapidité même avec laquelle les luttes internes ont transpiré semble bien prouver que ces messieurs sont suffisamment rassurés sur la stabilité du régime pour s'entre-déchirer sans vergogne à pleines dents pour leurs petits intérêts de clan.

Dominique CHABLIS

# THAILANDE

## Le retour de l'armée au pouvoir

C'est par des massacres et des lynchages que l'armée est revenue au pouvoir en Thaïlande. Une répression féroce s'est abattue, particulièrement sur les étudiants de l'université de Bangkok contre qui policiers, militaires et milices d'extrême-droite se sont acharnés.

Plusieurs milliers d'entre eux ont été emprisonnés, les partis sont interdits, la Constitution est abrogée. L'expérience d'un gouvernement civil en Thaïlande s'est achevée par l'écrasement des étudiants, et une mise au pas de toute la population.

C'était l'émeute des étudiants de Bangkok qui en 1973 avait entraîné la chute de la dictature militaire et chassé les généraux Thanom et Prapass. Les étudiants voulaient s'opposer à leur retour trois ans après. En vain. La Thaïlande n'aura pas connu longtemps l'expérience d'un gouvernement civil.

Depuis 1932, date de la monarchie constitutionnelle, c'est la puissante armée thaïlandaise qui faisait la pluie et le beau temps et ce sont ses différentes cliques et fractions qui se disputaient tour à tour la lucrative direction de l'Etat. Une nouvelle fois, les militaires viennent de couper court à la dernière en date des

tentatives d'instauration de la démocratie.

Pourtant, ce qu'il y avait de nouveau dans la situation thaïlandaise, c'est l'intervention par deux fois d'une fraction de la jeunesse étudiante. La mobilisation de cette jeunesse est significative du mécontentement qui règne au sein de certaines couches de la population.

La manne américaine due à la présence de son armée s'était déversée sur la Thaïlande, pour être aussitôt récupérée par l'oligarchie militaire et foncière. Pas un seul canal de l'économie n'a été réellement irrigué par cet afflux de dollars. L'essor factice qu'a connu la Thaïlande n'a contribué qu'à creuser encore les fossés qui existent d'une part entre la ville et la campagne, d'autre part entre la couche dirigeante complètement corrompue et le restant de la population. Les militaires ou les fonctionnaires locaux ont profité des routes et autoroutes bâties par les Américains pour s'approprier de nouvelles terres : sur une population à 80 % paysanne, plus de 60 % n'ont plus de terre et le reste ploie sous les impôts et les dettes, dont le montant d'intérêt peut se monter jusqu'à 50 %.

Enfin, Bangkok est devenue la



La répression contre les étudiants de Bangkok, prélude au coup d'Etat de l'armée. (Sipa)

capitale des trafiquants et de la prostitution. Aussi même les privilégiés, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, désapprouvaient la corruption, le trafic, l'absence de liberté. C'est ce mécontentement qui s'est exprimé à travers la mobilisation des étudiants. Mais, seuls, les étudiants n'étaient pas aptes à prendre en charge les transformations qui s'imposaient : la réforme agraire, la lutte contre la corruption, le départ des troupes américaines. Aucun des partis « démocrates »,

au pouvoir pendant ces trois ans, ne voulait ni ne pouvait prendre de telles mesures. Et les étudiants qui s'étaient battus pour un régime démocratique ne pouvaient en aucune façon en changer le cours. Aussi, après trois ans de dictature à fiction démocratique et trois ans d'instabilité gouvernementale, l'armée est revenue au pouvoir, une fois son unité retrouvée. En 1973, une partie des officiers, mécontents des dictateurs en place qui bloquaient les promotions au profit

de leur « clientèle », avaient accepté l'expérience du gouvernement civil. Aujourd'hui, l'unité semble s'être faite autour d'un nouvel axe. Elle peut reprendre le pouvoir. Entre la dictature militaire et la révolution des exploités thaïlandais, pour balayer l'Etat au service des privilégiés et de l'impérialisme, il n'y a pas de place pour la démocratie parlementaire. La Thaïlande vient d'en faire la sanglante expérience.

Irène BROSSARD.

# RHODESIE

## Les mouvements nationalistes en rivalité pour la succession de Ian Smith

Au fur et à mesure qu'approche le 25 octobre, date prévue pour l'ouverture des négociations à Genève, des difficultés nouvelles surgissent. Alors que la passation des pouvoirs prévue par le plan Kissinger, du régime ségrégationniste de Ian Smith à un régime africain, semblait de gré ou de force admise par tous les participants, y compris par les dirigeants racistes de la minorité blanche, les querelles qui viennent d'éclater au grand jour entre les différentes tendances nationalistes africaines semblent repousser cette solution dans le temps.

La minorité raciste redoute bien sûr de devoir se retirer tout de suite et même de négocier autrement qu'en préservant son appareil de répression. Son régime est condamné, elle le sait. Mais ce sont les délais, les conditions et même si possible des

garanties qu'elle veut essayer de négocier. Et en attendant, ce régime sur son déclin continue cependant de tuer chaque jour des Africains qui se battent. Les mesures de terreur s'amplifient même, au point que récemment, un Blanc pourtant, un évêque, connu internationalement pour son opposition et ses prises de positions publiques contre le régime raciste de Smith, a été condamné à dix ans de travaux forcés.

C'est dire si, chaque jour de survie pour le régime de Smith, ce sont de nouvelles peines, de nouvelles humiliations qui s'abatent sur la population africaine spoliée et rabaissée.

C'est pourquoi dans ce cadre que les dirigeants nationalistes africains, primitivement tous ralliés au plan Kissinger et prêts aux négociations, ont changé brutalement de position et que le leader du ZAPU, J. Nkomo, connu



Côte à côte les dirigeants nationalistes, Mugabe, Siundika, et Nkomo, hier adversaires, aujourd'hui — et peut-être provisoirement alliés — dans la course à la succession de Ian Smith. (UPI)

jusqu'à pour ses positions conciliatrices et modérées vis-à-vis de l'impérialisme américain, se déclare partisan de la lutte jusqu'au bout et s'allie au leader radical Mugabe, chef des guérilleros du ZANU, son ennemi de la veille pour fonder un Front patriotique.

Ces deux mouvements ont senti la nécessité d'apparaître comme suffisamment forts et représentatifs, face au troisième mouvement, l'ANC (le Conseil national africain), qui n'a d'autre tort à leurs yeux sans doute que d'apparaître comme le plus puissant et le mieux placé.

Les intérêts de la population rhodésienne dans tout cela, il n'en est guère question, leur préoccupation essentielle et leur souci dominant étant de parvenir à s'asseoir dans la meilleure position possible à la table des négociations avec Ian Smith et de se faire admettre chacun par l'impérialisme comme interlocuteur valable, voire comme le seul interlocuteur.

Quitte pour cela à utiliser les rivalités ethniques entretenues jusque-là par l'impérialisme britannique et à prendre le risque de déclencher la guerre civile entre les différentes ethnies de Rhodesie, pourtant tout aussi opprimées les unes que les autres, comme cela s'est d'ailleurs passé en Angola il y a peu.

L'exemple de Nkomo vient de montrer avec quelle facilité les dirigeants des courants nationalistes sont capables de changer de langage et d'adopter un ton radical, s'ils le jugent utile dans le cadre de leurs rivalités pour le pouvoir. Cette différence circonstancielle dans leurs langages n'en fait pas pour autant des représentants d'intérêts de classe différents.

Bien sûr, tous ces mouvements nationalistes, à leur façon, ont représenté les aspirations à l'émancipation nationale de la population de Rhodesie. Mais même dans la Rhodesie ségrégationniste, l'oppression ne pesait pas de la même manière sur tout le

monde. Certains étaient plus opprimés que d'autres. Les travailleurs, les paysans pauvres l'étaient non seulement parce qu'Africains, mais aussi parce qu'exploités. Et la chute du régime raciste ne signifiera pas la même chose pour les uns et pour les autres.

Les opprimés d'Afrique ne peuvent pas attendre leur émancipation complète des courants nationalistes ni de la politique nationaliste, qui cache la différence fondamentale entre les intérêts des exploités et les intérêts des exploités, quelle que soit la couleur de leur peau.

Même la rapidité avec laquelle se réglera le départ du régime ségrégationniste dépend, en dernier ressort, non pas du langage plus ou moins radical que les dirigeants nationalistes utilisent pour asseoir leur audience, mais de la volonté de lutte et du degré de mobilisation des opprimés de Rhodesie.

C. B.

# LE PSU RALLIE L'UNION DE LA GAUCHE

... une  
fois  
de  
plus !

■ Le Conseil national du PSU qui s'est réuni le week-end des 9-10 octobre a confirmé l'orientation de la direction de ce parti en ce qui concerne les prochaines élections municipales. Par 66 % des voix, le Conseil national a en effet adopté un texte dans lequel le PSU affirme qu'il « recherche la conclusion d'accords électoraux avec les partis de gauche dans le plus grand nombre de villes et de villages, dès le premier jour des élections municipales. Il s'agit pour lui, à travers la présence dans les institutions municipales et leur mise en cause, d'approfondir la crise de la droite, les municipalités étant un rouage non négligeable de l'appareil d'Etat bourgeois ».

A dire vrai, cette décision ne constitue nullement une surprise. Elle était attendue, non seulement parce qu'elle confirmait les déclarations de Mousel, mais parce que, au-delà des prises de positions récentes, elle s'inscrit dans la logique même de la politique du PSU. Une des deux tendances minoritaires à ce Conseil national, celle qui préconisait la constitution de « listes révolutionnaires pour l'autogestion », s'étonne et s'indigne aujourd'hui. Dans une déclaration faite à l'issue du vote, elle proteste : « Le texte voté au cours de ce Conseil national peut être considéré comme une grave remise en cause du PSU comme parti révolutionnaire ». Décidément, si l'on dit que l'histoire ne se renouvelle jamais, la petite histoire du PSU, elle, est constituée par des épisodes qui, si les personnages changent,



Mitterrand  
attablé avec des  
représentants  
du patronat  
lors du forum  
de l'Expansion  
(Norma)

A côté  
Christian Berger  
et Michel-Mousel  
secrétaire du PSU  
lors du Conseil  
national (AFP)

Alors que le PSU tend la main à l'Union de la Gauche, Mitterrand trinque avec les patrons.

restent invariablement les mêmes. On disait déjà de Rocard que sa politique remettait en cause le « projet révolutionnaire », du PSU. Ce qui n'a pas empêché le PSU de soutenir dans son ensemble la candidature de Mitterrand dès le premier tour des élections présidentielles. Rocard parti, entraînant derrière lui la majorité des notables, le PSU a pu faire semblant, une fois encore, de se situer à la jonction de la gauche et de l'extrême-gauche, en restant dans le flou politique.

Mais une telle attitude n'est tenable que tant que ne se posent pas les échéances, même aussi limitées que les élections. Et celles-ci se profilent à l'horizon avec les municipales et surtout les législatives. Dès lors, le PSU apparaît tel qu'il est, tel qu'il a toujours été : comme un petit parti réformiste qui, aux côtés des grands partis de la gauche, assume leur « mauvaise conscience ». Une mauvaise conscience qui lui donne son côté critique, qu'on aurait bien tort de confondre avec des options révolutionnaires.

Dorénavant, les illusions et les faux-semblants ne sont plus de mise. Le PSU a tenu, six mois avant les élections, à les dissiper, en proclamant que son choix était fait.

Il y a de fortes chances pour que les partis de l'Union

de la gauche ne restent pas sourds à sa requête. Sous quelle forme lui offriront-ils un strapontin ? Cela dépend bien sûr de l'attitude de la direction du PSU. Mais en ce qui le concerne, il est, semble-t-il, prêt à payer le prix fort pour ne pas être laissé sur la touche, en particulier lors des futures élections législatives. Mais cela dépend surtout de l'attitude du Parti Socialiste et du Parti Communiste. Pour le Parti Communiste, l'occasion n'est pas mauvaise d'utiliser le PSU pour faire pièce, au moins localement, aux prétentions du Parti Socialiste. C'est la raison qui fait que l'initiative des dirigeants du PSU est accueillie d'un œil plutôt favorable du côté du PCF. Quant au Parti Socialiste, s'il manifeste plus de réticences, c'est qu'il ne voit guère l'intérêt d'introduire dans l'alliance un partenaire un peu turbulent, dont il peut espérer de toute façon, la dynamique électorale aidant, récupérer les électeurs et, pourquoi pas, peut-être bon nombre de militants. Les mois qui viennent risquent de toute façon d'être fertiles en petites manœuvres de ce côté-là. Mais une chose est d'ores et déjà certaine, c'est que le PSU s'est amarré au char de l'Union de la gauche. Mais est-ce vraiment nouveau ?

Jean-Pierre VALI

## Quand Mitterrand s'adresse aux patrons

lieu à des dividendes.

Et Mitterrand donne l'exemple de la nationalisation d'EDF, pour laquelle les actionnaires n'ont pas eu de regrets, puisque la CGE a pu constituer son patrimoine comme cela et devenir un groupe puissant. Mitterrand a répété que, pour lui, « le droit de propriété est et reste légitime ». Il ne tiendra pas compte « des campagnes d'affolement » pour le taux de remboursement, c'est-à-dire des cours de la Bourse. « Vous êtes une puissance que l'on doit ménager et contrôler, parfois mettre à la raison ». Ces mots de Mitterrand, patelin, aux chefs d'entreprises précédaient sa question : « D'où vient le malentendu que vous croyez que nous ne voulons pas protéger les entreprises ? »

En effet d'où ?

Sûrement pas du désir du Programme commun de nationaliser le système bancaire, qui l'est déjà aux deux tiers, et que le dirigeant de l'Union de la gauche a présenté comme une défense du capital industriels contre les banques qui les dévorent.

Et, pour ne pas oublier les industriels qui exportent, Mitterrand se déclare « prêt à examiner tout ce qui pourrait être une gêne » au développement des exportations. Il ne refuse ni le profit ni l'économie de marché. « On peut rêver, dit-il, mais moi je ne rêve pas ». Entre les syndicats et les patrons, il y a un conflit historique inévitable : « Il faut savoir le dépasser ». Voilà pour son socialisme.

Pour rassurer M. Serge Dassault, qui craint que les grèves ne se développent avec la venue de la gauche au gouvernement, il lui rétorque que, avec un gouvernement ayant le consentement social, la paix sociale serait mieux assurée demain qu'aujourd'hui. Car ce gouvernement « saura et pourra s'expliquer avec les syndicats ».

Tout cela fut dit sur le ton le plus courtois. Mitterrand s'est montré devant les caméras de la télévision tel qu'il est. Il a voulu donner aux patrons réunis l'image d'un homme digne de leur confiance, le représentant d'une gauche respectueuse de leurs intérêts.

Louis GUILBERT.

## RÉUNIONS PUBLIQUES LUTTE OUVRIÈRE

PARIS

LIMOGES

CLERMONT

APRES LE 7 OCTOBRE, QUELLE POLITIQUE POUR LA CLASSE OUVRIERE ?

● Vendredi 22 octobre - 20 h 30

Palais de la Mutualité Rue Saint-Victor, PARIS-5<sup>e</sup> Métro Maubert-Mutualité

« CONTRE L'AUSTERITE, LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS »

● Vendredi 22 octobre - 20 h 30

Salle Jean-Le Bail ZUP de Cognac LIMOGES

« CONTRE L'AUSTERITE, LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS »

● Vendredi 22 octobre - 20 h 30

Salle 8 - Centre Blaise-Pascal CLERMONT-FERRAND

# On n'est jamais si bien servi que par soi-même



Giscard se targue d'être un bon démarcheur publicitaire. Il vient de nous en administrer la preuve avec le lancement de son petit livre bleu et blanc, Démocratie française.

La campagne en a été préparée avec soin. Rien ne manque : flashes publicitaires prononcés par l'auteur-président lui-même, à la télévision puis à la radio ; campagne radio précédant la sortie du livre, qu'on nous présentait comme le plus grand événement politique et littéraire de l'année ; quatre à cinq cents exemplaires dudit livre envoyés à la presse ; et enfin une cassette enregistrée par Valéry lui-même pour expliquer aux directeurs de journaux ce qu'il leur faudrait en dire ; sans compter, bouquet final, la photo fournie gratuitement, avant même la parution du livre, représentant quelques acheteurs du livre en train de le feuilleter à la sortie de la librairie.

Tant d'ingéniosité et de moyens publicitaires, pour lancer un produit ! Même les plus naïfs finissent par se demander si le produit ainsi vanté est bien le petit livre ou son auteur, en mal de popularité.

## ET EN PLUS ILS NOUS NARGUENT...

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Lagarde, a tiré à Carpentras les conclusions des manœuvres « Provence » qui se sont déroulées du 4 au 9 octobre dans le Sud-Est et auxquelles ont participé près de 5 000 hommes.

Après le lourd bilan de quatre morts et une dizaine de blessés lors de ces fameuses manœuvres, on aurait pu s'attendre à ce que la hiérarchie militaire, dont la responsabilité apparaît écrasante, se sente obligée d'apporter quelques explications.

Or voilà ce que le général Lagarde, pas gêné du tout, a osé déclarer lors de la cérémonie de clôture : « L'armée saisit et saisira toutes les occasions pour faire voir aux citoyens et aux parents ce que nous faisons de leurs impôts et de leurs enfants ».

Le cynisme dépasse les bornes. Et quant cet individu signale au passage le « sacrifice des quatre soldats morts en service », le dégoût que cela inspire est à son comble.

Quand ces quatre garçons ont-ils choisi de perdre la vie dans ces manœuvres absurdes dirigées par des vieilles peaux sadiques ? Jamais ! Pas plus qu'ils n'avaient choisi d'ailleurs d'aller perdre un an de leur vie à se faire embrigader et à obéir à des ordres plus ridicules les uns que les autres.

Ils y ont été contraints et ont été assassinés.

L'armée ne se contente pas d'être une vaste entreprise de

bourrage de crâne. Elle tue, également. Et, à écouter les discours de ses chefs, c'est tout juste si elle ne s'en vante pas !

Michèle DUCHENE.

## ENCORE UNE BAVURE ?

Un des voleurs des tableaux de Picasso, arrêtés à Marseille mercredi 6 octobre, a été retrouvé mort dans sa cellule peu après avoir été interrogé. L'autopsie a conclu à une mort naturelle causée par une crise cardiaque. Telle est la version de la police.

Est-ce la vérité ? N'y a-t-il pas autre chose là-dessous ? La version officielle, trop simple, ne cache-t-elle pas une nouvelle bavure des méthodes de la police ? Chaque fois que ce genre d'accident se produit, on ne peut pas s'empêcher de se poser ces questions, parce que, finalement, on ne sait pas ce qui se passe dans les commissariats ou dans les prisons.

On n'en connaît que ce que la police ou l'administration pénitentiaire veulent bien nous en dire, sans que personne puisse jamais vérifier.

C'est cela qui est anormal. Si la police et la justice étaient réellement au service de la population, comme le prétendent nos gouvernants, il devrait être possible de contrôler les commissariats et les prisons ; il devrait être possible d'y enquêter.

Dans les faits, c'est le contraire. Les flics, les juges, l'administration pénitentiaire ne doivent pas rendre des comptes. Ces

corps spécialisés de l'Etat agissent en dehors de tout contrôle populaire, parce que, fondamentalement, ils sont au service des intérêts de la minorité capitaliste.

Claude CHARVET.

## CONDAMNATION D'ETUDIANTS A ORLEANS

Deux étudiants d'Orléans, membres de la LCR, ont été condamnés en correctionnelle, l'un à 15 jours de prison avec sursis et 500 F d'amende, l'autre à 2 mois de prison avec sursis et 500 F d'amende.

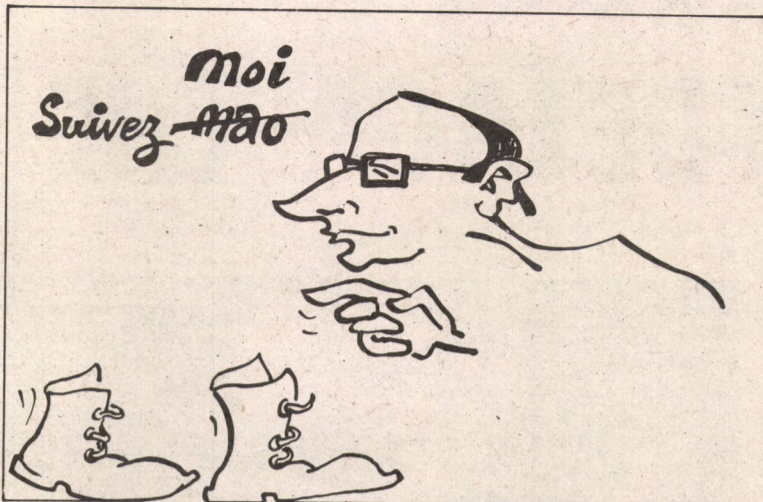
Ils étaient tenus pour responsables d'incidents avec la police qui avaient eu lieu l'an passé dans le campus universitaire, lors de la visite de Soisson. Des flics avaient été blessés dans de brefs affrontements et ils s'étaient bien promis d'obtenir la condamnation de quelques étudiants. Le verdict les a comblés.

Pourtant, au procès, le doyen de l'université lui-même est venu témoigner en faveur des deux étudiants inculpés. Il a dit que les flics en civil n'avaient pas à être sur le campus, puisqu'il ne les y avait pas appelés. Mais aucun témoignage, semble-t-il, ne pouvait infléchir la justice. Contre toute évidence, les deux étudiants ont été déclarés responsables.

Lutte Ouvrière avait manifesté son soutien aux deux inculpés. Nous protestons maintenant contre ces deux condamnations.

Correspondant local.

## en bref du côté de ceux qui nous gouvernent



## DEBRE EN PISTE AU SON DU COCORICO

Michel Debré vient d'annoncer la création d'un « Comité pour l'unité et l'indépendance de la France », cette indépendance étant d'après lui menacée par l'élection du Parlement européen au suffrage universel, élection à laquelle Giscard est favorable.

Ce n'est qu'en mars 1978 que doit avoir lieu cette élection. Et d'ailleurs les opinions de Giscard sont connues depuis belle lurette par Michel Debré. On pourrait donc se demander quelle mouche le pique soudain, s'il n'y avait la proximité des élections municipales et législatives. Car c'est surtout cela qui explique la nouvelle crise patriotique de Debré.

R.B.

Au moment où Chirac a lancé son « appel d'Egletons », il a fallu que Debré rappelle de son côté que lui-même a déjà pris ses distances par rapport à Giscard. Car en ces temps incertains, il est prudent d'être à la fois dans la majorité et « ailleurs ».

Debré a choisi le coq gaulois comme cheval de bataille pour prendre le départ de la course électorale, afin d'éviter que les siens y perdent des plumes.

Yvette BLONDIN.

## LES PETITES PHRASES DE BEULLAC

Beullac a déclaré incidemment, lors d'une conférence de presse, qu'il pensait que la place de la femme était au foyer.

Curieux ! On ne l'avait jamais entendu dire cela chez Renault, où une travailleuse ne peut pas s'absenter pour garder un enfant malade sans perdre sur sa paye !

Mais il faut dire que, maintenant, Beullac est ministre. Et quand on lui demande des comptes sur l'absence d'équipements collectifs de crèches et sur le nombre de femmes au chômage, il faut bien qu'il s'abrite derrière des « arguments », même les plus usés.

(Extrait du bulletin LO RNUR Bureaux du 11-10-76.)

## Victimes de la misère

Neuf personnes habitaient, à Messon près de Troyes, dans un « pavillon » de trois pièces : les murs étaient en craie, le toit en toile goudronnée, le tout rafistolé de grillage et de tôle ondulée. Les pièces s'étaient ajoutées au fil des ans et des naissances.

Huit personnes, dont cinq enfants, sont mortes dans l'incendie qui a détruit leur maison dans la nuit de dimanche à lundi.

Dans de telles conditions, le feu s'est propagé en quelques minutes, embrasant tout le toit.

Certains parlent d'imprudence commise en manipulant la bouteille de gaz dans la cuisine. Mais ce qui est criminel, c'est qu'en 1976 la « qualité de la vie », dont on nous parle tant, c'est pour les patrons et les promoteurs la liberté d'amasser des fortunes. Mais pour des millions de familles travailleuses, c'est être condamnées à vivre dans des logements où, chaque automne ou hiver, la misère fait des victimes.



Neuf personnes vivaient ici. Aujourd'hui huit sont mortes. (AFP)

# LA PETITE GUERRE DU NUCLÉAIRE

Le Conseil supérieur de politique nucléaire extérieure, réuni le 11 octobre sous la présidence de Giscard, vient de faire une petite concession aux exigences américaines en promettant désormais de veiller à ne pas favoriser la prolifération de l'arme nucléaire.

Les Etats-Unis, qui ont été les premiers à utiliser cette arme, ont en effet d'abord tenté d'en garder le monopole. Puis, au fur et à mesure que d'autres pays parvenaient à leur tour à maîtriser les techniques nucléaires, ils ont recherché des accords avec eux, afin d'avoir un contrôle sur la fabrication et l'utilisation de ce type de matériel. C'était le but de la création en 1954 de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique, puis en 1964 du Traité de Non-Prolifération (TNP), que les USA se sont efforcés de renforcer au fil des années.

Or la France est le seul pays fournisseur à avoir toujours refusé de signer le traité. Elle se refuse à accepter de mettre l'embargo sur certaines techniques dont la maîtrise entraîne la capacité à fabriquer des bombes atomiques. C'est le cas notamment des techniques de traitements des déchets provenant des centrales à eau légère qu'elle vend. Les affaires sont les affaires. Et elle a même parfois utilisé comme argument de vente pour ses centrales, l'engagement de livrer en prime une usine de traitement. C'est par exemple ce qu'elle a proposé récemment au Pakistan.

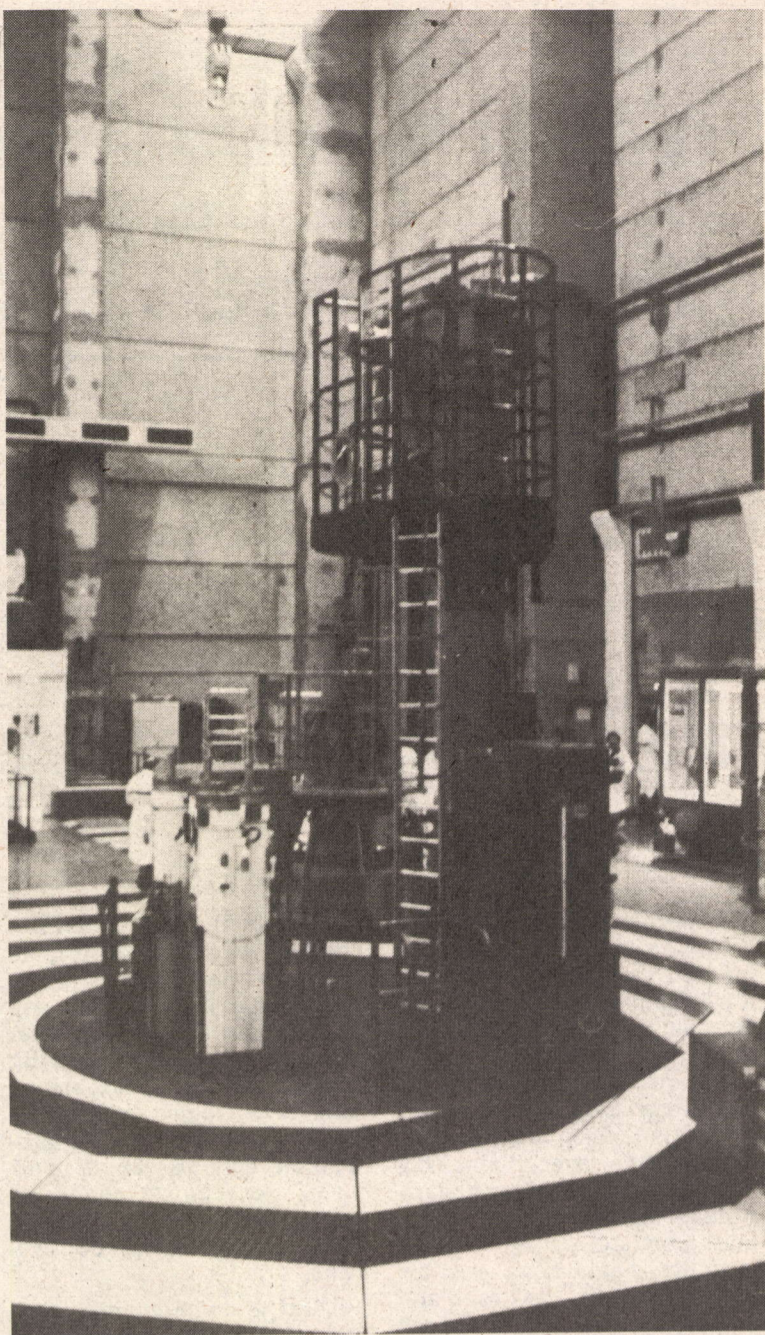
Les Etats-Unis, pour leur part, sont de plus en plus déterminés à exercer les pressions voulues auprès de la France et des pays qui voudraient se porter acquéreurs, pour rendre inopérante cette fructueuse surenchère, non seulement pour des raisons poli-

tiques et stratégiques mais aussi pour des raisons commerciales. Car l'enjeu de cette petite guerre du nucléaire, ce sont justement de très importants marchés que la France a commencé à s'approprier en franc-tireur.

Giscard vient de faire une concession aux Etats-Unis, au moins sur le plan de la politique nucléaire officielle. Mais il voudrait bien évidemment pouvoir continuer à vendre, en tentant de se concilier les Etats-Unis. Ceux-ci se contenteront-ils de ces concessions verbales et laisseront-ils une petite place au soleil aux trusts français ? L'avenir le dira.

Mais il y a fort à parier que la querelle du nucléaire ne soit pas close et qu'elle connaisse encore de multiples rebondissements.

Dominique CHABLIS.



Le réacteur « Phénix » à Marcoule.

(AFP)

## ENCORE UNE PANNE AU RÉACTEUR « Phénix »

Une fuite de sodium ayant été décelée, le réacteur Phénix de Marcoule (Gard) est arrêté pour plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Cette fuite, qui est la deuxième du genre en quatre mois, ne s'est certes pas produite au niveau du réacteur proprement dit, mais dans les canalisations où circule en circuit fermé du sodium liquide transportant vers les turbines la chaleur produite dans le réacteur.

Ce serait une pièce qui n'aurait pas supporté les fortes va-

riations de température auxquelles elle est soumise qui serait à l'origine de l'« incident ». Si celui-ci n'a pas entraîné de dégagement de radio-activité — le sodium des échangeurs n'est pas en contact direct avec le cœur nucléaire — il vient à point nommé rappeler que la technique des « surrégénérateurs », fonctionnant comme Phénix au plutonium, au lieu du simple uranium, est loin d'être définitivement au point. Mais cela n'a pas l'air d'émouvoir outre mesure l'EDF

et le gouvernement, qui continuent à envisager de construire dès maintenant des super-Phénix d'une puissance cinq fois supérieure à celui de Marcoule.

Tout est prévu, calculé, étudié, nous dit le gouvernement. « Faites-nous confiance. » Mais ces gens-là n'ont aucun droit à la confiance. La rentabilité passe pour eux avant la sécurité. Et la seule chose qu'ils soient à la rigueur capables de prévoir, ce sont les profits que le marché nucléaire peut leur rapporter.

## Giscard en Iran :

## Une démarche payante

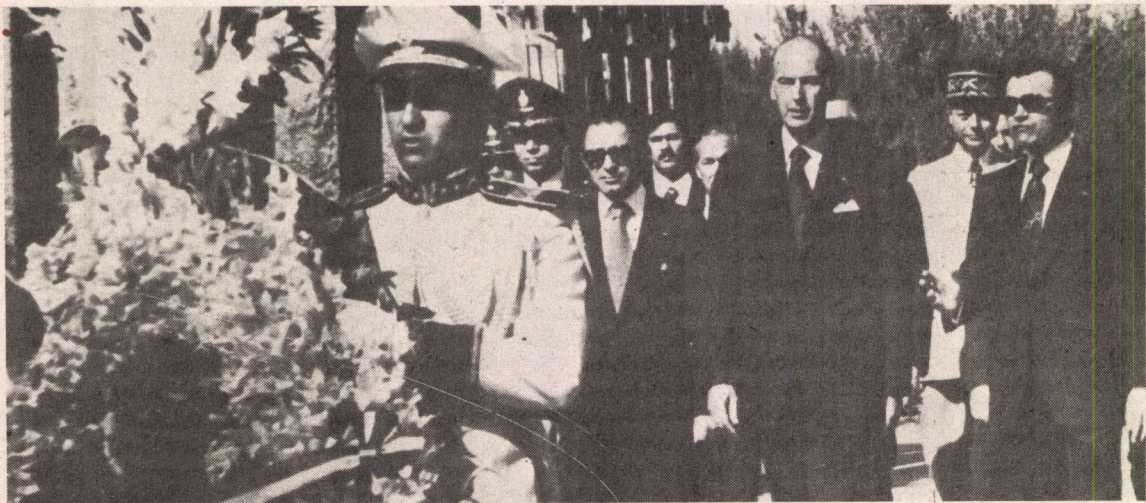
30 milliards de francs de commandes d'équipement, en plus des 30 milliards de contrats, voilà le joli pactole que le commissaire Giscard rapporte à la bourgeoisie française de son voyage en Iran. Le but du voyage était donc bien les gros sous. Et, même s'il y a loin de la coupe aux lèvres, même si ces années peuvent séparer la signa-

ture de ce protocole d'accord diplomatique de la signature en bonne et due forme d'un contrat prévoyant pour toutes les entreprises concernées toutes les modalités pratiques de réalisation, les Ambroise Roux, les Dassault et tous les industriels français ne peuvent que féliciter Giscard d'être un si bon démarcheur. C'est d'ailleurs avec une vantar-

dise qui frise l'indécence que celui-ci s'adresse à eux.

Ne doutons pas que ces 60 milliards de contrats et de commandes seront plus utiles à Giscard pour accroître son crédit auprès des classes dirigeantes que toutes ses fadaïses politico-philosophiques sur « la démocratie française ».

Sylvie FREJUS.



Giscard en Iran : un représentant de commerce en tournée. (AFP)

## LES TRANSPORTS BISONTINS EN GRÈVE

Un militant CFDT de la Compagnie des Transports Bisontins (CTB) en grève nous explique ce qui se passe dans son entreprise :

« Nous sommes en grève depuis le jeudi 7 octobre pour des revendications salariales. C'est-à-dire pour que les salaires suivent la hausse des prix. Nous nous battons aussi contre la trop grande amplitude des horaires. En effet, nous travaillons 8 heures effectives, mais sur une amplitude de 13 heures. En commençant à 6 h 30 le matin, nous terminons la journée à 19 h 30. A 8 heures, nous terminons à 21 heures. Et en commençant à 12 heures, nous allons nous coucher à 1 heure du matin. Nous protestons également contre le licenciement abusif d'un travailleur auxiliaire des bureaux au bout de 11 mois de présence. Il faut dire qu'il était délégué CFDT. Nous demandons aussi le paiement des heures de grève. »

— Comment se fait-il que la municipalité socialiste ait assigné 7 travailleurs de CTB au tribunal aujourd'hui ?

— Les patrons de CTB sont en fait la Transexen (une compagnie privée) et la municipalité. Toutes les deux accusent les chauffeurs en grève d'occupation illégale et d'entrave à la liberté du travail sous prétexte que seule une minorité

serait en grève. En effet, la direction compte dans les non-grévistes, les malades, les chauffeurs en congé, la maîtrise et les bureaux. En fait, sur les 235 chauffeurs présents, 200 sont en grève et le moral est bon.

— Aujourd'hui, c'est la municipalité qui vous attaque. Quels sont ses rapports exacts avec la Transexen ?

— La Transexen est une banque belge qui possède des bus et la municipalité loue ces bus avec l'argent des contribuables.

— Mais votre grève n'est pas très populaire chez les usagers ?

— On a proposé à la direction de faire un service minimum aux heures de pointes, gratuit évidemment. Mais la direction a absolument refusé. Quant à organiser nous-mêmes un service de bus sans l'accord de la direction, c'est impossible car nous ne serions pas assurés (la compagnie d'assurance est dirigée par le maire socialiste de Besançon).

— Que comptez-vous faire maintenant ?

— Tenir jusqu'à satisfaction de nos revendications malgré les pressions de la direction qui va jusqu'à menacer de ne pas titulariser les auxiliaires grévistes.

Correspondant L.O.

# lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

**Libération**

## La révolte des paysans marocains

A l'occasion du procès de 141 militants d'extrême-gauche qui doit s'ouvrir à Casablanca le 18 octobre et fait suite à la dissolution de trois organisations d'extrême-gauche, **Libération** du 11 octobre consacre une page à la situation sociale marocaine, page qui a été réalisée avec l'aide du Mouvement des Travailleurs Arabes. L'article raconte, dans une première partie, l'expulsion des populations des bidonvilles autour de Casablanca. La deuxième partie est consacrée à la révolte des paysans d'Aït Melloul, dans la province d'Agadir.

« Les terres de cette région étaient considérées, pendant la période coloniale, comme incultes par les autorités. Elles ne connaissaient pas de réelles productions agricoles et ne possédaient ni puits ni système d'irrigation, si bien qu'elles furent classées dans la catégorie des forêts. Mais en fait, les paysans de la région en vivaient et les cultivaient tant bien que mal depuis des générations.

L'indépendance ne changea pas grand-chose au peu d'intérêt porté par les autorités à

l'équipement de la région. Cependant, la communauté paysanne se charge elle-même de creuser des puits, d'ouvrir des canaux d'irrigation, d'acheter des moteurs, de s'acquitter des impôts locaux, etc., si bien que cette région représente aujourd'hui 70 % de la production agricole de la province, possède 26 coopératives paysannes et fait vivre des dizaines de milliers de paysans.

C'est à ce moment-là seulement que les responsables des Eaux et Forêts décrétèrent que cette région était classée dans la catégorie forestière et devait être vidée de sa population. Les féodaux de la région, en accord avec les hauts fonctionnaires des Eaux et Forêts, organisèrent des raids contre les fermes des paysans, dans le cadre de leur politique de pillage des terres, saccageant les cultures, détruisant les canaux et les tuyaux d'irrigation, ensablant les puits, cassant le matériel agricole...

Les paysans réagirent d'abord en intervenant auprès du gouvernement, qui organisa

une réunion avec les représentants des différents ministères concernés et décida la constitution d'une commission sous la direction du « bacha » local (21 juin 1976). Cette commission décida, sur la proposition des responsables des Eaux et Forêts, de consentir à laisser un délai d'un an aux paysans avant leur expulsion complète et définitive.

Il s'en suivit de véritables massacres de paysans, que commirent les gardes des Eaux et Forêts, au point même que les gendarmes royaux furent quelquefois obligés d'intervenir pour « limiter » les excès de leurs confrères.

De tels traitements aboutirent à une révolte paysanne au milieu du mois de juillet 1976 (le 18). Les paysans coupèrent la route reliant Taroudant à Agadir, paralysant complètement la région. Ils séquestrèrent les gardes des Forêts et menèrent des actions de représailles contre le Kaed de la région, qui fut battu par les paysans. Sauvagement réprimée, la révolte gronde encore. »

## Contre la violence dans les rangs révolutionnaires !

Un communiqué de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire vient d'apporter des précisions supplémentaires sur l'agression dont ont été victimes ses militants, ainsi d'ailleurs que ceux de Combat Communiste, de la part de l'OCI. (Nous avons publié dans notre précédent numéro un communiqué de Combat Communiste dénonçant cette agression).

Les militants de la LOR diffusaient un tract à la porte de la Mutualité, le 1<sup>er</sup> octobre, à l'entrée d'un meeting de l'OCI. Le service d'ordre de cette dernière s'en prit violemment aux diffuseurs. D'après le communiqué de la LOR, un des

diffuseurs a eu quatre dents arrachées et le nez fracturé, un autre un traumatisme crânien, un troisième une fracture de la clavicule et une entorse du poignet, et tous de multiples contusions. Des militants de Combat Communiste présents qui tentaient de s'interposer ont été également frappés.

Nous avons eu dans le passé à dénoncer à plusieurs reprises le comportement de l'OCI contre d'autres courants du mouvement révolutionnaire en général et contre la LOR en particulier.

L'OCI prétend justifier ses méthodes, dans ce dernier

cas, par des accusations contre certains militants de la LOR qui, à défaut d'être démontrées, non seulement ne justifient pas les méthodes de l'OCI, mais ajoutent la pratique de la calomnie à la pratique de la violence physique dans les relations entre groupes révolutionnaires.

L'utilisation de telles pratiques juge une organisation.

Elle dénote un mépris et, en tous les cas, une totale irresponsabilité à l'égard des intérêts du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Comme telle, elle doit être dénoncée sans concession.

**Intercontinental Press**

## La répression contre les trotskystes en Chine

Dans son numéro du 4 octobre 1976, **Intercontinental Press**, édité par le Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, fait le point sur la répression que les trotskystes ont subie sous le régime de Mao et réclame la libération immédiate de tous ceux qui sont encore en prison.

« L'arrestation et l'incarcération des militants trotskystes a commencé presque en même temps que l'arrivée de Mao au pouvoir. En automne 1949, plusieurs dizaines de trotskystes furent arrêtés à Shanghai et Wenchow et deux d'entre eux furent exécutés. En 1950, environ autant de militants furent arrêtés dans le Kwangsi et le Kwangtung. Certains furent exécutés sur la base de l'accusation mensongère d'être « des agents du Kuomintang ». Un certain nombre de locaux appartenant aux trotskystes furent mis à sac par le nouveau régime. (...)

Les plus grosses opérations de police eurent lieu trois ans après la prise du pouvoir par Mao. La police politique de Mao, au cours de vastes opérations au travers de la Chine, le 22 décembre 1952 et le 8 janvier 1953, arrêta tous les trotskystes qu'elle connaissait. Souvent les amis et la famille de ces derniers étaient arrêtés aussi.

On estime en tout à 200 personnes le nombre d'arrestations au cours de ces opérations. Au cours des 23 années qui se sont écoulées depuis, le mur de silence érigé par la censure maoïste a empêché toute nouvelle précision de leur sort d'atteindre le monde extérieur. Selon certains témoignages fragmentaires et incertains, certains sont morts. On suppose que les survivants sont toujours derrière les barreaux.

Quelles sont les accusations qui pèsent sur eux ? Il est impossible de le dire. Aucune accusation, aucun procès n'ont jamais été rendus publics, si tant est qu'ils aient eu lieu. Aucune mention de leurs arrestations n'a jamais figuré dans la presse. (...)

Ils représentaient différentes générations de militants. Certains, comme Chen Chao-Pin et Ying Kwan, avaient plus de 50 ans à l'époque de leur arrestation. Ils avaient été des dirigeants de la révolution de 1927. Nombreux étaient ceux qui avaient déjà purgé des peines dans les prisons de Tchong.

D'autres, qui avaient environ 30 ans, avaient combattu les impérialistes japonais. Les plus jeunes, ceux d'une vingtaine d'années, avaient joué un rôle actif dans la lutte pour renverser le régime de Tchong Kai-tchek après la guerre. (...)

Un peu plus d'un an avant sa mort, Mao avait commencé à relâcher des condamnés pour crimes de guerre, dont presque tous avaient servi comme lieutenants ou simples agents dans la police de Tchong. C'est une monstrueuse violation de la démocratie prolétarienne de laisser de vieux révolutionnaires derrière les barreaux, alors qu'on libère ces bouchers. Il faut faire pression sur les successeurs de Mao pour qu'ils modifient la politique de feu leur maître et relâchent immédiatement les révolutionnaires trotskystes. »

**LUTTE DE CLASSE**

N° 39

Au sommaire :

- Révolte des opprimés et grandes manœuvres de l'impérialisme en Afrique Australe.
- France : Giscard d'Estaing aux prises avec sa majorité.
- France : Les révolutionnaires doivent-ils réclamer un gouvernement PC-PS ?
- Les révolutionnaires et le monopole syndical aux élections de délégués du personnel.

**CEUX DU TECHNIQUE**

N° 26

Au sommaire du n° 26 du 7 octobre :

- Les échos de la rentrée dans les CET.
- Après le CET : l'exploitation ou le chômage.
- Une double page : « La moto : la liberté ? »
- Films, livres, etc.

# dossier

## travail temporaire

### Le développement du "travail temporaire"

Les premières officines de travail temporaire sont apparues en France dans les années 1958-1960. Leur importance était alors très limitée, puisqu'elles plaçaient essentiellement du personnel paramédical : infirmières et gardes-malades. Puis les entreprises de travail temporaire s'attaquèrent au marché constitué par le « secrétariat volant » : dactylos, sténo-dactylos, par exemple.

Mais c'est maintenant la plus grande partie de l'industrie et du commerce qui a recours, de façon permanente ou occasionnelle, à la main d'œuvre intérimaire. Le nombre de ces entreprises s'est accru dans de grandes proportions. Au 31 décembre 1975, selon le ministère du Travail, on comptait en France 1104 entreprises de travail intérimaire, contrôlant 2195 agences. Mais le plus significatif est l'accroissement du chiffre d'affaires de ce secteur. En 1965, il s'élevait à 0,3 milliards de francs, en 1969 à 1,4 milliards de francs, en 1972 à 2,1 milliards et en 1974 à 3,2 milliards. L'augmentation est donc, entre 1965 et 1974, de... 966 % ! Cela représente, on le voit, une confortable augmentation, même si l'on tient compte de l'augmentation générale des prix entre 1965 et 1974, qui est de 125 %. En « francs constants », on peut estimer que, entre 1965 et 1974, le chiffre d'affaires du travail temporaire en France a été multiplié par 4,7.

Le nombre des salariés concernés par le travail intérimaire est plus difficile à déterminer, car le renouvellement est important. Mais il est certain qu'il a connu un développement parallèle. Selon les syndicats patronaux, les entreprises de travail intérimaire ont concerné 105 000 travailleurs en 1966, 280 000 en 1972 et environ 400 000 en 1974 et 1975.

On le voit, le secteur du travail intérimaire ne connaît guère la crise économique. Et pour cause : ces dernières années, il s'est en grande partie nourri de celle-ci.

**Notre prochain dossier :**

**Les élections américaines**



Chez Manpower : la réalité du travail temporaire n'est pas à la hauteur du style du bureau d'embauche. (Sipa)

## Des trafiquants d'hommes... à l'image du système capitaliste

Si l'on en croit le patronat, l'extension du travail temporaire à laquelle on a assisté en France et dans d'autres pays ces dernières années serait une nécessité économique, pour faire face aux à-coups, aux imprévus inévitables dans les entreprises. Il représenterait d'autre part de grands avantages pour les travailleurs employés par ce secteur eux-mêmes : possibilité de rompre avec la monotonie des tâches dans une seule entreprise, d'accroître sa qualification, liberté dans le choix de ses périodes de congé. Et les publicités alléchantes des entreprises de travail temporaire ne se font pas faute de mettre en relief ces « avantages ».

Mais la réalité du travail temporaire est tout autre, surtout depuis ces dernières

années. Bon nombre de grandes entreprises ont vu dans le travail temporaire le moyen d'embaucher et de débaucher, à leur gré, un volant de travailleurs sous-payés, sans la moindre garantie d'emploi, de leur faire accepter les pires conditions de travail, de se servir de ce volant de travailleurs temporaires pour faire pression sur les salaires, pour augmenter les cadences de travail du personnel fixe. Elles ont trouvé dans l'existence et l'extension du chômage le moyen de faire accepter ces conditions aggravées à des travailleurs qui n'ont le choix qu'entre cela et le chômage.

En fait, le travail temporaire est devenu pour le patronat, dans les conditions de la crise, le moyen de tourner ouvertement les lois sur

l'embauche, de supprimer des garanties et des droits que les travailleurs ont acquis. Et dans ces conditions, la prolifération des entreprises de travail temporaire, c'est la prolifération de véritables « marchands d'hommes », de véritables officines de placement payant, qui peuvent donner lieu à toutes sortes de combines les moins avouables : marchandage sur les salaires, trafic de main d'œuvre, non-application des conventions collectives, mépris des droits syndicaux et de la représentation du personnel, escroqueries pures et simples — lorsqu'une entreprise de travail temporaire disparaît sans avoir payé ni les salaires ni la Sécurité sociale !

Les pratiques de ces « marchands d'hommes » ne sont au fond que la résur-

gence, à la faveur de la crise économique, des pires pratiques du capitalisme. Elles sont logiques dans une société où la main d'œuvre est considérée ni plus ni moins que comme une marchandise, que l'on peut vendre au gré de sa plus ou moins grande rareté, plus ou moins cher, et avec plus ou moins de garanties. Mais c'est précisément pour cela que c'est toute la classe ouvrière qui doit se battre, solidaire des travailleurs temporaires — qui sont ceux qui sont les plus désarmés face au patronat — pour imposer le respect des droits acquis, pour mettre fin aux pratiques de ces marchands d'esclaves modernes. C'est pour cela aussi que cette lutte est partie intégrante de la lutte contre le capitalisme.

## L'intérim sur le vif...

Mardi matin 14 septembre, à la DBA (Drancy), nous étions six intérimaires envoyés par la même boîte d'intérim (CRIT) mais d'agences situées dans cinq endroits différents de Paris.

Certains attendaient patiemment depuis 6 heures du matin. Attente inutile car le chef du personnel n'arrive pas avant 8 heures.

Dans le hall d'entrée, face au bureau du personnel, il n'y avait qu'un banc, destiné à recevoir quatre personnes. Pour les autres, tant pis.

Enfin, à 8 h 30, le gardien daigne nous appeler pour voir si tous nos papiers sont en règle. Coup de colère ! Nous avons attendu plus de deux heures pour apprendre qu'il nous manque une feuille que les boîtes d'intérim ont oublié de nous remettre (c'est bizarre que toutes les boîtes aient fait le même oubli). Nous deman-

dons donc au gardien de nous remettre d'autres feuilles qu'on pourrait remplir nous-mêmes, puisqu'il suffit d'y inscrire toutes nos coordonnées. Il refuse catégoriquement, nous disant que ce n'est pas à lui de les donner, mais au personnel des boîtes d'intérim de les apporter.

Il refuse absolument de téléphoner aux boîtes d'intérim, disant sur un ton méprisant que « ce n'est pas son boulot ». Puis il annonce que de toute façon, nous ne serions pas tous pris car, dit-il, les boîtes d'intérim ont envoyé trop de personnel ! Deux femmes

écœurées s'en vont.

Je continue à protester, demandant à voir le chef du personnel. Il est neuf heures. Le gardien se décide à donner les feuilles. Entre-temps, le chef du personnel, qui a participé à la fin de la discussion, me renvoie.

### UN EXEMPLE D'UTILISATION DES TRAVAILLEURS TEMPORAIRES A RENAULT-BILLANCOURT

A Renault Billancourt, sur les chaînes de l'île Seguin, la direction a recours aux intérimaires pour pallier l'absentéisme et pour compenser les départs en congé sans solde accordés aux travailleurs immigrés.

Pour avoir quelques chances d'être embauché par la Régie à la fin de ses trois mois de contrat d'intérim, l'intérimaire est poussé à travailler pendant les pauses, avant l'heure de tra-

vail, prenant sur son temps de repas. La maîtrise fait miroiter la possibilité d'être embauché par la Régie. Elle peut ainsi opérer une sélection : celui qui tient son poste au bout de trois jours aura plus de chances que celui qui ne le tiendra qu'au bout d'une semaine.

Mais ce ne sont pas les seuls critères. Être respectueux envers le chef, ne pas parler au délégué ni aux autres travail-

leurs, ne pas arriver en retard, ne pas tomber malade, tout cela est recommandé si l'on veut être embauché.

Quand il y a augmentation de la charge de travail sur un poste ou qu'un ouvrier refuse, la maîtrise y met un intérimaire, pour prouver que le poste peut être tenu. Parfois, lors de petits débrayages, la direction remplace les grévistes par des intérimaires.

# dossier

## travail temporaire

# MOINS DE DROITS

## Du marché de la main d'œuvre qualifiée, à celui des OS sous-payés et licenciés à merci

Pendant longtemps, les entreprises de travail temporaire (dites : de travail intérimaire) ont surtout joué un rôle dans le placement de personnel qualifié et hautement qualifié. La pénurie de personnel qualifié amenait les entreprises à accepter de payer cher les services de l'entreprise intérimaire qui lui louait un tel personnel. Quant aux travailleurs eux-mêmes, ils y trouvaient également leur compte, la même pénurie de main d'œuvre qualifiée amenant les

entreprises intérimaires à chercher à se les attacher par des salaires relativement hauts et des avantages tels que des primes de déplacement relativement élevées.

Mais la crise économique a entraîné une reconversion partielle des entreprises de travail intérimaire. Alors que la recherche de main d'œuvre qualifiée s'atténueait relativement, elles disposaient par contre d'un large volant de chômeurs sans qualification, contraints d'accepter

de bas salaires. Dès lors, après d'un grand nombre d'entreprises, elles se sont mises à placer des OS. Pour les entreprises qui faisaient appel à ces travailleurs intérimaires, cela devenait le moyen d'embaucher un personnel sans garantie d'emploi, licencié à merci, et donc plus docile et malléable. Et dans bien des entreprises, le seul moyen d'espérer être embauché est maintenant de passer par une agence d'intérim. Parfois, certains de ces travail-

leurs, au bout de trois mois, sont embauchés par l'entreprise qui les a utilisés. Mais cela revient à dire que la période d'essai a été portée à trois mois, au lieu des quinze jours à un mois maximum prévus par les conventions collectives. Et dans de nombreuses entreprises, le moyen d'embauche obligé est maintenant, non plus le bureau d'embauche, mais l'agence d'intérim.

Les exemples que nous citons sont éloquentes...



## Les intérimaires racontent...

**DANS UNE GRANDE BANQUE  
UNE INTERIMAIRE, EMPLOYEE  
PARISIENNE**

« Pourquoi travaillez-vous par intérim ? »

— En 1974, l'entreprise qui m'employait a fermé ses portes. J'ai cherché du travail, mais je n'en ai pas trouvé. Alors j'ai cherché du côté de l'intérim. Dans le cadre de la formation continue, les maisons d'intérim font une publicité alléchante pour recruter du personnel pour le former. Lorsque l'on arrive, on nous propose d'être dactylo ou employé administratif.

— Et votre salaire ?

— C'est 9,13 F de l'heure (SMIC : 8,58 F) ce qui nous fait environ 1.400 F par mois tout compris pour 40 heures par semaine. C'est environ 200 F de moins que le salaire d'embauche de l'entreprise.

— Comment êtes-vous payé ?

— Nous ne le sommes que le 15 du mois suivant. Alors, moi, je demande un acompte toutes les semaines, sinon on ne pourrait pas vivre. Une fois, une jeune femme n'a pas été payée pendant deux mois. Elle n'avait ni relevé d'heures, ni aucun papier pour justifier de son emploi.

— Y a-t-il des garanties d'emploi ?

— Nous n'avons aucune garantie et sommes entièrement à la merci de l'employeur. Nous sommes embauchées pour une période indéterminée, ou plutôt nous avons un ordre de mission, que bien souvent nous ne recevons pas car il est expédié à l'entreprise où nous travaillons.

Si vous ne faites pas l'affaire, on ne vous licencie pas : on vous dit de repasser de temps à autre pour voir s'il y a du travail. Nous recevons un certificat de la société d'intérim qui indique qu'elle n'a plus d'emploi. C'est de l'es-

clavage.

— Avez-vous de bonnes relations avec le reste du personnel ?

— Au début de mon travail dans cette entreprise, je me souviens que certains employés nous regardaient de haut. Mais depuis on se connaît mieux et nos collègues ont vu sur nos fiches de paye qu'on était loin d'être des privilégiés.

— Et comment se comportent les chefs avec vous ?

— D'une part ils nous donnent les travaux les moins intéressants. D'autre part, il est arrivé que six intérimaires travaillent sur un même bureau et n'aient même pas droit à une chaise par personne.

— Mais n'est-il pas possible de s'organiser ?

— A mon avis, c'est absolument impossible. Chacun essaie de se débrouiller tout seul et rares sont ceux qui connaissent leurs droits et osent réclamer.

**UN TRAVAILLEUR  
INTERIMAIRE EMPLOYEE  
PAR RENAULT RACONTE**

« Je suis d'abord allé chez Bis pour trouver du travail. J'étais au chômage et à l'Agence Nationale pour l'Emploi, ils m'ont dit que Renault Cléon embauchait mais uniquement par des entreprises intérimaires.

Et effectivement, je suis entré à Renault Cléon par Bis en mars. J'ai signé un contrat de trois mois, mais on m'a dit que j'avais une chance d'être embauché définitivement par Renault. Ils nous font toujours miroiter la possibilité d'avoir une bonne place. Au bout des trois mois, début mai, mon contrat a été renouvelé, et là, on m'a reconfirmé que je serai embauché. Moi j'y croyais.

Ils nous font à tous un tel baratin qu'on se laisse prendre.

En fait de cela, fin juillet, j'étais renvoyé; les seize qu'on était de chez Bis ont subi le même sort, sauf un qui a eu son contrat renouvelé pour septembre. Mais jusqu'au dernier jour, ils nous ont laissés espérer !... Quand je l'ai appris, j'étais tellement en colère, que je suis allé voir les syndicats. Ils n'ont pas levé le petit doigt. Alors, sur la chaîne de mon atelier, quelques copains ont débrayé pour qu'on soit gardé. Mais, évidemment, les syndicats ne faisant rien, et à cette époque là de l'année en plus, on se comptait sur les doigts de la main.

Chez Bis, on était payé chaque semaine, mais sur quinze jours d'étalement, c'est-à-dire que l'on touchait la paie de la semaine de boulot faite quinze jours avant.

Alors, quand on commence à travailler, on a trois semaines sans rien toucher. On peut prendre un acompte, mais pas de plus de 100 F.

Le prix horaire fin juillet était de 8,61 F base 40 h. En plus il faut compter les heures supplémentaires (deux heures nuit à 25 %), les indemnités de jours fériés, les primes de panier et de déplacement. Cela faisait autour de 460 F par semaine, c'est-à-dire 1.800 F par mois environ, alors qu'un OS Renault, qui faisait le même boulot que moi touchait 2.200 F par mois à peu près.

Ils nous retiennent en plus 4 % qui nous sont rendus en fin de « mission ». c'est-à-dire à la fin du boulot, à condition qu'on y reste jusqu'au bout, sinon on n'y a pas droit.

**UN JEUNE TRAVAILLEUR  
INTERIMAIRE**

« Pourquoi t'es-tu adressé à une entreprise intérim ? »

Parce que d'abord je ne trou-

vais pas de boulot malgré mon CAP d'électricien. En plus, j'espérais que de cette façon, je pourrais trouver un boulot mieux payé, mieux qualifié dans une plus grosse entreprise.

Comment cela s'est-il passé ?

Je suis allé chez Bis et puis j'ai pris ce qu'on m'a proposé. En fait j'ai fait un peu de tout. Je travaillais un mois là, deux mois ailleurs... J'en ai fait des boîtes.

As-tu eu de longues périodes de chômage entre les missions ?

Non pas tellement. Parce que j'étais bien coté. Ils sélectionnent leur personnel, si tu bosses bien, que tu arrives à l'heure etc., ils ont intérêt à te garder. Et là ils te retrouvent aussitôt quelque chose.

Es-tu resté chez Bis ?

Non, car j'ai appris que d'autres entreprises intérimaires embauchaient des intérimaires pour les chantiers C.K.D. Renault à Grand Couronne près de Rouen. Et à Presta-France, ils m'ont envoyé au CKD. J'ai fait le chantier là-bas, après j'ai été ailleurs. Mais je veux parler de ce chantier là parce qu'ils embauchaient les gars très peu de temps; quinze jours, trois semaines, un mois. Et pendant ce temps ils les utilisaient à fond. Ils leur faisaient faire, 50, 60 heures par semaine, les faisaient venir n'importe quel jour de la semaine, le samedi comme le dimanche. Ils profitaient de l'insécurité de notre situation et du fait qu'on avait aucune protection. Les gars, pour ces raisons se laissaient faire. Ils se laissaient faire, parce qu'ils n'étaient jamais sûrs du lendemain et tant qu'ils avaient du travail, ils voulaient gagner le maximum. Cela se passe surtout ainsi pendant les périodes d'hiver où il y a très peu de boulot.

## Les intérimaires

Voici des exemples de l'utilisation des travailleurs intérimaires par le patronat de quelques grandes entreprises.

**A la Thomson-CSF (Levallois)**

Sur 2.000 personnes dans cette usine, la direction emploie en permanence une centaine d'intérimaires. Ils permettent, en attendant l'embauche, de remplacer des gens malades ou partis en retraite. S'ils font l'affaire, ils sont embauchés à la fin de leur mission.

Au Câblage, où les fluctuations de la production sont importantes, il y a près de 40 intérimaires sur 200 personnes.

**Chez Chausson (Gennevilliers)**

Sur 1.000 personnes, environ 160 intérimaires, essentiellement des professionnels, aux salaires légèrement supérieurs aux salaires Chausson.

**A la Bourgogne Electronique (Dijon)**

Environ 180 travailleurs intérimaires, sur un peu plus d'un millier dans l'entreprise. Parmi eux, beaucoup sont des OS, surtout des femmes. Leur salaire est pratiquement égal à celui des employés permanents, et pour cause, puisque dans cette usine, celles-ci gagnent pratiquement le SMIC, 1.400 F mensuels !

**Chez Chausson (Asnières - Thermiques)**

80 intérimaires sur 600 travailleurs, OS et professionnels. Les intérimaires OS sont payés 9 F de l'heure. Ce sont essentiellement des émigrés.

**A la CEM (Le Bourget)**

Environ 150 intérimaires sur 2.000 employés. Ce sont soit des professionnels, en général mieux payés que les employés CEM, soit des OS, qui eux ont un salaire bien inférieur. Les OS demandent tous à être embauchés à la CEM. Mais la direction fait un tri et n'embauche que ceux qui lui conviennent. Pratiquement, pour être embauché à la CEM, il faut

# MOINS DE SALAIRE

ST-NAZAIRE :

ON  
EMBAUCHE  
DANS  
LES  
BISTROTS !

Depuis deux ans, l'embauche est bloquée aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Mais en fait, quand ils en ont besoin, les Chantiers s'adressent à des entreprises sous-traitantes, ou embauchent directement des intérimaires.

Certaines entreprises intérimaires sont minuscules, n'ont même pas un bureau ou un local à elles. Elles tiennent leurs agences dans un coin de bistrot ou dans un hôtel. D'autres sont créées à l'occasion.

Il y a trois ans, les syndicats avaient recensé aux Chantiers une soixantaine d'entreprises intérimaires.

## Intérimaires dans entreprises

maintenant passer d'abord par une maison d'intérim.

Chez Roussel-Uclaf (Romainville).

Environ 200 intérimaires sur 3.000 travailleurs. Ils sont pour la plupart ouvriers de fabrication, ouvrières de conditionnement, ou femmes de ménage. Leur salaire est, pour le même poste, inférieur d'environ 200 F par mois aux salaires Roussel. Il faut ajouter qu'ils ne bénéficient ni de prime de vacances, ni de prime de fin d'année.

La direction se sert de l'intérim pour trier le personnel qu'elle embauche. Souvent, les intérimaires sont mis aux postes les plus exposés : séchage et ensachage des produits, travail sur des produits dangereux, manipulations d'hormones (travail que beaucoup de conditionneuses Roussel refusent).

Chez Westinghouse (Sevran).

Il y a, sur un peu plus d'un millier de travailleurs, environ 100 travailleurs intérimaires. Les deux tiers sont dans les ateliers, où ils sont OP1, OP2, ou OS. Les OS gagnent 300 à 500 francs de moins que les employés Westinghouse à des postes équivalents.

Lors de la grève de février 1976, la direction a tenté d'utiliser les travailleurs intérimaires comme briseurs de grève.

General Motors (Gennevilliers).

Depuis plus d'un an, la direction emploie des intérimaires : de 200 à 500, sur un effectif de 2.000 personnes. Ce sont souvent des Laotiens ou des Cambodgiens. Leur salaire est à peine au-dessus du SMIC.

Chez Renault

D'une manière massive et délibérée, depuis le début de la crise économique, la Régie Renault embauche des travailleurs temporaires, et leur fait occuper en fait des postes permanents. Ils sont aujourd'hui environ 700 à Renault-Billan-

court, plusieurs centaines à Renault-Cléon, à Flins plus de 1.000.

A Flins par exemple, sur les 2.000 professionnels de l'usine, il y a toujours eu une centaine d'intérimaires, en général bien mieux payés que les professionnels Renault, avec un salaire de l'ordre de 4.500 francs pour un P3, par exemple.

Mais la majorité des « temporaires » sont aujourd'hui des OS. Sur les 2.200 ouvriers de Flins, leur nombre varie de 1.000 à 1.600.

Les compagnies d'intérim qui embauchent pour Flins sont : Manpower, Intertra, Générale d'intérim, SIC. Certaines, Manpower entre autres, ont un bureau d'embauche sur place : c'est une caravane qui vient plusieurs fois par semaine, installée officiellement sur le parc à cars de la Régie. D'ailleurs, au bureau d'embauche de la Régie, quand un candidat se présente pour obtenir du travail, on l'envoie... à la roulotte de l'agence d'intérim, où il se fait embaucher pour travailler à Flins, en étant moins payé, évidemment.

Les OS intérimaires occupent essentiellement des postes sur les chaînes (particulièrement des postes durs, aux conditions de travail difficiles). La direction profite souvent des intérimaires pour, en les mettant aux cadences, augmenter celles-ci et pour faire accepter cet état de choses aux ouvriers Renault ensuite.

Les intérimaires sont essentiellement des travailleurs immigrés (Maliens, Sénégalais, aussi Marocains, Algériens, Laotiens).

Le salaire moyen mensuel d'un intérimaire OS est d'environ 1.800 F (cela varie bien sûr un peu selon les boîtes d'intérim), alors qu'un OS Renault (coefficient 170) touche pour le même travail 2.400 F !

## DEUX FEUILLES DE PAIE

BULLETIN DE PAIE

REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT-ETABLISSEMENT

NOM ET PRENOM: PIERRE LEFAUCHEUX

SIRET: 740129987 01892

NUMERO SECURITE SOCIALE: 10 78 029 9001 G 75019 PARIS

DATE DE PAIEMENT: 170

ELEMENTS DE REMUNERATION

BASE 40 HEURES	173430	2292,84
PRIME D'EQUIPE	13000	4,570
HEURE SUP 1300	3450	17,199
PRIME MENS UNIF		
PRIME EXCEPT HIERA	59450	5,945
PRIME SPECIAL UNIF		
TRANSPORT		
CHPL TRANSPORT		

CUMULS

COTISATIONS (C) ET RETENUES LEGALES (R)

COTIS SS DPH	1,500	2351,02	35,21
COTIS MALAD	2,500	2351,02	58,76
COTIS VIEILL	3,250	2351,02	76,41
COTIS CRI	3,360	2351,02	78,99
COTIS CHOMAG	0,480	2351,02	11,21

MANPOWER

BULLETIN DE PAIE

DIVISION: N° INTERIMAIRE: REG. CODE QUALIFICATION: NOMBRE DE BASE: TAUX: A PAYER: A DEDUIRE:

04 HEURES A 100

05 HEURES A 125

44 INDEMN. TRAVAIL TEMPOR.

73 RETENUE MALADIE

72 RETENUE VIEILL ESSE

74 RETENUE DIFFERENTIELLE

15 ASSECTE

16 RETRAITE

01 TRANSPORT

82 ARRÊTÉ

NET A PAYER: 424,25

NET A PAYER: 424,25

Voici deux feuilles de paye de travailleurs qui ont effectué, aux usines Renault de Flins, le même travail de magasinier, le même mois.

L'un est embauché Renault. Il est mensuel. Sa paye de base est de 2292,84 francs pour 173 heures 30, ce qui correspond à un taux horaire de 13,215 francs. Il

est classé au coefficient 170, c'est-à-dire pratiquement le minimum des salaires Renault.

Il faut ajouter à cette somme les primes trimestrielles et en retrancher les cotisations de la Sécurité sociale. Son salaire moyen s'établit ainsi à environ 2.400 francs.

Le second est employé par

la société d'intérim Manpower. Son taux horaire est de 9,02 francs. Il a gagné, dans sa semaine, 424,25 francs, soit environ 1.900 francs par mois.

Pour le même travail, le magasinier intérimaire a donc un salaire inférieur de 500 francs, soit environ 20 % de moins.

## FAISONS LES COMPTES

Selon le patron de Manpower lui-même, M. Grunelius, les sommes touchées par les entreprises de travail temporaire se répartissent ainsi :

— 47 % sont le salaire que l'entreprise reverse au travailleur temporaire,

— 28 % sont les charges sociales et les congés payés, qui sont reversées au travailleur et à la Sécurité sociale.

— 20 % règlent les frais généraux de l'entreprise de travail temporaire.

— 2,5 % sont les impôts sur le bénéfice à verser à l'Etat.

— 2,5 % sont le bénéfice net. Si l'on prend le cas d'un travailleur temporaire employé par exemple à la Régie Renault pour 1.850 francs par mois et si l'on en croit le patron de Manpower, l'entreprise de travail temporaire devrait donc facturer à Renault, pour la fourniture de cet ouvrier pendant un mois, la somme de 4.723 francs environ, soit en retranchant la TVA (16,66 %) qu'elle doit reverser à l'Etat, la somme nette de :

3.936 francs, sur lesquels elle doit régler :

1.850 F à l'ouvrier (47 %)

1.102 F à la Sécurité sociale (28 %)

787 F de frais généraux (20 %)

98,50 F d'impôts sur les bénéfices (2,5 %)

Il lui reste donc :

98,50 F de bénéfice net (2,5 %)

Total : 3.936 F.

Mais on peut, cela dit, se poser des questions sur les 787 F de frais généraux (soit 20 %) que revendique le patron de Manpower. S'ils contiennent, par exemple, le « salaire » du patron de l'entreprise d'intérim, c'est autant qui, en fait, est un bénéfice. Surtout, il faut observer que l'entreprise de travail temporaire n'a à investir réellement, au maximum, que les 787 francs de frais généraux, le reste n'étant que de l'argent qu'elle encaisse et reverse. C'est donc à cet investissement qu'il faut rapporter les 98,50 F de bénéfice net ! C'est ainsi que, selon les déclarations du NORMATT lui-même, les entreprises de travail temporaire rapportent

à leurs patrons 98,50 francs de bénéfice net pour 787 francs dépensés au maximum, soit 12,45 %. C'est un pourcentage coquet !

Mais poursuivons nos calculs : Qu'aurait dépensé Renault s'il avait engagé lui-même ce travailleur ? Il aurait payé :

— 2.400 francs de salaire.

— 1.440 francs de charges sociales et congés payés (60 % du salaire)

Soit : 3.840 francs. Si l'on tient compte des frais de gestion de personnel, d'établissement des payes, de l'utilisation plus intense du travailleur intérimaire, on voit que la Régie n'est pas loin de faire une économie en embauchant un intérimaire pour la somme citée plus haut de 3.936 francs hors taxes. (La TVA qu'elle paye en sus n'est pas une dépense pour la Régie, puisqu'elle lui est remboursée sur le prix de vente de ses voitures).

Bref, à part le travailleur embauché, tout le monde y gagne. Et pourtant, c'est le seul à travailler dans l'affaire !

# dossier

## travail temporaire

# pourquoi le trav

## Quand les patrons d'entreprises de travail temporaire reconnaissent quel rôle ils jouent

■ Un responsable du syndicat patronal des Entreprises intérimaires (l'UNETT), que nous avons interrogé, reconnaît, on le verra, très franchement à quoi sert, en cette période de crise, le travail temporaire. Et si ce monsieur déclare qu'il n'est « pas un négrier », il faut tout de même bien reconnaître que son activité et celle de ses collègues relèvent du commerce d'hommes.

« LO : Quelle est l'importance du travail intérimaire ? »

— La répartition entre le secteur industriel et le secteur administratif a beaucoup évolué depuis quinze ans. Au début, il n'y avait pratiquement que des administratifs. Aujourd'hui, les industriels sont majoritaires avec 60 % du total. Nous avons aussi de plus en plus de jeunes.

Les moins de 24 ans à eux seuls atteignent 55 % de nos effectifs. Et 75 % n'ont pas 30 ans. Le taux de rotation est fort élevé. Seuls 10 % des effectifs restent des intérimaires permanents. Les autres ne restent pas plus de 6 mois. 30 % même ne dépassent pas le mois. En fait, un sondage a montré que ceux qui s'inscrivaient comme intérimaires étaient en fait à la recherche d'un emploi stable pour près de 43 % d'entre eux. A la moindre occasion, ils s'en vont.

LO : Pourquoi une telle expansion du travail intérimaire ?

— C'est essentiellement dû à la crise. Les employeurs ne souhaitent pas embaucher définitivement parce qu'ils attendent de voir comment vont tourner les événements. En période de non-crise, nous nous occupons des délégations temporaires qui sont toujours indispensables et l'ANPE s'occupe du placement fixe. Mais, en période de crise, nous facilitons la mobilité et les contacts entre employeurs et travailleurs, qui trouvent ainsi du travail grâce à nous. Ils nous quittent une fois qu'ils ont trouvé une place et lorsque l'employeur veut les garder. C'est bien comme cela. Nous jouons en quelque sorte un rôle complémentaire à celui de l'ANPE qui est débordée.

Nous ne sommes pas des négriers. C'est rétro ça. Nous facilitons la sélection. C'est un rôle utile. Et pourtant nous ne touchons pas de primes à l'embauche. Nous perdons même à chaque fois un candidat.

LO : Comment sont déterminés les salaires par rapport aux fixes ?

— C'est la loi de l'offre et de la demande. Dans la majorité des cas, ce sont des salaires à peu près identiques aux salaires fixes. Mais les travailleurs des catégories les plus basses, parce qu'ils sont nombreux, gagnent beaucoup moins. Jusqu'à 30 et 40 % en moins. Par contre les ouvriers très qualifiés peuvent gagner beaucoup plus. Dans le passé, lorsqu'il n'y avait pas la crise, les intérimaires étaient plus rares et donc mieux payés. Jusqu'au double d'un salarié fixe. Il est vrai qu'il s'agissait des plus qualifiés. Aujourd'hui, il existe encore des qualifications très recherchées. Par exemple avoir une secrétaire sténo-dactylo ou un soudeur ou un tuvauteur parmi les candidats à l'intérim est une véritable bénédiction pour l'entreprise de travail temporaire. Ils ont droit à un pont d'or. »



« Entreprise » de travail temporaire ou offices de placement ?

(Norma)

## Pour les patrons : LES AVANTAGES DU TRAVAIL TEMPORAIRE

■ Un intérimaire qualifié, par exemple un P3, gagne en général plus que les travailleurs de même qualification embauchés fixes. Quant à l'entreprise employeuse, elle doit payer à l'entreprise de travail temporaire plus du double du salaire versé à l'intérimaire. N'aurait-elle pas avantage, dans ces conditions, à employer ce travailleur en fixe ?

Bien souvent, ce serait un mauvais calcul. Car l'entreprise utilisatrice, non seulement pourrait alors plus difficilement le licencier, mais serait alors, à plus ou moins court terme, obligée d'augmenter les salaires de tous les travailleurs de même qualification, pour faire face à la concurrence de l'entreprise d'intérim.

En fait, l'existence des entreprises de travail temporaire rend au patronat un grand service dans ce domaine. Certes, il est contraint, par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, de verser des salaires relativement hauts à certains ouvriers professionnels. Mais il peut, grâce à ces entreprises, compenser par l'insécurité d'emploi cet avantage que le marché de l'emploi le contraint à céder. Et nombre d'ouvriers professionnels, qui seraient tentés de devenir « temporaires » pour augmenter leur salaire, reculent devant ce fait et préfèrent garder un emploi moins payé mais permanent.

L'effet du système est, pour le patronat, de n'accepter la

hausse des salaires qu'en l'assortissant de la perte de la sécurité d'emploi ou, en tout cas, de l'acceptation par le travailleur de changer d'emploi au gré des besoins. Et si certains travailleurs y trouvent un avantage individuel, ou tout simplement la satisfaction de leur goût du changement, la classe ouvrière, globalement, y perd face au patronat.

Mais la part principale du marché du travail intérimaire est aujourd'hui la part du travail non qualifié.

Or il n'y a pas pénurie de travailleurs non qualifiés. Le patronat n'a qu'à puiser dans le million de chômeurs qu'il y a en France depuis maintenant près de deux ans. Mais le recours au travail temporaire ne revient pas, dans ce cas, plus cher que l'embauche en fixe. Dans les conditions de la crise et des salaires offerts aux intérimaires, qui sont inférieurs de 20 à 30 % à ceux des travailleurs en fixe, le recours à l'intérim peut même constituer une économie nette.

Mais surtout, il faut prendre en compte le grand nombre d'avantages que le patronat retire du recours à l'intérim :

— Il peut ainsi faire face aux pointes saisonnières de la production, sans embaucher du personnel fixe qu'il lui serait difficile de licencier.

— Il écarte un certain nombre de frais fixes liés à la gestion et à l'embauche du personnel : frais d'établissement des payes, services d'embauche (petites annonces,

essais, etc.).

— La seule présence de travailleurs temporaires constitue un moyen de pression sur les autres travailleurs en cas de conflits sociaux.

— L'embauche de « temporaires » permet de sélectionner bien plus sévèrement le personnel, sur une plus longue période de temps (les trois mois de temps de mission maximum fixés par la loi de 1972, qui peuvent d'ailleurs être prolongés sur dérogation de l'inspection du travail).

— Le travail temporaire supplée en pratique les garanties contre le licenciement que la loi donne aux salariés.

— Il permet parfois d'éviter de passer un seuil critique (par exemple, au-delà de 50 salariés, création prévue par la loi d'un Comité d'entreprise, qui entraîne des frais et des problèmes pour les patrons).

— Globalement, il permet au patronat une utilisation qu'il juge plus « rationnelle » de la main-d'œuvre, qu'il fait ainsi tourner d'un secteur à l'autre au gré de la conjoncture et des besoins saisonniers. Et, globalement, le fait qu'un grand nombre d'entreprises n'embauchent plus qu'à travers l'étape obligatoire de l'intérim constitue une pression importante sur les salaires.

Alors, tous ces avantages valent bien, pense le patronat, qu'il abandonne une partie de ses profits aux patrons d'entreprises intérimaires !

# ail temporaire ?

## Les grands de l'intérim et la "moralisation" de la profession

Le secteur du travail intérimaire est composé, à côté d'une multitude de très petites entreprises, de quelques grands qui dominent le marché : en premier lieu Manpower, Bis et Ecco. A eux trois, on peut estimer qu'ils emploient 65 % des travailleurs intérimaires en France. Ce sont ces « grands » qui, depuis quelques années, se sont prononcés en faveur de l'organisation et de ce qu'ils nomment la « moralisation » de la profession. Manpower a été, dans ce domaine, un pionnier, puisque dès 1969 — c'est-à-dire trois ans avant la loi de 1972 réglementant le travail intérimaire — cette entreprise a élaboré avec la CGT un accord d'entreprise.

Jusqu'à une date récente, deux syndicats patronaux se faisaient concurrence : le SNETT (dominé par Bis) et le NORMATT (dominé par Manpower). Répondant à un désir formulé depuis longtemps par le CNPF, ils ont fusionné en juin dernier, pour former un syndicat unique : l'UNETT (Union nationale des entreprises de travail temporaire). La « moralisation » recherchée par ce syndicat patronal consiste surtout à chercher à éliminer les petites entreprises de travail intérimaire, souvent très éphémères, qui se créent très vite et disparaissent tout aussi vite, en ne réglant parfois ni leurs employés ni les charges sociales qu'elles doivent à la Sécurité sociale. La loi prévoit que, dans ce cas, c'est l'entreprise utilisatrice qui paye les charges sociales. On comprend donc pourquoi le vœu du CNPF, représentant le patronat utilisateur, est que l'on parvienne à un « assainissement » de la profession, et pourquoi les « grands » de l'intérim veulent supprimer leur concurrence.

Dans ce but, une société de caution mutuelle, la SOCAMETT, vient d'être créée par l'UNETT, pour garantir les entreprises utilisatrices contre de telles « défaillances » des entreprises de travail temporaire. Le but est de montrer qu'il existe des entreprises de travail temporaire, celles adhérentes à l'UNETT et à la SOCAMETT, qui offrent toute garantie à leurs clients, et de renforcer du même coup ces entreprises-là contre la concurrence des petits qui, en pirates, cherchent sans cesse à se placer sur le marché de l'intérim.

On le voit, les « grands » de l'intérim sont bien engagés dans une opération qui vise, selon leur propre expression, à améliorer leur image de marque, ternie par ce qu'ils nomment les « brebis galeuses » de la profession. En somme, pour avoir le droit d'être marchand d'esclaves, il faudra désormais montrer patte blanche. Les gros requins de l'intérim veulent garder le monopole du marché aux esclaves moderne qu'est le travail intérimaire.

## La loi de 1972

# L'institutionnalisation de l'intérim

Depuis 1945, la loi stipule que l'Etat a le monopole du placement de la main d'œuvre, à travers les services régionaux et départementaux de la Main d'œuvre, c'est-à-dire aujourd'hui l'Agence Nationale Pour l'Emploi. Dans le même esprit, le code du Travail précise que « l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, ou marchandage, est interdite ». Cela signifie clairement que toute entreprise privée ayant pour objet le placement des travailleurs est interdite.

De même, l'emploi d'un travailleur par une entreprise de travail intérimaire institue une embauche « temporaire », en fait sans aucune garantie contre le licenciement.

Pour ces deux raisons, les entreprises de travail intérimaire pouvaient être considérées tout simplement comme des officines de placement, illégales, ne respectant pas le code du Travail... du moins jusqu'à la loi du 3 janvier 1972. Cette loi, souhaitée par les employeurs pour « moraliser » la profession, a en fait pour principal effet de légaliser l'existence des entreprises de travail temporaire, en les considérant, justement, comme des entre-

prises et non comme des bureaux de placement, considérant que le salarié temporaire est lié, non pas à l'entreprise qui l'utilise, mais à l'entreprise de travail intérimaire.

Cette loi stipule que les entreprises ne peuvent faire appel au travail temporaire que dans certains cas précis : absence temporaire d'un salarié (congé maladie, service militaire, etc.), surcroît exceptionnel d'activité ou création d'activités nouvelles, dans l'attente de l'embauche de personnel stable, travaux urgents. Elle interdit l'embauche d'intérimaires pour remplacer des grévistes.

En principe, les « missions » ne devraient pas dépasser trois mois. Au-delà, il faut l'autorisation de l'inspecteur du travail. Mais rien n'empêche une entreprise de faire occuper un poste de travail, en permanence, par des travailleurs temporaires... à la seule condition d'en changer tous les trois mois au moins !

La loi de 1972 règle aussi les conditions de l'exercice des droits syndicaux et de la représentation du personnel dans les entreprises de travail temporaire. En particulier, elle institue une protection des délégués du personnel, des délé-

gués au Comité d'entreprise, des délégués syndicaux, contre le licenciement, analogue à celle qui existe dans le reste des entreprises. Et, quand il s'agit d'un de ses délégués, elle assimile à un licenciement le fait, pour l'employeur, d'interrompre un contrat de travail temporaire ou de notifier à un délégué qu'elle ne lui confiera plus de mission.

Mais il n'y a que dans ce cas que l'interruption du contrat de travail temporaire, ou son non-renouvellement, est considéré comme un licenciement. Le principal effet de la loi est justement d'institutionnaliser cette nouvelle forme de contrat, le « contrat de travail temporaire », qui aurait pu, avant elle, être considéré comme illégal. Ce contrat de travail est, nécessairement, à durée limitée (moins de trois mois), qui peut être déterminée d'avance ou rester indéterminée. Autrement dit, il dégage l'employeur de toute obligation d'emploi à l'égard du travailleur, qui peut être privé d'emploi du jour au lendemain, lorsque la mission qui faisait l'objet du contrat est terminée. Il ne s'agit pas d'un licenciement, mais seulement de la fin d'un contrat. Il n'y a que dans le cas où

il est mis fin à une mission avant le terme prévu que les tribunaux ont assimilé cela à un licenciement donnant lieu à préavis d'indemnité.

Le fait que la loi sur le travail intérimaire ait vu le jour au moment même où se mettait en place toute une législation sur les licenciements abusifs, tendant à augmenter la protection des travailleurs contre les licenciements, n'est certainement pas un hasard. L'obligation faite aux employeurs de respecter certaines règles en matière de licenciement était, au même moment, compensée par la reconnaissance de la possibilité de recourir au travail intérimaire.

On le voit, c'est essentiellement aux besoins et aux problèmes du patronat que la loi de 1972 a voulu répondre. Et la plupart de ses articles, en fait, sont consacrés à définir la « moralisation » de la profession, c'est-à-dire à imposer, dans l'intérêt des utilisateurs, certaines règles et garanties aux entreprises de travail intérimaire.

Quant aux garanties envers les travailleurs, la loi ne fait qu'institutionnaliser leur inexistence !

## Le travail temporaire dans le monde

La plupart des pays de la Communauté européenne, (à part la Grande-Bretagne) ont ratifié la convention 96 de l'Organisation Internationale du Travail qui interdit le placement payant. Dans la plupart des pays, dont la France, des articles de loi attribuent à l'Etat le monopole du placement de la main d'œuvre. Mais tous n'en admettent pas moins le travail temporaire soit en considérant les maisons d'intérim comme des « entreprises de travail temporaire », et non comme des bureaux de placement, soit en considérant les travailleurs temporaires comme des travailleurs indépendants (cas des Pays-Bas).

Le résultat est que, dans la plupart des pays industriels, le travail temporaire s'est mis à prospérer. On estime qu'il représente 1,3 % de la population

active aux Etats-Unis, 1,2 % en Belgique, 0,8 % en France et en Suisse, 0,6 % en Grande-Bretagne (estimations de 1972, citées par G. Caire : *Etude du travail intérimaire*), et que ce pourcentage pourrait continuer d'augmenter jusqu'à 3 ou 5 %.

La seule exception est l'Italie, où une loi de 1960 considère comme illicite tout contrat de travail conclu dans le cadre d'une « pseudo-entreprise de prestation d'ouvrage ou de fourniture de main d'œuvre ». Traditionnellement, la réglementation du marché de la main d'œuvre est étroite dans ce pays de chômage important.

## Les autres intérimaires

La Fonction publique est un mauvais client pour les entreprises de travail temporaire. Et pour cause : elle recrute tout simplement ses propres intérimaires, les auxiliaires. Qu'il s'agisse de l'administration, de l'enseignement, de l'Assistance publique ou de la SNCF, les auxiliaires dans en

commun avec les travailleurs intérimaires le fait d'être sous-payés, mutables et licenciables à merci, de ne bénéficier d'aucune sécurité d'emploi.

Ajoutons que d'autres professions recrutent tout simplement elles-mêmes leurs intérimaires. C'est le cas de la vente par correspondance. Ainsi, les Trois Suisses, à Lille-Roubaix, pour faire face aux pointes saisonnières de cette activité, embauche systématiquement une bonne part des travailleurs sous contrat de trois mois, pour les licencier à la fin de cette période, la « pointe » passée.

## Des agences de chômage à temps partiel

Les agences d'intérim qui, à la faveur de la crise, se sont multipliées, tendent à se substituer, vis-à-vis du chômeur, à

l'Agence Nationale Pour l'Emploi.

Grâce à des moyens beaucoup plus importants, elles ont un réseau d'agences beaucoup plus étendu : au 31-12-1975, les 1100 entreprises d'intérim entretenaient 2200 agences, soit six fois plus que les agences de l'ANPE. Ce réseau est en outre favorisé par une intense publicité, publicité qui n'hésite pas d'ailleurs à entretenir une confusion entre agences d'intérim et ANPE. Une agence d'intérim n'a d'ailleurs pas hésité à s'intituler « Agence nationale pour l'intérim », l'ANPI, en quelque sorte !

Ainsi, si au cours de l'année 1974 590.000 travailleurs ont été placés par l'intermédiaire de l'ANPE, pour la même période, on estime à 400.000 le nombre des travailleurs placés par l'intermédiaire d'agences de travail temporaire.

Mais ces agences d'intérim font en général des travailleurs des chômeurs à temps partiel. Cette escroquerie semble ne pas gêner beaucoup les pouvoirs publics. Il faut croire qu'ils ont trouvé là un moyen pratique de « résorber le chômage » — du moins le chômage officiellement recensé.

# dossier

travail  
temporaire

## Imposer les mêmes droits

## et les mêmes garanties pour tous les travailleurs

Le travail temporaire est actuellement utilisé par le patronat, non seulement pour embaucher, en période de chômage, des travailleurs sous-payés, mais aussi pour faire face aux à-coups de la production, aux besoins brusques et provisoires de personnel, afin d'éviter d'embaucher en fixe un personnel qu'il ne pourrait utiliser à plein toute l'année. En particulier, l'absence d'étalement des périodes de vacances, le fait que celles-ci soient concentrées sur deux ou trois mois d'été, amène les entreprises à accentuer, dans cette période, le recours aux travailleurs temporaires.

Ce procédé est d'ailleurs devenu une facilité et le patronat, bien souvent, s'évite ainsi de planifier le travail, de le prévoir et de l'organiser sur une longue période de temps. Il lui permet de prévoir l'embauche en fixe d'un minimum de personnel, en s'évitant l'embauche du volant de travailleurs supplémentaires nécessaire pour pallier les absences pour maladie et les départs en vacances : les travailleurs temporaires peuvent jouer avantageusement ce rôle. Et en servant ainsi de « bouche-trous » que l'on peut promener d'un endroit à l'autre, ce sont les travailleurs temporaires qui font les frais de cette imprévoyance et de cette anarchie inhérentes au système capitaliste.

Mais le principe d'une rotation des travailleurs d'une entreprise à l'autre n'est pas en soi condamnable. D'ailleurs, une minorité de travail-

leurs temporaires — ceux qui sont les plus qualifiés et n'ont guère de problèmes d'embauche — en font librement et consciemment le choix et préfèrent ce mode d'activité, qui leur permet tout à la fois de varier leur travail, d'augmenter leur qualification, de disposer de plus de liberté, de choisir eux-mêmes leurs dates de vacances par exemple.

Il faut faire la part de l'imprévoyance et de l'anarchie inhérentes au système capitaliste, de l'absence totale de planification de la production, dans le domaine de l'utilisation du personnel comme dans les autres. Mais, même si l'on en tient compte, le problème de la rotation des travailleurs d'une entreprise à l'autre, en fonction des variations de la production, le problème du remplacement des absents pour cause de maladie ou de congés, sont des problèmes réels, qui pourraient se poser également dans une économie socialiste. Mais justement, le capitalisme donne à ces problèmes la pire solution qui soit, à travers le travail temporaire. Il fait endosser aux travailleurs temporaires, et non au patronat, les frais inhérents à l'existence d'un volant de travailleurs de remplacement. Ce sont eux qui payent les trajets longs, les déplacements d'un point de travail à un autre, les difficultés dues à l'arrivée dans un lieu de travail qu'ils ne connaissent pas. Surtout, ce sont eux qui courent le risque de ne pas avoir d'emploi, et donc pas de salaire, entre deux mis-

sions. Et par surcroît, le patronat utilise le travail temporaire comme un moyen de retirer aux travailleurs des droits et des garanties qu'ils ont conquis !

Ce n'est donc pas au principe du travail temporaire — il vaudrait mieux dire travail par rotation — que les révolutionnaires s'en prennent donc. C'est au fait que le patronat s'en serve pour faire des intérimaires, avec les auxiliaires de la Fonction publique, une catégorie de travailleurs à qui il dénie certains droits et qui lui servent du même coup, par une manœuvre classique de division, à faire pression sur les autres travailleurs. Voilà pourquoi la seule solution est d'imposer au patronat de payer le prix qu'il faut : les travailleurs intérimaires doivent avoir les mêmes garanties que les autres, avoir leur salaire garanti, que leur employeur les envoie ou non en mission. C'est d'ailleurs un objectif, dans les conditions du chômage, qui concerne l'ensemble des travailleurs. Ils doivent bénéficier des mêmes droits que les travailleurs des entreprises où ils sont envoyés, avoir les mêmes garanties contre le licenciement. Il n'y a qu'à cette condition que le travail temporaire peut devenir, non plus un moyen de surexploitation, mais une activité comme une autre.

Imposer cela, c'est un objectif d'ensemble pour la classe ouvrière, qui ne peut accepter qu'une partie d'entre elle soit laissée pour compte, sans droits et sans garanties.

## Les luttes des travailleurs temporaires

Si les travailleurs temporaires sont souvent dans les entreprises, les plus exploités, ce sont aussi ceux pour qui la lutte est la plus difficile. Sur son lieu de travail, si le travailleur temporaire lutte pour de meilleures conditions de travail, on lui répond de s'adresser à son employeur, qui est juridiquement, non le patron utilisateur, mais... l'entreprise de travail temporaire. S'il lutte pour de meilleurs salaires, s'il se mêle aux luttes des travailleurs de l'entreprise qui l'utilise, il est parmi les plus vulnérables, car son employeur peut le licencier sur-le-champ, en déclarant qu'il met fin à sa mission.

Malgré cela, les luttes des travailleurs intérimaires n'ont pas manqué ces dernières années. Que ce soit pour imposer de meilleurs salaires, pour imposer l'embauche des travailleurs intérimaires par l'entreprise utilisatrice ou pour refuser de jouer le rôle de briseurs de grève, ils ont su souvent remporter des succès.

C'est ainsi que, le 18 septembre dernier, les 400 travailleurs émigrés employés à la société Nota-Intérim, qui fournit Peugeot à Sochaux, se mettaient en grève contre leur patron, un homme d'extrême-droite qui, il y a quelques années, a utilisé sa maison d'intérim comme cou-

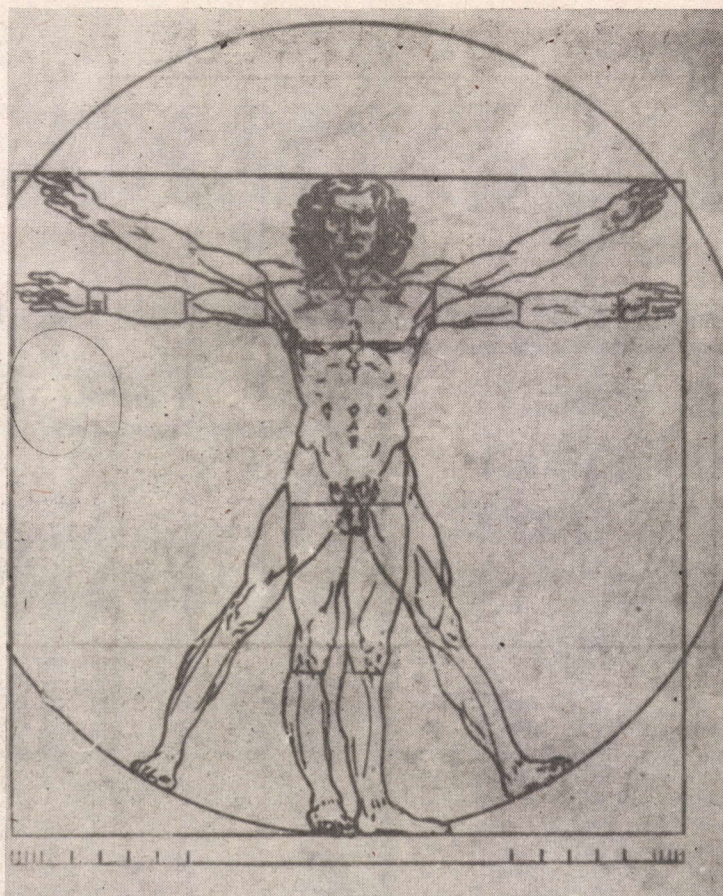
verture pour les milices patronales de Peugeot. Au bout d'une journée de grève, les travailleurs ont obtenu :

— Le paiement d'une prime de 300 F en octobre.

— L'augmentation de 42 centimes du taux horaire, porté ainsi à 9 F de l'heure.

— Une indemnité de 10 F par jour, pour compenser la fermeture de l'usine au mois d'août.

Lutter est possible. Surtout si les travailleurs « en fixe » aident à briser l'isolement qui sépare d'eux le travailleur temporaire, s'ils les aident par leur solidarité active à surmonter cette division voulue par le patronat.



L'insigne de la société Manpower dit bien ce qu'elle vend...

## Les syndicats et le travail temporaire

Confrontée au problème du travail temporaire, la CGT a créé un syndicat spécialisé, le SNSETT (Syndicat national des salariés des entreprises de travail temporaire). La CFDT quant à elle s'est refusée à créer un tel syndicat : estimant que cela constituerait un pas vers la reconnaissance de fait des entreprises d'intérim, elle a donné au syndicat des intérimaires le statut de commission spécialisée au sein du syndicat des Services, commission chargée d'informer les différents syndicats et sections CFDT. Pour la même raison, la CFDT se refuse à signer aucune convention collective ou accord d'entreprise. Par contre, la CGT a accepté de signer un accord avec la direction de Manpower, ce qui revient en effet à accepter le statut actuel des travailleurs intérimaires.

Du point de vue des revendications avancées, elles visent à supprimer ou à réduire les inconvénients liés à la position d'intérimaire :

— La CGT revendique, pour les travailleurs intérimaires, l'égalité des droits, de véritables contrats de travail à durée illimitée, le respect des qualifications et des classifications, l'application des avantages conventionnels et acquis applicables à l'entreprise utilisatrice, enfin le respect des droits syndicaux.

— La CFDT, quant à elle, revendique également l'application des conventions collectives et la titularisation des postes où sont employés des intérimaires, leur mensualisation, la garantie du salaire entre deux missions, le maintien de la qualification et du salaire d'une mission à l'autre.

Enfin, tout en reconnaissant la « nécessité économique » du travail temporaire, la CGT comme la CFDT réclament la suppression des entreprises d'intérim, ou plus exactement, reprenant en cela un paragraphe du Programme commun, leur nationalisation, c'est-à-dire leur passage sous le contrôle de l'Agence Nationale Pour l'Emploi. Mais une telle mesure — si même elle était prise — ne pourrait suffire à en finir avec les pratiques de négriers des employeurs, indépendamment d'une lutte d'ensemble de la classe ouvrière pour les contraindre à y mettre fin. Elle risque fort de n'aboutir à rien de plus qu'à un service « nationalisé » de l'intérim. En quoi cela vaudrait-il mieux pour les travailleurs temporaires ?

### INTERVIEW D'UN RESPONSABLE CFDT DES INTERIMAIRES

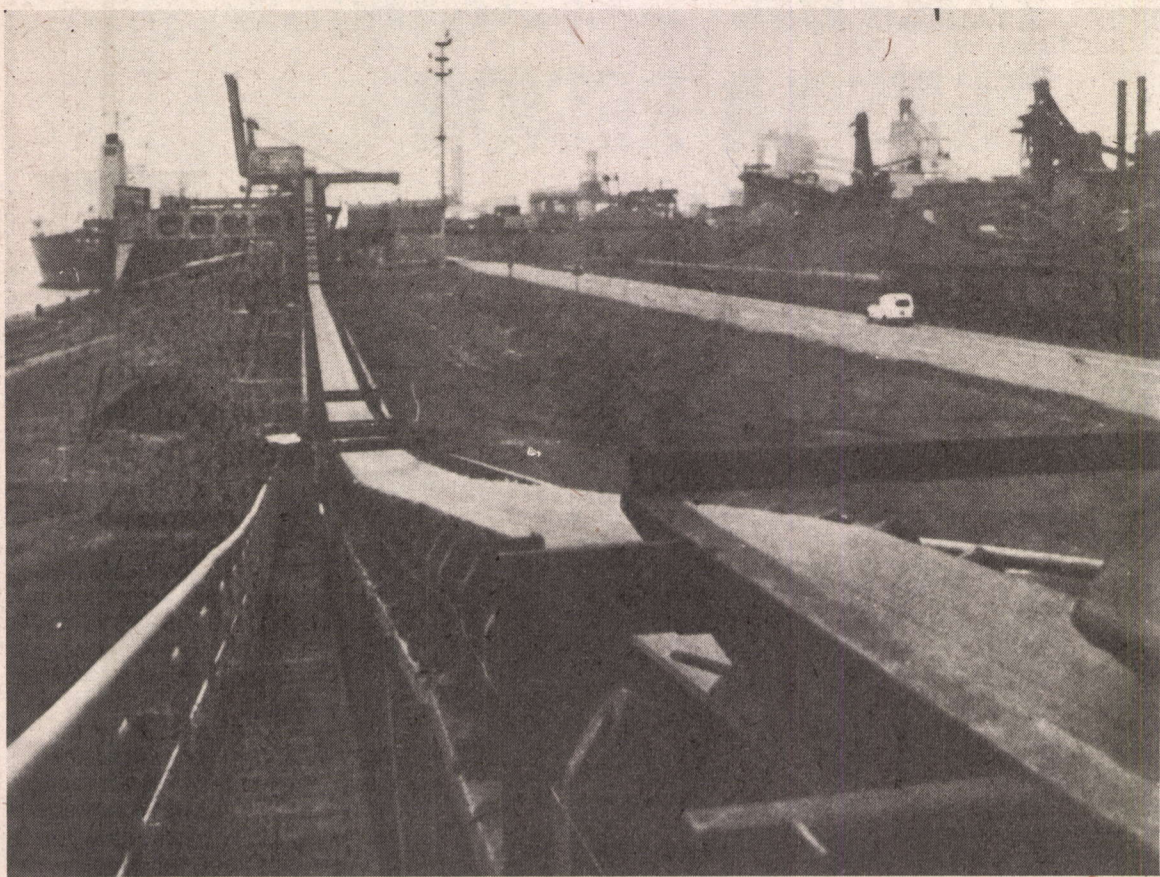
« Quels sont vos modes d'intervention ?

— Nous œuvrons à l'intérieur de nos structures syndicales de manière à ce que les problèmes des « hors-statut », dont l'intérim n'est qu'un cas particulier, soient pris en considération par les syndicats et sections des services.

Dans les entreprises de travail intérimaire, nous avons des délégués syndicaux. Cela semble contradictoire, mais c'est surtout pour profiter des avantages accordés aux délégués, comme la protection légale. Ainsi nous pouvons connaître plus de choses et mieux informer. Nous refusons de négocier quoi que ce soit avec les patrons. A Manpower, en 1969, la CGT a signé un ac-

cord avec la direction. Nous avons refusé. Aussi a-t-elle deux permanents à plein temps rémunérés, alors que nous n'avons que les 15 heures légales. La direction fait bien sûr pression sur nos délégués. Il est vrai que c'est facile dans le cas d'un intérimaire : on l'envoie loin, on le déqualifie, on ne lui trouve pas de missions.

Aujourd'hui le syndicat patronal nous demande de signer une convention collective semblable à celle passée entre Manpower et la CGT. Cela les arrange parce que cela reviendrait à admettre le fait de l'intérim. Ce que nous nous refusons. De plus, ce serait revenir sur de nombreux acquis de l'ensemble de la classe ouvrière. »



## Les travailleurs du Matagglo en grève

Quatre-vingt-cinq travailleurs du Matagglo sont en grève depuis le samedi 2 octobre. Il s'agit des équipes qui manœuvrent les bandes transporteuses qui vont du quai minéralier aux hauts fourneaux. Gagnant moins de 2 200 francs pour certains, alors qu'ils travaillent en 4 x 8, c'est-à-dire de nuit comme de jour, dimanches et fêtes compris, ils sont parmi les moins payés de l'usine. Ils ont, bien sûr, des revendications de salaire. Ils réclament 1 000 F de prime annuelle de bilan, une prime de déchargement de 500 F, le passage des classes 8, 9 et 10 à la classe 11 et, surtout, 300 F d'augmentation pour tout le monde.

Depuis le début du mouvement, non seulement la direction n'a rien lâché, mais elle a multiplié les tentatives d'intimidation et de division. C'est ainsi qu'elle a mis au chômage les portiqueurs qui, parce que le minerai n'est plus évacué, ne peuvent plus décharger les bateaux. Les cadres et une partie de la maîtrise ont tenté de remettre les installations en route, manœuvre à laquelle se sont opposés les grévistes présents. C'est en s'appuyant sur les constats de l'huissier qui accompagnait les briseurs de grève qu'elle a engagé des procédures de licenciement contre six travailleurs.

Enfin, au Comité d'entreprise convoqué pour la circonstance lundi 11 octobre, Callewaert, le directeur, annonçait une éventuelle mise au chômage de toute l'usine si le mouvement continuait à la fin de la semaine.

Il y a, bien sûr, une part de bluff et une tentative d'intimider et de diviser les travailleurs dans cette menace, mais il n'en demeure pas moins que la direction ne dispose plus que de quelques jours de stock de minerai pour alimenter les hauts fourneaux et que, ce stock épuisé, elle est tout à fait capable de mettre ses menaces à exécution plutôt que de céder sur des revendications de salaire qui, au fond, concernent tous les travailleurs. Car, en fait, le principal problème de la grève du Matagglo est là : à 85, aussi déterminés soient-ils, ils ont peu de chances de faire reculer la direction, et bien que les travailleurs sentent que leur principale chance de succès résiderait dans une extension du mouvement, les syndicats ne font rien d'efficace dans ce sens. La CGT, qui a plus ou moins suivi le mouvement jusqu'à lundi dernier, propose depuis « de nouvelles formes d'action » : deux heures ou quatre heures de grève par poste; ou encore deux jours de travail, deux jours de grève etc. Mais, bien sûr, pas un mot sur une éventuelle extension du mouvement. La CFDT (qui dirige en fait le mouvement du Matagglo), elle, a fait quelques réunions dans les secteurs et même avait proposé des débrayages de solidarité. Mais le seul qui ait eu lieu a été organisé dans une seule équipe à l'aciérie 1 alors que rien n'était fait dans les trois autres équipes.

Correspondant local.

L'austérité à l'œuvre...

## 2000 licenciements à l'Assistance publique

Alors que les exemples ne manquent pas où, par manque de personnel qualifié et par la fatigue qu'entraînent les effectifs insuffisants, des erreurs dramatiques mettent en péril la santé des malades, l'administration de l'Assistance publique licencie. C'est ainsi qu'elle est en train de jeter à la rue près de 2 000 travailleurs non titulaires qui ne touchent aucune indemnité. Et si au CHU de Clermont-Ferrand, les chiffres sont moindres,

il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu de nombreux licenciements d'auxiliaires et que des menaces sont en cours. Ils ont lieu pour les mêmes raisons qu'à l'Assistance publique : la politique d'austérité du gouvernement.

Et, comme à l'Assistance publique, nous devons refuser de voir des camarades jetés à la rue.

(Extrait du bulletin LO CHR St-Jacques - Clermont-Ferrand du 4-10-76.)

## en lutte

Mercredi 6 octobre

**Les grands magasins de Bastia (Haute Corse) :**

après plusieurs débrayages partiels depuis le 29 septembre pour le réajustement de la valeur du point, les 210 employés se sont mis en grève et les cinq magasins sont fermés.

**SMIP à Aizenay (Vendée) :**

70 travailleurs sur les 110 salariés sont en grève pour des revendications salariales (prime de transport, révision des classifications) et la suppression des contrats à durée déterminée.

**Caisse d'Epargne de Paris :**

les employés se sont mis en grève par 762 voix contre 28 suite à la suppression ou diminution de la prime de fin d'année et la suppression du service immobilier de la Caisse d'Epargne de Paris dont la gestion serait remise à un organisme privé.

Jeudi 7 octobre

Journée de grève nationale à l'appel de la CGT et de la CFDT.

Vendredi 8 octobre

**Tréfilerie et atelier de Commercy (Meuse) :**

225 ouvriers se sont mis en grève pour réclamer une prime d'insalubrité dont bénéficient techniciens et agents de maîtrise.

**Compagnie des Transports Bisontins (Besançon) :**

les chauffeurs de bus continuent la grève démarrée jeudi pour protester contre le licenciement d'une employée stagiaire et pour des revendications de salaire.

**Rouen :**  
à la suite de la journée

d'action du 7, une partie des 1800 salariés communaux n'a pas repris le travail. Ils réclament le 13<sup>e</sup> mois, des effectifs supplémentaires et la titularisation de l'ensemble du personnel.

Lundi 11 octobre

**Les aciéries Sacilor à Hagondange :**

les 2 600 ouvriers ont repris le travail lundi après que les responsables des syndicats CGT et CFDT aient accepté le principe d'une prochaine rencontre paritaire. Tout le personnel avait été mis au chômage technique, suite à la décision, prise par les ouvriers du service finissage des laminoirs, de continuer leur grève entamée le 14 septembre pour obtenir une amélioration des salaires et la révision de leur classification.

Mardi 12 octobre

**Groupe Pétrolier Avion :**  
une centaine d'employés du GPA, chargés de ravitailler en carburant les avions, ont fait grève deux heures pour appuyer leurs revendications : une augmentation de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Mercredi 13 octobre

**Air Afrique :**

le personnel au sol d'Air Afrique continue sa grève commencée lundi 4 octobre et occupe l'agence de la compagnie sur les Champs-Élysées. Le personnel en grève demande une nouvelle grille de salaire, 300 F d'augmentation pour tous, et l'arrêt de la mise en place du personnel d'encadrement détaché d'UTA et d'Air France, qui bloque la promotion interne.

AEROGARE ORLY-SUD

## Débrayage contre les CRS

Sur la piste et dans l'aérogare, les contrôles des laissez-passer se multiplient. La police de l'air menace même de nous sanctionner si nous ne portons pas notre badge agrafé sur notre veste. Mais comment peut-on charger sans risquer fort de le perdre ?

Dans la galerie « bagages », dix, vingt fois par jour nous passons devant le même CRS qui, à chaque fois, vérifie de nouveau notre badge. Parfois ce flic nous bouscule sans ménagement, comme mardi 5 octobre par exemple. Ce jour-là, exaspérés de travailler dans de telles conditions, nous

avons arrêté le travail et nous sommes montés chez le chef du service « passages », pour protester contre ces contrôles stupides, contre ces mauvais traitements, contre toutes ces chicaneries.

On nous a conseillé de nous taire, de ne pas répondre aux CRS. Supporter et se taire ! Tout un programme que nous ne suivrons pas, car à chaque incident nous sommes bien décidés à débrayer.

(Extrait du bulletin LO Orly-Sud Air France.)

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (ST-NAZAIRE)

## Grève contre le travail du samedi

A l'occasion du transfert d'un pétrolier, d'un bassin à un autre, la direction des Chantiers de l'Atlantique avait décidé de faire chômer le mercredi 20 octobre tous les travailleurs de ce bord et de les faire récupérer le samedi précédent. Dès qu'ils furent mis au courant de cette décision, les travailleurs concernés se mettent en grève à l'embauche du mardi matin et c'est à 300 qu'ils accompagnent les délégués du personnel à la direction pour exiger : pas de travail le samedi; travail en horaire du matin le mercredi de la manœuvre du pétrolier; transport adapté à cet horaire; paiement des heures de grève. Après deux heures de grève, les patrons annulent leur décision et acceptent les revendications. Par contre, ils refusent de payer les heures de grève. Lors des précédents transferts, la direction avait déjà réussi à appliquer cette politique de récupération. Cette fois-ci, les travailleurs ne se sont pas laissés

faire et, en retournant à bord, les ouvriers satisfaits disaient : « On ne nous prendra plus pour des pions ».

Correspondant local.

L'austérité à l'œuvre...

## 2000 licenciements à l'Assistance publique

Alors que les exemples ne manquent pas où, par manque de personnel qualifié et par la fatigue qu'entraînent les effectifs insuffisants, des erreurs dramatiques mettent en péril la santé des malades, l'administration de l'Assistance publique licencie. C'est ainsi qu'elle est en train de jeter à la rue près de 2 000 travailleurs non titulaires qui ne touchent aucune indemnité. Et si au CHU de Clermont-Ferrand, les chiffres sont moindres,

il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu de nombreux licenciements d'auxiliaires et que des menaces sont en cours. Ils ont lieu pour les mêmes raisons qu'à l'Assistance publique : la politique d'austérité du gouvernement.

Et, comme à l'Assistance publique, nous devons refuser de voir des camarades jetés à la rue.

(Extrait du bulletin LO CHR St-Jacques - Clermont-Ferrand du 4-10-76.)

## LA PREHISTOIRE à PBU

Un travailleur de l'atelier CO à PBU a été hospitalisé vendredi matin avec un bras cassé et des brûlures au visage. L'explosion qui s'est produite à l'allumage d'un générateur d'oxyde de carbone aurait pu avoir des conséquences mortelles, car la porte de ce générateur, pesant plusieurs centaines de kilos, en étant rabattue par l'explosion, s'est tordue et a profondément entaillé une épaisse cornière d'acier. Des briques réfractaires ont été retrouvées à 30 mètres de là. Quant au travailleur qui se trouvait devant l'ouverture du four, c'est à plus de cinq mètres qu'il a été projeté.

Ce qui est scandaleux, c'est que, sans avoir déterminé les raisons de cet accident, la direction et l'ingénieur de l'atelier décidèrent quand même de faire démarrer par le personnel de l'atelier les autres fours. Comme cela était à craindre, deux autres fours explosèrent — quoique moins violemment — à l'allumage. On sait que, pour la direction, seule la production compte. Il n'en est pas de même pour nous : notre sécurité doit passer avant tout. Aussi nous devrions refuser de travailler, chaque fois qu'elle est menacée.

(Extrait du bulletin LO RPI du 4-10-76.)

## DELLE-ALSTHOM (VILLEURBANNE)

### ACCIDENT GRAVE

Mardi matin 5 octobre, un accident grave a eu lieu à l'usine de Delle-Alsthom Villeurbanne, dans les ateliers du CERDA (Centre d'études et de recherches de Delle-Alsthom). Le CERDA est l'endroit où sont pratiqués les différents essais mécaniques ou électriques des disjoncteurs destinés à être mis en fabrication ensuite.

Alors qu'un appareil était en cours de gonflage (mise en pression) jusqu'à obtention d'une pression de 3 bars, une des barres d'accouplement soumises à la pression (ces barres font un diamètre de 220 mm, la pression de 3 bars dans l'appareil représente une poussée initiale de 1 tonne environ sur ce diamètre) s'est comportée comme un piston.

Ceci était dû au manque de rigidité des barrettes de main-

tien — ces barrettes se sont en effet tordues sous l'effet de la pression. Un ouvrier d'une entreprise extérieure qui passait à ce moment-là, venant d'un autre local, a été frappé par la barre en pleine tête. Pour le moment son état est stationnaire mais tout danger n'est pas écarté.

Les premières constatations font remarquer que, pour se rendre dans un atelier, il faut en traverser un autre qui, en l'occurrence, se trouve être aménagé en station d'essais. Aucune indication ne laissait supposer le danger de l'appareil mis en pression. Et le manque de place, qui pousse la direction à s'accommoder des locaux existants aux moindres frais, cause une fois de plus un accident.

Correspondant LO.

## ACIERIES DE POMPEY (PONT-DE-L'ARCHE)

### DANGER DE MORT

Les Acieries de Pompey ont une usine dans la région de Pont-de-l'Arche (à une quinzaine de kilomètres de Rouen). C'est une usine bien connue pour ses bas salaires, la répression contre tous ceux qui essaient de lutter et des conditions de travail infectes.

À la Centrifugation, entre autres, le risque d'accidents graves est permanent. Le monorail qui sert à transporter les poches d'acier en fusion a un système d'arrêt qui fonctionne mal... c'est le moins qu'on puisse dire ! Il est déjà

arrivé plusieurs fois que ce système d'arrêt ne fonctionne pas et que poche et monorail tombent.

Cela veut dire que l'acier en fusion risque de se répandre dans l'atelier. La dernière fois que le monorail est tombé, la poche, en tombant, ne s'est heureusement pas renversée et par chance personne n'a été blessé. Mais on imagine ce qui se serait passé si l'acier s'était répandu...

Travailler à la Centrifugation, c'est risquer sa peau au travail tous les jours !

## TRAVAIL SAISONNIER DANS LA RÉGION DE BOURGES

Certains travaux dans l'agriculture mobilisent pour un temps une main-d'œuvre de travailleurs occasionnels particulièrement mal payés. Nous avons interviewé une étudiante qui s'est fait ainsi embaucher.

« Tu viens de faire la cueillette des pommes près de Bourges. Peux-tu raconter comment ça se passe ? »

— On devait travailler en principe au moins trois heures et demie par demi-journée, à répartir un peu comme on voulait. En fait, beaucoup de gens faisaient plus. Comme nous étions payés à la tâche, il n'y avait pas de contrôle sur nos horaires.

On gagnait 1 F pour une caisse de 15 kg, plus 6 centimes de prime, et 1,70 F pour une caisse de 20 kg, plus une prime de 8 centimes. La prime était donnée en principe si le travail était bien fait, c'est-à-dire si les pommes n'étaient pas cognées, si elles étaient cueillies avec soin, avec la queue et sans débris de branches. Mais pratiquement tout le monde avait la prime.

Si on calcule, cela fait environ 9 centimes par kilo. Donc, pour avoir un taux horaire équivalent

au SMIC, il faudrait cueillir 100 kg à l'heure, ce qui est presque impossible. Moi, en sept jours et demi, j'ai travaillé 72 heures, pour gagner environ 500 F.

— Quelles étaient vos conditions de travail ?

— Nous étions surveillés par le chef de culture. Mais il ne nous pressait pas, vu que nous étions « à la tâche ».

Nous travaillions avec une sorte de chariot qui permet de cueillir les branches élevées et que nous devions déplacer autour de l'arbre. Les jours de pluie et d'humidité, les chariots étaient glissants et plusieurs chutes ont eu lieu, sans gravité heureusement.

Mais le plus pénible, c'était la pluie et l'humidité : le travail les bras levés faisait couler l'eau dans les manches. Nous étions constamment trempés, sans compter que le terrain était plutôt boueux.

— Quelle sorte de gens vont faire les cueillettes ?

— Il y a en permanence 60 cueilleurs, mais près de 300 personnes différentes sont passées pendant la semaine.

La majorité sont des étudiants, français ou étrangers. Il y a aussi

des chômeurs, des gens qui ne souhaitent travailler qu'occasionnellement, d'autres qui viennent uniquement le week-end ou pendant leurs congés payés. Certains viennent même avec leurs enfants.

Beaucoup viennent de Bourges (17 km) ou de plus loin. Mais rien n'est prévu comme moyen de transport. Nous n'étions que six à être logés, dans deux pièces différentes mais sans sanitaires.

— Et avec les salariés permanents ?

— L'exploitation, qui fait 90 hectares et produit 1 200 tonnes de pommes par an, emploie cinq salariés qui travaillent hors-saison au calibrage ou aux expéditions. Mais on les connaissait peu, sauf une femme qui nous a raconté ses conditions de vie. Elle travaille au calibrage (tri des pommes selon leur taille) 9 heures par jour, payées au SMIC, jusqu'au 14 juillet. Puis elle a un mois de congés payés. Elle est ensuite mise au chômage un peu plus d'un mois, avant le faire la saison payée à la tâche (c'est-à-dire moins que le SMIC) et de reprendre son poste au calibrage. Et cela, tous les ans ! »



### La surprise du chef

Les horaires mobiles permettent à certaines vocations de s'épanouir.

Certains chefs, rongés par l'angoisse de laisser le personnel sans surveillance pendant les plages mobiles, arrivent à se tirer du lit beaucoup plus tôt que d'habitude, pour arriver au bureau à une heure où on ne les attend pas.

Pour le soir, une autre technique, moins fatigante mais qui nécessite surtout des talents de bouffon : le chef quitte son service manteau sur le dos, chapeau sur la tête et sac en main, on a entendu son pas décroître et, surprise, un quart d'heure après, il est de nouveau là. Personne ne l'a entendu revenir !

Quel est le chef qui trouvera

la technique la plus raffinée pour s'assurer que nous travaillons avant qu'il soit là et après qu'il soit parti ?

Le concours est ouvert.

(Extrait du bulletin L.O. CAPIMEC Malakoff, du 4-10-76)

### Quand le retard devient escroquerie

Depuis bien longtemps, le Centre de prestations de Liège croule sous le retard. Depuis si longtemps même, qu'il est reconnu comme tel et que les agents vivent avec.

Mais la situation s'aggrave : 12 000 dossiers de retard au 1<sup>er</sup> octobre 1976, qui attendent leur traitement dans une armoire. Le

plus grave est que c'est la catégorie de personnes la plus défavorisée qui en pâtit : les personnes âgées.

Depuis bien longtemps, les employés ont réclamé au personnel supplémentaire et des locaux en bon état. Les locaux, le personnel les aura peut-être. Quant au supplément de personnel, cette question reste en suspens.

Quand cessera-t-on de tourmenter les personnes âgées qui, en raison des complications et des tracasseries paperassières, renoncent purement et simplement à leurs droits ?

Quant à nous, employés, nous ne pouvons tolérer de travailler dans de pareilles conditions et nous ne pouvons accepter que les allocataires puissent être lésés dans leurs droits à cause de l'imprévoyance de la direction.

(Extrait du bulletin L.O. C.A.F.R.P. du 4-10-76)

CHANTIERS  
DE FRANCE  
(DUNKERQUE)

## PUGILAT A LA CFDT

Aux Chantiers de France (construction navale) à Dunkerque, la section syndicale CFDT a éclaté. C'est le résultat de longs mois de tensions vives entre les deux groupes qui y coexistaient : l'un qui regroupe ceux que l'on appelle « les jeunes », anciens sympathisants maoïstes, gauche du PS, et qui prennent pour argent comptant les déclarations plus ou moins radicales et gauchistes de la CFDT ; l'autre, « les vieux », dont les membres trustent le CE, anciens CFTC pour certains.

Peu à peu, tout au long de l'année, les questions de personnes s'ajoutant aux divergences, la tension était montée entre les deux groupes jusqu'à ce que, le 26 août, des coups soient donnés par un jeune délégué à un membre du CE. Les « jeunes » avaient sorti un tract dénonçant le travail au rendement sans en informer les autres membres de la section syndicale. D'où la discussion et bientôt les injures et les coups, dans le local syndical.

Le délégué au CE, « blessé », se rendit sur-le-champ à l'infirmerie et fit constater ses « blessures » — en expliquant leur cause — par le médecin de l'entreprise. Pour faire bonne mesure, il porta plainte contre le « jeune » au commissariat. Enfin, cinq ou six « vieux » se regroupaient à la porte de l'entreprise pour attendre les jeunes et, en public, sous les yeux des travailleurs qui n'y comprenaient goutte, ce fut l'échauffourée.

La direction, elle, sautait sur l'occasion pour se débarrasser d'un délégué combatif, le mettant à pied et entamant une procédure de licenciement. Lors du vote au CE, où la CFDT est majoritaire, quatre délégués CFDT et un CGC, délibérément, ne prenaient pas part au vote, alors que seul un délégué CFDT votait contre, avec un représentant de la CGT et celui de FO. L'inspecteur du travail ayant à son tour refusé le licenciement, le délégué était réintégré. Mais la direction a fait appel auprès du ministre du Travail. Dans le même temps, le syndicat dunkerquois de la Métallurgie excluait la « victime » et le secrétaire du CE, exclusions à la suite desquelles une douzaine de militants et délégués CFDT démissionnaient du syndicat et, pour quatre d'entre eux, demandaient et obtenaient leur adhésion à la CGT.

Changer de syndicat ou changer les syndicats ? De toute façon, la démocratie syndicale et la démocratie ouvrière restent partout à conquérir.

Correspondant LO.

VALLOUREC (NOISY-LE-SEC - 93)

## Une claque pour la direction

La section syndicale CFDT a progressé de 7 % aux élections du Comité d'entreprise. Il faut dire que ces élections, qui ont eu lieu le 6 octobre, prenaient cette année un caractère particulier. La direction venait de licencier, avec l'accord du ministre du Travail, un des responsables de la section CFDT, connu pour défendre les idées de Lutte Ouvrière.

La direction espérait se débarrasser d'une section syndicale remuante et encombrante. Elle comptait sur la démoralisation. La CGT, quant à elle, expliquait qu'il n'était plus nécessaire de voter CFDT : cela ne valait plus le coup, vu son affaiblissement à cause du licenciement d'un militant !

Mais ce vote a permis aux travailleurs d'exprimer leur mécon-

tentement et leur désaccord. La section CFDT est passée de 25 à 32 % des voix dans le collège ouvrier. La CGT, elle, perd 9 % des voix, passant de 70 à 61 %.

Il faut dire qu'elle paye la politique timorée qu'elle a eue pendant la grève de janvier-février de cette année, grève suivie par la majorité des ouvriers et où elle avait refusé de prendre une

attitude énergique face à la direction.

Dans l'usine, le résultat a été ressenti comme une bonne claque à la direction. Les chefs se réunissaient en conciliabules dans leurs bureaux. Quant aux messieurs de la direction, on n'en a vu aucun après les résultats.

Correspondant LO.

ETABLISSEMENT  
FURNON  
(ST-CHAMOND)

## Un patron soucieux de son image de marque

Vendredi 1<sup>er</sup> octobre, M. Furnon, propriétaire d'une petite usine (120 ouvriers), de Saint-Chamond, passait en correctionnelle pour entrave au droit syndical et à l'exercice de l'inspecteur du travail.

Ce patron n'avait guère négligé de moyens pour tenter d'intimider les ouvriers en grève il y a plus d'un an. La durée du conflit aura été émaillée de nombreux incidents : intervention de commandos de gros bras, coup de feu tiré contre le local où dormaient les grévistes occupant l'usine, menaces... L'inspecteur du travail, lui, avait été expulsé de l'usine lorsqu'il était venu constater les multiples infractions au Code du travail qui régnaient dans l'entreprise.

Le patron vient d'être condamné à plus d'un million d'amende, à verser 6.000 F à la CFDT, et à 7 mois de prison avec sursis. Ces condamnations ne l'ont pour autant pas empêché de poursuivre la procédure en diffamation qu'il a entamée contre des militants du PSU, de la LCR et de Politique Hebdo. Tous trois sont convoqués le 17 octobre par le juge d'instruction. Plusieurs militants CFDT ont d'autre part été interrogés au commissariat de police de Saint-Chamond.

Si cette fois un patron a été quelque peu égratigné par la justice, M. Furnon garde en elle une certaine confiance, puisqu'il n'hésite pas à porter plainte contre des militants qui ont osé dire tout haut et afficher publiquement ce que nombre de travailleurs pensent de lui tout bas.

Correspondant LO.

## La fusion Alsthom - Chantiers de l'Atlantique vue par les travailleurs de la C.E.M.

En 1977, il n'y aura plus qu'un seul constructeur de turbines en France : Turbo-France. La fusion des Chantiers de l'Atlantique avec l'Alsthom vient d'avoir lieu. Cette nouvelle société (Alsthom-Atlantique) va absorber début 1977 l'usine du Bourget de la Compagnie Electro-Mécanique (CEM), où se fabriquent les turbo-alternateurs de ce groupe.

Ces fusions et absorptions se sont faites sous la pression des pouvoirs publics, qui ne veulent plus qu'un seul constructeur en France, c'est-à-dire sous la pression du ministre d'Ornano : « **Marierez-vous, ou vous n'aurez plus de commandes de l'EDF.** » C'est

donc contrainte et forcée que la CEM, qui appartient au groupe suisse Brown-Boveri, a dû accepter de vendre son usine du Bourget.

Mais il y a trois ans, après le discours de Messmer annonçant l'orientation de la France vers le nucléaire, l'Alsthom comme la CEM ont cru chacune pouvoir obtenir la plus grosse part des commandes EDF, d'où la course et le gâchis de double investissement, l'Alsthom investissant dix milliards et la CEM trois milliards. Car maintenant que Loygue, P-DG de l'Alsthom, et Koch, P-DG de la CEM, ont fini par s'entendre, la nouvelle future société

Turbo-France sera capable de fournir environ 12 centrales par an. Mais, pour l'instant du moins, le carnet de commandes est bien faible. Et le personnel, lui, n'est pas rassuré, même si on lui raconte que les techniques de fabrication de turbo alternateurs seront conservées. Surtout que, depuis le 5 octobre, le personnel du Bourget sait qu'il ne fera plus d'alternateurs et que, dans l'immédiat, la plupart des bureaux d'études font double emploi.

Comme l'on sait de quelle façon le patronat a l'habitude de régler ce genre de problèmes, c'est la riposte qu'il faut préparer.

## Mariage manqué

La fusion envisagée entre la Néogravure (l'imprimerie de Corbeil - ex-Crétet) et Victor-Michel (située à Lieusaint) n'aura pas lieu. Les patrons n'ont pu aboutir à leur union.

Dès que la nouvelle a été rendue publique, la direction de Télé-7 Jours, qui jusqu'alors faisait exécuter une partie du travail chez Victor-Michel et l'autre partie à la Néo, a annoncé son intention de tout confier désormais à la seule Néo. C'était déjà dans les projets de Télé-7 Jours et cela ne peut que satisfaire Jeanson, le dirigeant de la Néo. Cela devait probablement faire

partie du chantage au mariage. Mais la direction de Victor-Michel répond par un autre chantage. Si Télé-7 Jours retire ses travaux, ce qui représente pour Victor-Michel 80 % de son chiffre d'affaires, il ferme purement et simplement la boutique. C'est-à-dire qu'il menace de mettre 450 travailleurs au chômage.

Les travailleurs de cette entreprise, en apprenant la nouvelle, ont d'ailleurs débrayé. Mais ils se sont retrouvés seuls car, pour les responsables syndicaux, qui à la Néogravure ont depuis des mois revendiqué le « maintien du po-

tentiel industriel sur place », c'est-à-dire à Corbeil, cette nouvelle est accueillie presque comme un succès. Le sort des 450 travailleurs de Victor-Michel ? Pour ces drôles de syndicalistes, pas de problème. Qu'on rapatrie les travaux de l'étranger ! Tarte à la crème des revendications du syndicat du Livre. Cela doit suffire d'après eux à remplacer le travail que le patron de la Néogravure prend à Victor-Michel. Car pour eux, l'essentiel, c'est de sauver la Néogravure, même au prix des licenciements de leurs camarades. Et cela, il faut le dire, est une constante dans leur politique

## 63<sup>e</sup> Salon de l'auto- mobile

Ouvert le 7 octobre à Paris, le 63<sup>e</sup> Salon de l'automobile se tient, paraît-il, sous le signe de la morosité. Après la baisse des ventes pendant deux ans, l'an dernier avait été, sur le marché de l'automobile, une année faste, dépassant, pour les six premiers mois de 1976, de 35 % le chiffre des ventes de la même période en 1975, et même de 18 % les chiffres d'avant la crise, en 1973. Mais les constructeurs automobiles s'attendent à voir cette année une nouvelle baisse des ventes, car le boom de l'an dernier était en partie dû au renouvellement du parc automobile usagé, renouvellement que les restrictions de crédit en 1974 avaient retardé.

Mais, à vrai dire, cette « morosité » dont on parle ne se voit pas tellement au Salon : couleurs vives des carrosseries mises en valeur par une décoration joyeuse, présentoirs somptueux dont certains, mobiles, tournent les

## Un ton de circonstance

nouveaux modèles sur toutes les faces devant les yeux des clients. Cela ne se voit pas non plus à l'affluence qui, au dire des vendeurs, aurait été, pour le premier week-end du Salon, plus nombreuse que l'an dernier. « Il est vrai que cela ne veut pas dire grand-chose, ajoute une vendeuse, car l'affluence au Salon et le nombre de commandes varient considérablement d'un jour à l'autre. Et l'on ne peut faire de bilan caractéristique que sur l'ensemble du Salon ».

Mais le changement de ton du Salon, c'est surtout le changement dans la façon dont on veut nous le présenter. L'an dernier, Giscard était venu en grande pompe s'enthousiasmer, sous les flashes des photographes, pour les nouveaux modèles. Cette année, il a poliment décliné l'invitation, prétextant son voyage en Iran. Prétexte seulement puisque, l'an dernier, l'inauguration avait

eu lieu le lendemain de l'ouverture et que cette année, le 8 octobre, Giscard était bel et bien rentré à Paris. C'est seulement Chalandon, pour le gouvernement, qui est allé faire une petite visite officielle. Et encore, le cinquième jour du Salon. Il y a eu le ton de circonstance : « Les constructeurs ont compris les soucis du gouvernement en matière d'économies : il ne s'agit pas de limiter les ventes... mais de consommer moins d'essence ».

C'est que, l'an dernier, on clamait les succès du plan de relance en promettant l'expansion et la fin du chômage pour justifier les milliards de subventions versés aux patrons. Aujourd'hui, on n'a plus que les mots d'économies et de restrictions à la bouche, car on veut préparer l'opinion publique à accepter de payer la note.

Olivier BELIN.



D'une année à l'autre, petits changements dans les modèles, gros changements dans les prix. (Norma)

### Des profits par millions

Nous connaissons tous la chanson de nos patrons, qui nous expliquent qu'ils sont aux prises avec les pires difficultés et que Cégédur est en déficit.

En réalité, les chiffres publiés par les patrons eux-mêmes contredisent leurs pleurnichements.

Ainsi Péchiney, pour les exercices 1974 et 1975, a fait pour 4.984 millions de nos francs de profits. C'est sûr que nous avons dû suer une partie de ces profits. Comme disent les patrons, pour créer des emplois il faut investir. Péchiney, durant cette même période, a donc investi pour 3.022 millions de F.

Oui mais, de 1974 à 1975, Péchiney a supprimé 1.720 emplois, dont environ 250 à Cégédur.

Bien entendu, ces chiffres sont ceux que les patrons citent en milieu financier. Pour le monde du travail, il faut être larmoyant sur la situation.

En vérité, déduction faite de 639 millions d'impôts, ce sont 1.323 millions de francs que les

actionnaires se sont partagés. De quoi payer une bonne partie de l'impôt sécheresse.

(Extrait du Bulletin LO SNCF-Issoire du 5-10-76.)

### Fallait y penser !

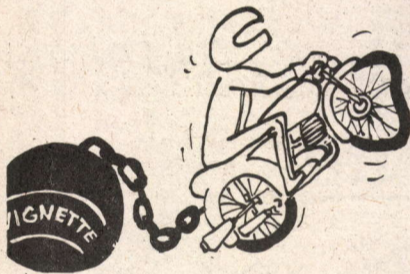
Invoquant la rapidité de certains trains et le sillon horaire favorable dans lequel ils roulent, la SNCF faisait payer aux usagers un supplément « train-rapide ». Ces trains n'échappent malheureusement pas au sort commun, ils arrivent régulièrement en retard et les demandes de remboursements du supplément, qui ne se justifient plus, devenaient de plus en plus nombreuses.

Qu'à cela ne tienne ! La SNCF change de rubrique : le « supplément-rapide » s'appelle désormais « supplément-confort »... Et le tour est joué.

Les engagements s'envolent. Mais le supplément, lui, reste.

C'est ce qu'on appelle de l'escroquerie.

(Extrait du Bulletin LO SNCF - Dijon.)



## Le gouvernement veut faire casquer les motards

Les possesseurs de motos échappaient jusqu'à présent à la « taxe différentielle sur les véhicules à moteur », la vignette en d'autres termes. Mais comme dit le proverbe : vieux motard que jamais.

C'est pourquoi un projet de loi a été déposé au Parlement, instituant une vignette sur les motos à partir de 125 cm<sup>3</sup>. Cette vignette, si elle voit le jour, vien-

dra s'ajouter aux assurances exorbitantes (jusqu'à 3.000 F par an et plus) payées par les motocyclistes. Quand on sait que ces derniers sont en majorité des jeunes de milieu modeste, on mesure sur qui pèsera le projet.

Mais, n'est-ce pas, c'est une question de principe. Il n'y a pas de raison de privilégier les motards par rapport aux automobilistes. D'ici qu'on impose la vignette aux possesseurs de vélos,

de trottinettes et patins à roulettes...

En attendant, le scandale n'est pas que la vignette ne soit pas obligatoire pour les possesseurs de motos, alors qu'elle l'est pour les automobilistes. Le scandale, c'est que l'Etat pratique ce moyen supplémentaire de vider les poches de ceux qui, possesseurs d'autos ou de motos, ont besoin de leur engin comme moyen de transport indispensable.

## L'exposition « La France aux quatre coins du monde » : les colonialistes hués

Dimanche 10 octobre, l'UGTRF (Union générale des travailleurs réunionnais en France) a organisé une démonstration de protestation contre l'exposition coloniale « La France aux quatre coins du monde », avec la participation de Combat Ouvrier et du GRS (Groupe Révolution Socialiste).

Cette exposition, patronnée par le secrétariat d'Etat aux DOM et TOM, s'est tenue du 24 septembre au 10 octobre au Palais des Congrès à Paris.

Les exposants, essentiellement des banques, entreprises de construction, d'extraction minière, compagnies de transports ma-

ritimes ou aériens, sociétés de tourisme, avaient réussi à « présenter » les DOM et TOM sans jamais signaler la situation sociale catastrophique dans ces dernières colonies françaises.

Les Antilles « terres françaises », vous sussurait une voix suave. Ainsi prévenus, des milliers de visiteurs, français en grande partie, pouvaient découvrir la beauté des paysages, les fleurs, les poissons, ainsi que des Tahitiennes aux seins nus sur d'immenses photos. De quoi pourraient bien se plaindre les habitants des DOM-TOM ?

D'ailleurs le gouvernement

avait aussi ses stands, où il était question de l'effort français, des constructions effectuées par l'armée, des millions dépensés pour l'école. Mais, du rôle sauvage de répression de l'armée, il n'était rien dit. Sans compter que ces fameuses constructions aggravaient le chômage ! De la pagaille des rentrées scolaires, de l'enseignement au rabais dans les colonies, rien non plus.

Mais beaucoup de visiteurs ont vu la supercherie. Ils ont été nombreux à assurer les manifestants de leur sympathie. Ils ont pu pendant plus d'une heure discuter avec ces manifestants, autour

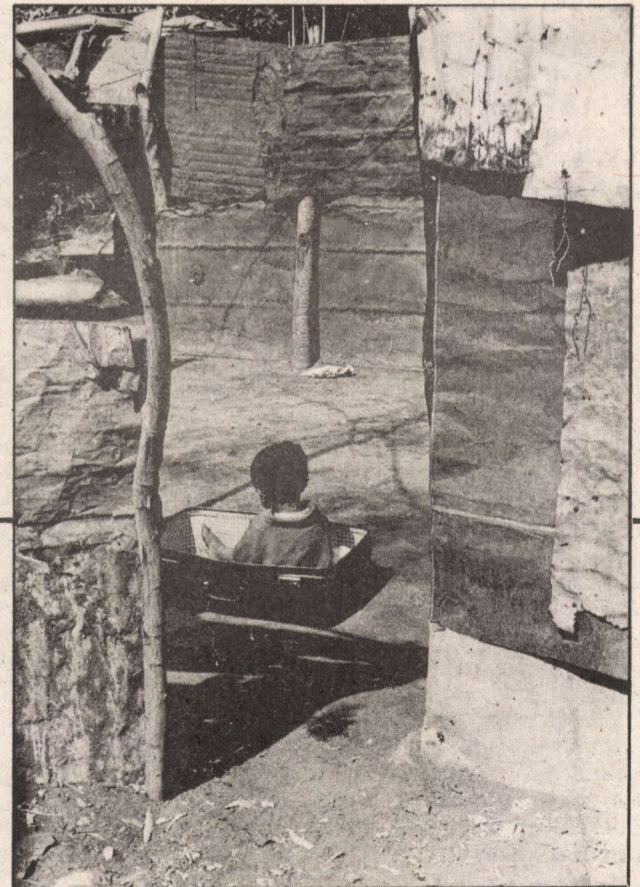


Image d'un bidonville à la Réunion : une des photos que le visiteur ne risquait pas de voir à l'exposition « La France aux quatre coins du monde ». (AFP)

d'une banderole qui dénonçait le colonialisme.

La manifestation a permis à tous les Antillais et les Réunionnais mécontents, car ils s'étaient sentis floués, méprisés par l'exposition, de relever la tête, de dire leur colère. Ceux qui par contre ignoraient les problèmes des DOM et TOM appréciaient une contre-information sur l'ampleur du chômage, de la misère, sur

l'émigration forcée, les abus des colonialistes.

Beaucoup de visiteurs achetèrent la presse révolutionnaire. Une telle sympathie a permis le succès de la protestation, devant l'ampleur de laquelle les organisateurs de l'exposition, qui ne cachaient pas leur hostilité aux « communistes », n'osèrent appeler la police.

## La carrière d'une femme de chambre

de Dino RISI



Cela se passe en Italie, sous le régime de Mussolini. Marcella, jeune femme de chambre dans un grand hôtel de Venise, ne rêve que de vedettes de cinéma. Elle voudrait en devenir une elle aussi, afin de mener leur vie luxueuse, de connaître la gloire et de tourner, espoir suprême, dans un film à « téléphones blancs ». C'est le nom qu'on a donné aux films sophistiqués et mondains qui furent l'essentiel de la production du cinéma italien sous le régime de Mussolini.

« Mieux vaut être putain qu'esclave », voilà l'ultime conseil que lui donne sa mère, excédée par la misère, lorsque Marcella décide de la quitter pour monter à Rome, la cité du cinéma.

Ce conseil, elle va le mettre en pratique. Et, alors qu'elle se refuse avec obstination à son fiancé, un brave pêcheur de Ve-

nise, elle n'hésite pas à monnayer ses charmes pour parvenir à ses fins. Pour cela elle va passer des bras d'un cinéaste raté à ceux d'un officier des Chemises noires et, après un détour par une maison close et quelques autres péripéties, elle va aboutir, réussite suprême, dans les bras du... Duce en personne. C'est d'ailleurs une scène désopilante que de voir le Duce, lourd et maniéré, s'écrouler en compagnie de Marcella, d'une façon qu'il croit gracieuse et poétique dans le parc de sa villa, sous l'œil goguenard de ses flics, tout de noir vêtus, qui montent la garde.

Pour Dino Risi, la carrière de Marcella est surtout le prétexte à dénoncer les aspects grotesques de la « bonne société » sous le fascisme, en particulier l'univers du cinéma bien pensant.

Marcella, parfaite arriviste, parvient à ses fins et, survivant à la

chute du régime, finit par se marier bourgeoisement avec un respectable industriel suisse. Son malheureux fiancé, lui, n'aura pas autant de chances. Gênant pour les partenaires successifs de Marcella et victime de sa fidélité, il se retrouve, sans trop comprendre pourquoi, volontaire d'office pour faire la guerre d'Éthiopie, puis en Espagne et enfin sur le front russe, où il est laissé pour mort.

Malgré un certain cynisme, Dino Risi parvient à son but : nous faire rire en dénonçant le conformisme, l'égoïsme et la suffisance des parvenus et des nantis du régime mussolinien.

Cécile BERNIER

Studio Médicis (5°) - Odéon (6°) - Biarritz (8°) - Cinéma 9° - Liberté (12°) - UGC Gobelins (13°) - Miramar (14°) - Convention (15°) - Trois Murs (16°) - Napoléon (17°) - Clichy Pathé (18°).

## L'innocent

de VISCONTI

Un homme affiche sa liaison avec une belle comtesse, tandis que sa femme se consume lentement dans les affres d'un mariage raté... jusqu'au jour où elle rencontre, à son tour, l'amour de sa vie qui, bien qu'éphémère, a le don de lui ramener son époux. L'innocent est l'enfant qui naîtra de cet amour adultère et qui deviendra la victime expiatoire du mari jaloux. Voilà. Un sujet donc bien banal. Mais le film est signé Visconti et plus rien n'est simple. Les protagonistes sont tous des comtes, comtesses, princesses. Et toute cette panoplie d'une aristocratie italienne oisive et maniérée, très fin de siècle, évolue dans des décors surchargés à souhait. L'affaire n'en reste pas moins fade et le spectateur n'a guère de chances d'être convaincu par les tourments de tout ce beau monde ou de prendre au sérieux les pseudo-réflexions philosophiques du mari qui nous les assène sur un ton, bien sûr, dramatique, l'œil en feu et le cheveu en bataille. Bref, dans un bel emballage de décors, le film apparaît pauvre et finalement très conventionnel. On peut très bien se passer d'aller le voir.

Lucienne PLAIN

## Un type comme moi ne devrait jamais mourir

Léopold Bloom est un homme d'affaires très riche qui a tout pour être heureux. Mais un jour il se rend compte qu'il ne sait pas pourquoi il vit... Et il s'enferme dans sa voiture, à quelques brefs accès de mysticisme, essaie de revivre sa vie de célibataire, avant, tout compte fait, de reprendre pied dans la réalité.

Sur ce thème, Michel Vianney a voulu faire un film drôle, aux situations cocasses. Hélas, les situations en question — comme celle où Léopold venu consulter une psychanalyste, finit par intervenir les rôles et console la psychanalyste « à problèmes » — n'ont certes pas le mérite de l'originalité.

Le film pourrait à la rigueur prêter à sourire comme caricature des films à « message philosophique ».

Malheureusement, le message « est vraiment pris au sérieux par le metteur en scène, qui a voulu dépeindre « le

moment de crise où un être refuse tout ce qui le sécurisait : couple, argent, réussite sociale », et qui a choisi comme héros un P-DG, pour bien montrer que cette angoisse de vivre ne dépend pas des conditions matérielles.

Vianney est bien le seul à croire au sens profond de son film. Car les acteurs qui échantonnent, sur un ton parfaitement monocorde, des répliques du style : « Quand on est deux, on dit : ah, si j'étais seul; et quand on est seul, on est seul... », ne semblent absolument pas convaincus que ce qu'ils racontent ait une importance quelconque.

Le spectateur non plus : indifférent aux tourments d'un homme d'affaires métaphysicien, même s'il a la gentillesse de Jean-Michel Folon, lassé par le rythme extrêmement lent du dialogue, il s'endort doucement dans son fauteuil.

Sylvie MARECHAL

## sélection

### FILMS POLITIQUES

1900 : Gaumont Théâtre (2°) - Styx (5°) - Hautefeuille et Montparnasse 83 (6°) - Marignan (8°) - Athéna (12°) - Fauvette (13°) - Clichy Pathé (18°).

Les hommes du président : Rex (2°) - Studio Ursulines (5°) - Odéon (6°) - Ermitage (8°) - Paramount Galaxie (13°) - Miramar (14°) - Magic (15°).

La victoire en chantant : Studio de la Harpe (5°) - Marignan et Saint-Lazare Pasquier (8°) - Olympic (14°) - Calypso (17°).

Cadavres exquis : Paris Loisirs Bowling (18°) - Palais Avron (20°).

La dernière tombe à Dimba-za : Saint-Séverin (5°).

### AUTRES FILMS

David et Lisa : Studio Galande (5°).

Easy Riser : Boîte à films (17°).

Barry Lindon : Impérial (2°) - Gaumont Rive Gauche et Hautefeuille (6°) - Gaumont Champs-Élysées (8°) - Gaumont Sud (14°).

Cria Cuervos : Saint-Germain Huchette (5°) - Elysées Lincoln et Saint-Lazare Pasquier (8°) - 14-Juillet (11°) - Montparnasse Pathé et PLM Saint-Jacques (14°).

Nous nous sommes tant aimés : Les Cinoches de Saint-Germain (6°).

2001, l'odyssée de l'espace : Studio Contrescarpe (5°) - Elysées Point Show (8°).

Taxi Driver : La Clef (5°) - Athéna (12°).

Une vie difficile : Marais (4°) - Quintette (5°) - 14-Juillet (11°) - Olympic (14°) - Mac Mahon (17°).

Autant en emporte le vent : Elysées Point Show (8°) - Trois Haussmann (9°) - Grand Pavois (15°) - Montréal (18°).

Vol au-dessus d'un nid de coucou : La Clef (5°) - Mar-

beuf (8°) - Paramount Galaxie (13°) - Paramount Montparnasse (14°).

La flûte enchantée : Templiers (3°).

Harold et Maude : Luxembourg (6°).

Jeux interdits : Champollion (5°).

Le juge et l'assassin : Escurial (13°).

### POUR SE DISTRAIRE

Un éléphant, ça trompe énormément : Richelieu (2°) - St-Germain Studio (5°) - Dragon (6°) - Mercury et Paris (8°) - Lumière (9°) - Fauvette (13°) - Montparnasse Pathé (14°) - Convention (15°) - Victor Hugo (16°) - Wepler (18°) - Gambetta (20°).

Cours après moi... que je t'attrape : Omnia (2°) - Biarritz et George V (8°) - Caméo (9°) - UGC Gobelins (13°) - Paramount Montparnasse (14°) - Cambonne (15°) - Paramount Maillot (17°).

Ma vache et moi : Marais (4°).

Festival Marx Brothers : Boîte à films (7°).

La guerre des boutons : Petits Poucets Montmartre (9°).

Fantasia : Rex (2°) - Panthéon (5°) - Montparnasse 83 (6°) - Marignan, France-Elysées et Gaumont-Madeleine (8°) - Gaumont Sud (14°).

On aura tout vu : Impérial (2°) - Bosquet (7°) - Royal Pasy (16°).

Soupe au canard : Luxembourg (6°).

Le bon, la brute et le truand : Argos (2°).

Heilzapoppin : Studio Marigny (8°).

# THEATRE

## La belle Hélène

de Jacques OFFENBACH

Pour s'amuser et rire aux éclats, il faut aller voir La belle Hélène. Cette reprise au Théâtre des Bouffes Parisiens de l'opérette d'Offenbach, écrite en 1864, est absolument inénarrable et déchainera les rires des plus rétifs à la musique et à l'opérette. A l'époque où La belle Hélène fut écrite, Offenbach, musicien quasi-officiel du Second Empire, réussit, à travers une adaptation à sa façon d'un bref épisode de la guerre de Troie, à faire rire d'elle-même la bonne société bourgeoise qui, sous Napoléon III, à peine remise de la peur qu'elle avait ressentie face à la révolution de juin 1848, ne pensait qu'à s'enrichir et s'amuser. Les auteurs de la version actuelle, dans l'esprit satirique de l'œuvre, l'ont remise au

goût du jour, lui ont conservé son caractère de grosse farce, pas toujours de bon goût mais bien d'actualité. Bien sûr, c'est là tout le contraire de la musique à écouter la tête entre les mains ou le regard mélancolique, perdu à l'horizon ! Mais c'est la qualité d'Offenbach de réussir une musique qui fait rire. De même que c'est celle du Théâtre des Bouffes Parisiens de nous servir un divertissement bien enlevé, d'un rythme échevelé et plein d'humour. Gérard Calvi, de l'équipe des Branquignols, Pierre Tornade et tous les autres artistes s'amuse comme des fous, et les spectateurs aussi.

Lucienne PLAIN

Théâtre des Bouffes Parisiens - Rue Monsigny - Places de 15 à 60 Francs.

## Je suis un fedayin

de Mahmoud ISSA

■ *Je suis un fedayin*, c'est l'autobiographie, recueillie par une journaliste française, Huguette Cuchet-Chérusel, de Mahmoud Issa, combattant de la Résistance palestinienne, membre du FPLP.

En décrivant les différentes étapes de sa vie et les événements qui l'ont marquée entre 1947 et 1975, c'est en fait l'histoire du peuple palestinien en exil, d'abord, puis celle de la Résistance palestinienne qu'il raconte.

Enfant, il vit en effet la fuite hors de Palestine, après une tentative de résistance désespérée à la colonisation sioniste — tentative où l'un de ses frères aînés trouve la mort et où son père est grièvement blessé. Et puis c'est la vie des camps de réfugiés et la misère.

Adolescent, il fréquente les écoles organisées par l'UNRWA — organisme dépendant de l'ONU, chargé du problème palestinien — où nombre de jeunes s'éveillent au nationalisme palestinien.

Adulte enfin, il s'engage dans la Résistance palestinienne qui

est en train de s'organiser. Et à partir de ce moment, son histoire s'identifie à celle de la Résistance. Après diverses opérations militaires contre Israël, on le retrouve dans le commando qui, le 26 décembre 1968, sur l'aéroport d'Athènes, fait sauter un boeing de la compagnie israélienne El Al. Libéré deux ans plus tard grâce à un détournement d'avion, et immédiatement après avoir participé à des détournements avec prise d'otages, il se trouve en 1970 en Jordanie, au moment de Septembre Noir. Emprisonné, tabassé, il est sauvé in-extremis et se réfugie au Liban. En mai 1973, quand l'armée libanaise tente un coup de force contre les organisations palestiniennes, il est à Beyrouth, en première ligne. Enfin, dès septembre 1975, il participe aux premiers combats de la guerre civile libanaise.

L'intérêt de ce témoignage, c'est d'abord bien sûr de nous faire vivre, de l'intérieur en quelque sorte, le combat des militants de la Résistance palestinienne et de montrer comment



Un commando de fedayins avant l'opération. Comme pour Mahmoud Issa, pour des milliers de Palestiniens, il n'y a pas d'autre choix que la résignation ou la révolte.

l'un d'entre eux voit son propre combat. A aucun moment, dans son livre, Mahmoud Issa n'évoque la Palestine pour laquelle il se bat : elle n'est pour lui qu'une terre à reconquérir. Jamais il n'évoque l'existence de ces masses arabes qui font des combattants palestiniens leurs héros. Et même les populations des camps de réfugiés palestiniens y tien-

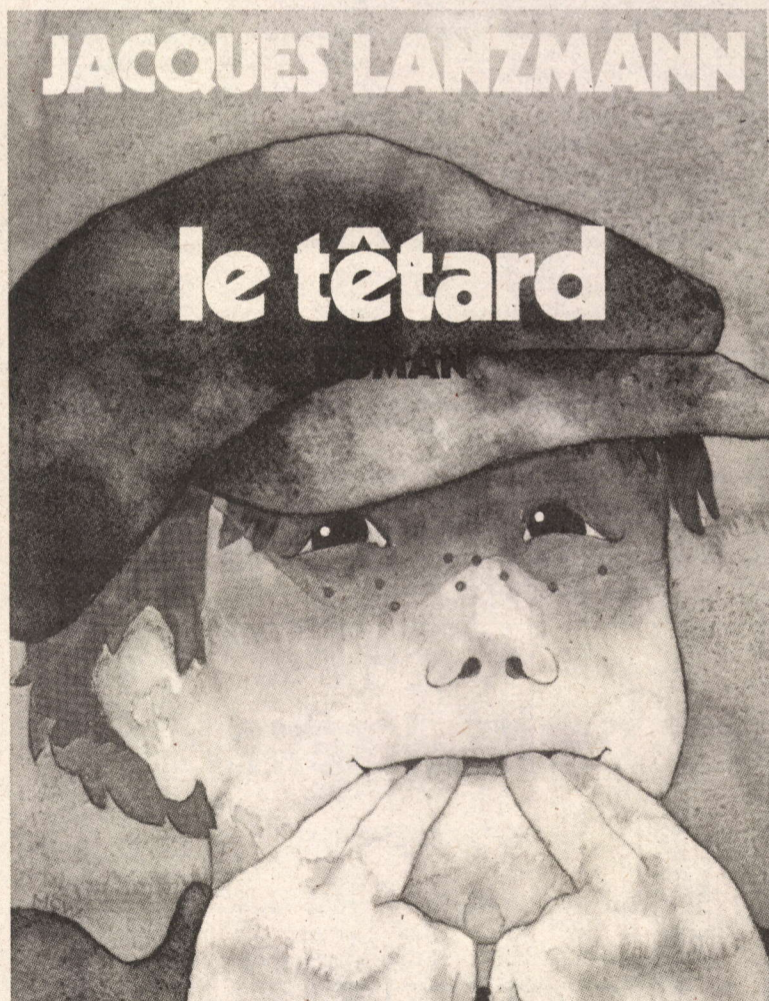
nent bien peu de place : leur rôle semble se borner à acclamer les commandos de retour après leurs opérations spectaculaires.

En fait, le combat qui nous est décrit se limite bien au terrain strictement militaire et trouve dans le terrorisme son débouché naturel. Et sur ce seul terrain, il n'y a pas de victoire possible pour le peuple palestinien. C'est

bien à cette conclusion que conduit, même si c'est à son corps défendant, le livre de Mahmoud Issa. Et c'est une conclusion qui se joue dans les combats de la guerre civile libanaise.

Jean-Jacques LAMY

*Je suis un fedayin* de Mahmoud Issa - Ed. Stock - Coll. Témoigner - 28 F.



■ Avoir des parents qui divorcent et une famille assez bizarre, être un petit rouquin et le payer cher auprès de ses compagnons de classe, être un petit juif, enfin, pendant la dernière guerre, en France : tels sont, dans l'ordre chronologique, les problèmes auxquels s'est heurté, enfant et adolescent, l'auteur du *Têtard*.

Ce qui nous vaut, de la part de Jacques Lanzmann, une autobiographie bien attachante. Car, à travers une vie mouvementée et quelquefois horrible — il a été placé dans une ferme d'Auvergne dont les propriétaires semblent sortir d'un roman de Zola —, le petit Jacques Lanzmann a conservé joie de vivre, énergie et même une tendresse particulière pour ces adultes dont il devine souvent les difficultés et les désarrois, en dépit de leur dureté à son égard.

On passe des milieux juifs commerçants d'avant-guerre à la vie publique et cachée d'une petite ville d'Auvergne, des fermes au maquis, en s'amusant constamment, même à la lecture de passages plutôt scabreux, sur lesquels l'auteur s'appesantit toutefois avec un peu de complaisance.

Cela dit, on rit souvent et de bon cœur !

S. F.

*Le têtard* de Jacques Lanzmann - Ed. Robert Laffont - 35 F.

## La révolution suédoise

de Gabriel ARDANT

La *révolution suédoise* de Gabriel Ardent se veut une apologie de la politique des sociaux-démocrates qui sont restés quarante-quatre ans au pouvoir en Suède.

Ecrit avant le résultat des dernières élections qui viennent de donner la majorité à une coalition des partis de droite, ce livre voudrait démontrer qu'en Suède, grâce à une politique réaliste de réformes lentes et mesurées, il a été possible de transformer en profondeur la société, sans bouleversement, sans luttes sociales.

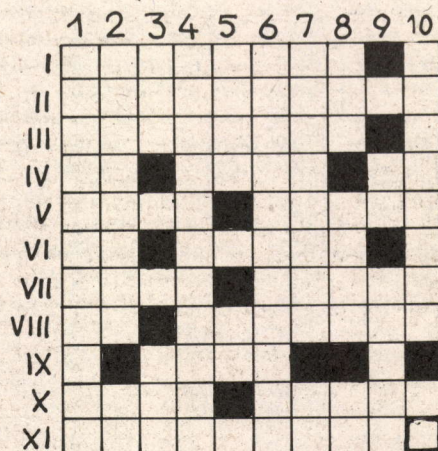
Mais ce qui frappe justement à la lecture de cet ouvrage, c'est le caractère superficiel des réformes présentées comme des preuves qu'il s'agit là d'un « socialisme », pas encore tout à fait socialiste certes, mais tout de même très avancé.

Gabriel Ardent, commissaire général à la Productivité de 1953 à 1959, collaborateur de

Mendès-France, parle d'exemple à suivre. Il expose les réformes : celles qui concernent le régime des retraites, l'enseignement, le système des impôts, la participation, l'encadrement dans l'entreprise. Il évoque les lois visant à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes, et plus généralement les inégalités sociales. Il décrit la puissance du syndicat majoritaire L. O. Mais les grandes phrases de l'auteur cachent mal les étroites limites de toutes ces réformes, qui laissent en place trusts et patrons et ne touchent pas à leurs profits.

Et c'est bien le seul mérite de ce livre que de donner quelques informations et de laisser voir, malgré son auteur, que vraiment la politique des sociaux-démocrates en Suède n'a rien à voir ni avec le socialisme, ni avec la défense des intérêts des travailleurs suédois.

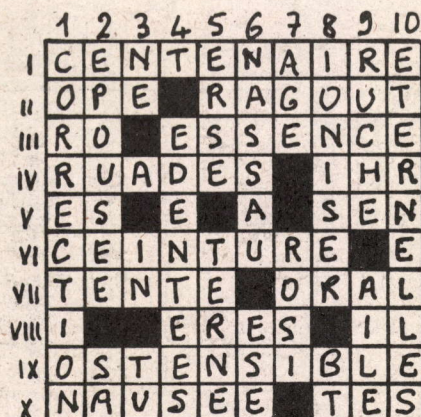
Henriette MAUTHEY



## MOTS CROISES

**HORIZONTALEMENT.** — I. Ses pains sont peu nourrissants, mais sacrement énergétiques. — II. En verre à l'EDF, en béton chez Brejnev. — III. Pire que la vieillesse. — IV. De l'étain raccourci. — Dirige - Oui au sud. — V. Un cygne sans tête - Use. — VI. Dans la mare comme dans la mer - Empereur romain qui jouait avec le feu. — VII. Classe à l'envers - Immobilise le bateau. — VIII. Dans le ton - Couchées. — IX. Comme Artaban. — X. Prince d'opérette - On peut y trouver des lunettes. — XI. Couvrirai de félicitations.

**VERTICALEMENT.** — 1. Plus naturelle que la symétrie. — 2. Compère de Renard - En rogne. — 3. Négation - Le grand se hisse. — 4. Bonne pâte. — 5. Viril - Article. — 6. Beaucoup mènent au même endroit, à condition de ne pas s'égarer. — 7. Boiront, à l'aube de la vie - Personnel. — 8. Trompée - Ne pèse pas lourd - Quelle vieille ville ! — 9. Partie du poids - Tourna sa veste. — 10. Triangles - Met des dents aux poules.



## Réédition

# Le premier maître

de Tchinghiz AITMATOV

Les Editeurs français réunis viennent de rééditer ce recueil de trois nouvelles écrites au début des années soixante et traduites du kirghiz.

L'une d'elles, dont a d'ailleurs été tiré un excellent film, a donné son titre au recueil. L'on y voit une femme, une universitaire célèbre, revenir après une longue absence dans son village natal.

Et elle raconte à l'auteur sa propre histoire et, à travers cette histoire, celle d'un homme extraordinaire, un de ces pionniers qui, dans les années vingt, firent pénétrer dans les lointaines contrées soviétiques la culture en même temps que le pouvoir de l'Etat soviétique... Un instituteur presque illettré qui se

battait pour alphabétiser les enfants, pour faire reconnaître les filles comme les égales des garçons, contre les mœurs moyenâgeuses...

Les deux autres nouvelles se lisent également avec intérêt et émotion. Elles nous donnent une idée de la vie quotidienne des années cinquante dans cette partie de l'Asie soviétique. Et elles nous touchent parce qu'elles mettent en scène des gens simples et sensibles, modestes dans leur courage face aux difficultés du cœur et aux problèmes quotidiens.

S.F.

Le premier maître, de Tchinghiz Aitmatov - Les Editeurs français réunis - 13 F.



# Le papivore

de Henri de GRANDMAISON



De la fiction à la réalité : une des actions des travailleurs du Parisien Libéré, engagée dans la lutte pour faire respecter leurs droits face à un des empires de la presse. (Sipa)

C'est là un roman sur la presse. Et il paraît tout à fait d'actualité : le conflit des travailleurs du Parisien Libéré avec Amaury se poursuit et la veille des vacances fut marquée par ce qu'on a appelé « la crise de la presse », crise qui n'est pas près, semble-t-il, de se terminer. Henri de Grandmaison, journaliste à Ouest-France, a entrepris de raconter l'ascension d'un fils d'épicière qui, armé d'un arrivisme sans scrupule, réussit à devenir l'un des plus importants magnats de la presse. De toute évidence, et bien qu'il s'agisse d'un roman portant en exergue « toute ressemblance entre les personnages et des personnes existantes ou ayant vécu serait pure coïncidence », Grandmaison a multiplié les traits capables de nous faire voir derrière son personnage de Jean Dubois-Jantet, « le papivore », un autre personnage, pas du tout imaginaire celui-là : Robert Hersant, propriétaire d'une bonne trentaine de publications quotidiennes ou périodiques et compère des Amaury, Prouvost et Cie, tous gros capitalistes de la presse dans ce pays. Ainsi, par exemple, si Robert Hersant fut jadis l'un des chefs du mouvement d'extrême-droite « Jeune Front », le Papivore passe sa jeunesse dans des groupes aussi peu reluisants et ne manque pas de

donner un coup de main aux nazis lors de l'Occupation. De même, tandis que Robert Hersant possède plusieurs publications destinées aux pêcheurs, le personnage de Grandmaison débute sa carrière de requin de la presse en lançant le Journal de la pêche et des pêcheurs. Enfin, le roman se termine par le récit du rachat d'un grand quotidien parisien intitulé Le matin de Paris, affaire qui ne manque pas de rappeler les péripéties du rachat du Figaro par le groupe Hersant, tout récemment. Au fil des pages, la presse est décrite comme ce qu'elle est vraiment dans notre société : une grande entreprise capitaliste, un domaine dans lequel le Papivore peut « faire de l'argent », beaucoup d'argent, et du même coup acquérir place et considération parmi les politiciens de toute sorte, de la majorité en particulier. Point de liberté d'opinion qui tienne, ni de grandes phrases nobles sur la tâche d'information des journalistes qui résistent à l'apreté au gain du patron de presse. La bonne presse est à ses yeux celle qui se vend beaucoup. Et ce roman illustre bien ce qu'est la fallacieuse « liberté de la presse ».

L.P.

Le papivore, d'Henri de Grandmaison - Ed. J.-C. Lattès - 32 F.

# TELETEL

## sélection

### Samedi 16 octobre

TF1 - 20 h 30 - « Numéro Un » Nana Mouskouri.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - « Margaret chez les Flamands », d'après Simenon, avec Jean Richard.

### Dimanche 17 octobre

ANTENNE 2 - 16 h 20 - Des animaux et des hommes : les chats.

FR3 - 17 h 50 - Méditerranée. Troisième émission de la série consacrée au développement du commerce et des comptoirs dans la Méditerranée antique.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : deux sujets au sommaire. Les abeilles puis le cincle, un oiseau qui parvient à marcher au fond des torrents pour capturer certaines larves dont il se nourrit.

TF1 - 20 h 30 - L'affaire Dominici, film de Claude-Bernard Aubert. Reconstitution d'une célèbre affaire criminelle dans laquelle un homme fut accusé sans preuves du meurtre de trois touristes anglais.

TF1 - 22 h 10 - La leçon de musique : Clemencic Consort. Clemencic Consort est un groupe vocal qui interprète la musique du Moyen Age.

FR3 - 22 h 30 - Cinéma de nuit. Cycle italien (1960-1965). Juliette des esprits, de Federico Fellini.

### Lundi 18 octobre

TF1 - 20 h 30 - Les missiles d'octobre. Reconstitution par un film TV américain de l'af-

faire des fusées russes à Cuba, en 1962. Le film sera suivi d'un débat sur La stratégie Est-Ouest. Derrière la coexistence pacifique, l'antagonisme entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique est bien vivant.

FR3 - 20 h 30 - Prestige du cinéma. Le voleur, film de Louis Malle. Adaptation d'un roman de Georges Darien, centré autour d'un personnage issu du milieu bourgeois qui exprime sa révolte personnelle contre la société en s'attaquant à la propriété des autres... par le vol.

### Mardi 19 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 30 : Les dossiers de l'écran. Sujet des dossiers de la semaine : la recherche médicale, précédé par un document d'Irwin Rosten, La machine extraordinaire.

### Mercredi 20 octobre

FR3 - 20 h 30 - Cinéma 16. Au bout du compte. Un film TV de Gérard Chouhan sur le chômage des cadres.

ANTENNE 2 - 23 h 05 - Pour adultes. Une émission de François Chalais. Thème de la soirée : l'avenir de la prostitution.

### Jeudi 21 octobre

TF1 - 21 h 20 - L'événement. L'affaire Entebbe. Reconstitution filmée du raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe. La projection du film sera suivie d'un débat avec des otages, des témoins et des responsa-

bles de cette affaire. Les seuls absents : les Palestiniens.

### Vendredi 22 octobre

FR3 - 20 h 30 - Vendredi. Pour fêter le premier anniversaire de leur magazine Vendredi, les producteurs de cette émission se sont interrogés : « A quoi sert une émission comme la nôtre ? ». « Ces émissions ont-elles eu des suites positives ou non ? ». Les auteurs vont donc faire le point sur quatre anciennes enquêtes : La vérité des étiquettes, La pollution de l'assiette, La sécurité et l'incendie, Les expulsions de locataires, qui avaient le mérite de donner un large écho à certains problèmes.

ANTENNE 2 - 21 h 15 - Apocalypses : le comique par l'absurde, avec Raymond Devos (qui vient de publier un livre, Sens dessus-dessous, recueil de ses sketches), Roland Bacri, Pierre Ajame (auteur d'un livre sur le dessinateur Chaval)...

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Ciné-club. Wild boys of the road, un film de William Wellman, sur l'Amérique de la Grande Dépression.

### Samedi 23 octobre

FR3 - 20 h 30 - Nabucco, opéra de Verdi.

### Dimanche 24 octobre

TF1 - 20 h 30 - Un homme, une femme, film de Claude Lelouch.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Récital Mort Schuman.

# Le PC Italien soutient les mesures d'austérité, mais les travailleurs ne les acceptent pas

Andreotti, chef du gouvernement italien, a lancé lui aussi, à l'égal de Barre, son plan d'austérité : hausses successives et répétées des tarifs publics, transports, essence (trois fois en un an), vignette, blocage des salaires. L'éventail traditionnel des mesures anti-ouvrières est ouvert. Et tout cela, bien sûr, au nom de la nécessaire solidarité nationale, pour maintenir et sauver de la faillite les intérêts économiques des capitalistes italiens. Le gouvernement fait appel à la discipline des travailleurs, se dispose à lutter contre l'absentéisme dans les entreprises et dès maintenant donne le ton en décidant de supprimer sept jours de pont correspondant à des fêtes jusque-là chômées.

Mais si les Andreotti italiens ne sont guère différents des Barre français, la bourgeoisie italienne se trouve toutefois dans une situation différente, car elle a trouvé un allié nouveau dans sa politique anti-ouvrière : le Parti Communiste Italien.

Le PCI, de fait, a pris publiquement position à plusieurs reprises pour l'austérité. « **Les travailleurs disent oui aux sacrifices** », a déclaré le Séguy italien, Luciano Lama.

Soutenir la politique d'austérité de son propre gouvernement ne va pas pourtant sans poser des problèmes au Parti Communiste Italien et à la confédération syndicale (la CGIL) qu'il influence. La classe ouvrière italienne n'est pas prête pour l'instant à accepter l'austérité. Et, même au sein du PCI, les militants d'entreprise doivent voir d'un mauvais œil un tel choix, qui n'a même pas comme contrepartie un strapontin

ministériel, puisque la Démocratie Chrétienne, malgré les services rendus, n'est toujours pas prête à associer le PC au gouvernement.

Une illustration de la gymnastique que les syndicats sont ainsi amenés à pratiquer a été donnée lors

l'air de céder à la pression de la rue.

Le Parti Communiste Italien borne d'ailleurs officiellement son opposition au plan Andreotti à réclamer quelques modifications, et notamment l'annulation des hausses du prix de l'essence.

vaillours arrêtent le travail. Un profond « bouillonnement », selon l'Humanité, agite la péninsule. Les syndicats de la métallurgie ont appelé à la grève mercredi 13 dans le Nord et jeudi 14 octobre dans la région de Turin.

Il ne s'agit pas, bien entendu, pour eux de lancer l'offensive contre le plan gouvernemental d'austérité, mais de prendre la tête du mouvement pour mieux le contrôler, le contenir dans des limites bien précises, ville après ville, et en le bornant dans le temps.

Les travailleurs italiens feront peut-être par leur combativité capoter les manœuvres des syndicats et du PC italien. Mais c'est bien dans ce risque que réside, aux yeux des bourgeois, l'inconvénient des PC. Car sensibles à la pression de la classe ouvrière, et même lorsqu'ils tentent de la contenir, ils contribuent tout de même à toute une agitation sociale. Or ce que la bour-

geoisie leur demande, pour les accepter comme partis à part entière, c'est d'être prêts à sacrifier jusqu'à leur audience sur la classe ouvrière pour mieux servir la bourgeoisie.

Le PC italien est engagé dans cette voie, tout en tentant de concilier l'inconciliable : son utilité auprès de la bourgeoisie et son influence sur la classe ouvrière.

Le PC français, lui, ne soutient pas les mesures d'austérité, en tout cas pas aujourd'hui, et pas de la part du gouvernement en place. Mais il n'hésite pas à écrire dès maintenant dans l'Humanité du 14 octobre : « **Les travailleurs italiens ne contestent pas la nécessité de faire certains sacrifices; la situation économique est trop grave...** »

Comment dire plus clairement que le Parti Communiste Français se prépare à parler le même langage aux travailleurs en France ?

## Mes bien chers frères mes biens chères sœurs, serrons-nous la ceinture tous en chœur

Le pape, en s'adressant à 30 000 fidèles, a invité les chrétiens à accepter courageusement les programmes d'austérité qui leur sont présentés dans divers pays, qu'il n'a pas nommés. Comme quoi il y a des moments où il est préférable d'être païen.

Par ailleurs le Vatican a annoncé officiellement que le Saint-Siège a accédé au désir du gouvernement italien de supprimer ou regrouper cinq fêtes religieuses chômées, pour accroître la productivité du pays.

Le Parti Communiste Italien est vraiment en bien sainte compagnie, dans son soutien à la politique d'austérité du gouvernement Andreotti.

de la grève générale du 7 octobre, organisée contre l'inflation et la crise et pour réclamer du gouvernement un plan de relance et d'investissements !

En France, c'est Giscard qui a distribué, en 1975, 25 milliards aux capitalistes, au titre de la relance. Mais en Italie, ce sont le PCI et les syndicats qui réclament du gouvernement qu'il fasse de tels cadeaux aux capitalistes. Ce qui permettra ensuite au gouvernement italien de subventionner les industriels victimes de la crise, avec l'argent puisé dans la poche des travailleurs, tout en se donnant

Mais le PCI pourra-t-il faire accepter aux travailleurs une politique qui en dernier ressort ne sert que les patrons ? Le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il aura du mal à faire accepter à la classe ouvrière, de son plein gré, des restrictions. Déjà le 7, la grève, pourtant « volontairement » limitée à deux heures par les syndicats italiens en signe de bonne volonté, a pris une ampleur considérable. 8 millions de travailleurs ont répondu présent, et les mouvements n'ont pas cessé pour autant.

Un peu partout les tra-

## Vous ne trouvez pas de sucre ?

## Eh bien, payez plus cher, vous en trouverez peut-être

« Si vous ne trouvez pas de sucre chez votre épicer, eh bien, vous n'avez qu'à mieux chercher dans vos placards : si pénurie il y a, c'est de la faute des ménagères qui font des stocks. » Voilà en gros ce qu'ont déclaré les industriels du sucre lors d'une conférence de presse.

Une telle explication n'est ni bien originale ni surtout convaincante. D'ailleurs, visiblement, les sucriers ne tiennent pas tellement à être convainçants sur ce point : ils ne cachent pas que la production est plus qu'excédentaire, au point que les besoins intérieurs ne représenteraient que les deux tiers du volume total. Non, de toute évidence, c'est de tout autre chose qu'ils veulent convaincre !

Car ces finauds ne s'en tiennent pas là. Ils reconnaissent que le marché pourrait

être approvisionné de façon plus régulière. Seulement, en même temps, il faudra faire un petit effort, n'est-ce pas... Par exemple, que le gouvernement accorde l'autorisation d'augmenter le prix du sucre en morceaux au 1<sup>er</sup> janvier. Naturellement, dans ces conditions, le jeu en vaudrait la chandelle... pour les sucriers bien sûr ! Et, comme par miracle, il n'y aurait plus de pénurie. Autant dire qu'il ne faut pas chercher les responsables de la pénurie actuelle bien loin : les grandes sociétés sucrières, tout comme les monopoles dans tant d'autres secteurs, organisant la pénurie pour vendre plus cher.

En bref, non seulement il faudrait que le consommateur paie son sucre, mais en plus il faut qu'il paie pour avoir le droit de payer !

François ROULEAU.

## TOUT FAIRE POUR SAUVER NOËL ET MARIE MURRAY

Le vendredi 8 octobre 1976, à l'initiative du Comité Irlande, 40 militants du Comité Irlande, de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire ont participé à un piquet devant la compagnie aérienne irlandaise « AER LINGUS », place de l'Opéra, pour protester contre la condamnation à mort de Noël et Marie Murray en Irlande du Sud. Distribuant plus d'un millier de tracts et à grand renfort de banderoles, cette initiative, impulsée internationalement par le Murray

Defence Committee de Dublin, a été l'occasion :

— De dénoncer les conditions scandaleuses dans lesquelles les Murray ont été condamnés à mort et d'exiger l'abolition immédiate de la peine de mort contre tout militant du Mouvement Républicain Irlandais.

— De dénoncer la torture utilisée, au Sud comme au Nord, alors que l'état de siège est sur le point d'être décrété dans l'Etat néo-colonial du Sud.

— D'appeler à un meeting unitaire, avant que la commission d'appel de Dublin ne se réunisse le 1<sup>er</sup> novembre pour statuer sur le sort des Murray.

CE MEETING AURA LIEU LE 20 OCTOBRE PROCHAIN, AU 44 RUE DE RENNES, PARIS 6<sup>e</sup>.

Pour tout renseignement complémentaire contacter :

COMITE IRLANDE

G. Poyet,

BP 267 75866

PARIS Cédex 18.